



RAPPORT D'ACTIVITÉ EXERCICE

2011

SOCIÉTÉ ANONYME

au capital de 124.300.000 Dinars

Siège Social : Rue Hédi Nouira - 1001 TUNIS

RC B 182331996

Tél : 71.340.477 (100 lignes groupées)

Adresse télégraphique : SOTUBANK

Code : Peterson 4th Edition Acmé

Télex : N° 14135 - 14815 - 15376 - 15377

Adresse S.W.I.F.T. : STBK TN TT

FAX : 71.348.400 - 71.340.009

Sites Web :

- Commercial : w.w.w.Stb.Com.tn

- Commerce électronique : ecom.Stb.Com.tn

- Banque en ligne : Stbnet.Stb.Com.tn

SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE

RAPPORT ANNUEL

2011

SOMMAIRE

CONSEIL D'ADMINISTRATIO	3
DIRECTION GENERALE	3
COMITES RATTACHES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION	4
CONDITIONS D'ACCES AUX ASSEMBLEES	5
CONTROLE INTERNE	6
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	8
ECONOMIE TUNISIENNE	10
SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE	12
ACTIVITE DE LA STB	13
CHIFFRES CLES DE LA STB	16
RESSOURCES DE LA CLIENTELE	18
CREDITS A LA CLIENTELE	22
QUALITE DE L'ACTIF	26
LIQUIDITE	28
RENTABILITE	28
MARCHE BOURSIER ET VALEUR STB	31
ACTIVITE INTERNATIONALE	32
DEVELOPPEMENT COMMERCIAL	33
MODERNISATION DE LA BANQUE	35
RESSOURCES HUMAINES	36
PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT	36
ETATS FINANCIERS	38
BILAN AVANT REPARTITION DES BENEFICES	39
ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN	40
ETAT DE RESULTAT	41
ETAT DE FLUX DE TRESORERIE	42
NOTES AUX ETATS FINANCIERS	43
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	74
RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	78
RESOLUTIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE	83
RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB	86
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	102
BILAN CONSOLIDE	103
ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDE	104
ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE	105
ETAT DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	106
NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	107
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES E.F CONSOLIDES	117

⚡ LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Mme Samira GHRIBI (*)	Présidente du Conseil - Représentant l'Etat
Mme Amel MEDINI (**)	Représentant l'Etat
M. Kilani BOUCHAHOVA (***)	Représentant l'Etat
M. Fares BESSROUR (****)	Représentant l'Etat
M. Nouredine KAABI	Représentant l'Etat
M. Hassen GHENIA	Représentant l'Etat
La CNSS	représentée par son Président Directeur Général
L'ETAP	représentée par son Président Directeur Général
La STAR	représentée par son Président Directeur Général
M. Nouredine BOUAOUAJA	
M. Abdelkader HAMROUNI	
M. Mohamed Salah KHALFALLAH	

(*) : Mme Samira GHRIBI nommée en remplacement de M. Hédi ZAR le 02 mai 2011 (lettre du Ministère des Finances N°366 du 30 avril 2011)

(**) : Mme Amel MEDINI nommée en remplacement de M. Hédi BEN CHEIKH (lettre Ministère des Finances N°370 du 30 avril 2011)

(***) : M. Kilani BOUCHAHOVA nommé en remplacement de M. Ahmed HADOUJE (lettre Ministère des Finances N°565 du 09 juin 2011)

(****) : M. Fares BESSROUR nommé en remplacement de M. Mohamed JEBALI (lettre Ministère des Finances N°694 du 11 juin 2011)

⚡ DIRECTION GENERALE

Présidente Directrice Générale	Mme Samira GHRIBI
Directeurs Généraux Adjoints	MM.Fethi CHOUROU Chargé des Structures d'Appui Mourad BACCAR Chargé des Structures d'Exploitation

⚡ Conseillers auprès de la Présidente Directrice Générale

M Khaled FENDRI	Chargé des Structures de Contrôle
Melle Hallouma BEN KHADOUMA	Chargée du Recouvrement et des Comités émanant du Conseil d'Administration concernant le recouvrement

⚡ Commissaires aux Comptes

·Le Groupement : SNJ	Représenté par Madame Nedra SEMMAR JLASSI
IMAC	Représentée par Monsieur Abderrazek SOUEI
·CFA :	Représenté par Monsieur Fathi SAIDI

⚡ Contrôleur d'Etat

M. Mahmoud Montacer MANSOUR

LES COMITÉS RATTACHÉS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

❖ Le Comité Permanent d'Audit Interne

La mission fondamentale du Comité est de veiller à la mise en place et au bon fonctionnement du système de contrôle interne, d'assurer le suivi et la supervision des activités de contrôle interne.

❖ Le Comité Exécutif de Crédit

Il a pour rôle, entre autres, d'émettre un avis sur les demandes de financement à court et à moyen terme pour les enveloppes de crédits dépassant un certain montant.

❖ L'Organe Permanent du Contrôle de Conformité

Il est chargé de la détermination et de l'évaluation des risques de non conformité aux lois et règlements en vigueur, aux règles de bon fonctionnement de la profession et aux bonnes pratiques.

❖ Le Comité des Nominations et des Rémunérations

Il a pour mission d'aider le Conseil d'Administration à arrêter une politique de rémunération en adéquation avec les performances à moyen et long termes de la Banque.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Ils ont pour rôle de s'assurer de la fiabilité et de la sincérité des états financiers et de leur conformité aux normes comptables tunisiennes ainsi qu'aux règles édictées par les autorités financières (Banque Centrale, CME, Impôts ...). Ils évaluent également l'efficacité du système de contrôle interne de la Banque.

CONDITIONS D'ACCES AUX ASSEMBLEES



Conformément aux dispositions de l'article 40 des statuts, seuls les titulaires de 10 actions au moins, libérées des versements exigibles, peuvent assister à cette assemblée ou se faire représenter par un autre actionnaire au moyen du pouvoir qu'ils auront l'obligance de remettre à leur mandataire ou le retourner dûment signé, trois jours au moins avant la réunion, à la Direction des Titres, de la Bourse et de la Gestion des Actifs, des Patrimoines et des Fortunes de la Banque sise Rue Hédi NOUIRA – 1001 Tunis.

Les propriétaires de moins de 10 actions peuvent se réunir pour former ce nombre et se faire représenter par l'un d'eux ou par un membre de l'assemblée.

STRUCTURE DU CAPITAL STB AU 31/12/2011

Actionnaires	Nombre d'Actions	%
ACTIONNAIRES TUNISIENS	22 685 303	91,252
Personnes Morales	16 229 144	65,282
Personnes Morales Publiques	13 578 403	54,619
Personnes Morales Privées	2 650 741	10,663
Personnes Physiques	6 456 159	25,970
ACTIONNAIRES ETRANGERS	2 174 697	8,748
Personnes Morales	1 995 551	8,027
Personnes Physiques	179 146	0,721
Total	24 860 000	100,00



CONTROLE INTERNE

6

Outre les efforts consentis pour l'amélioration continue de la qualité de ses actifs, la STB se penche davantage sur la gestion des risques (essentiellement de contrepartie, de transformation, de taux d'intérêt et opérationnel).

Étant donné que la gestion des risques nécessite inéluctablement le renforcement du système de contrôle interne, la STB a poursuivi en 2011 ses actions s'articulant autour de l'amélioration de son système de traitement de l'information et des procédures de contrôle des opérations.

Sur le plan du système d'information, la STB a réalisé, en 2011, des améliorations et des opérations de basculement au niveau de certaines applications à savoir :

- ▶ Remplacement progressif du système comptable actuel par le module « carthago-compta » et ce, parallèlement avec la mise en place des autres modules du noyau du futur système d'information.
- ▶ Exploitation progressive du logiciel "IMX" au niveau du module de gestion des garanties installé au niveau du siège et des Directions Régionales et ce, à travers une action d'envergure d'inventaire et de valorisation des garanties.
- ▶ Finalisation de l'application informatique relative à la gestion des engagements par signature (avals et cautions) qui est en phase de mise en place ;
- ▶ Avancement des travaux de mise en œuvre des logiciels relatifs à la gestion des

opérations du Bancaire Étranger et des opérations de la trésorerie dinars et devises;

- ▶ Amélioration et enrichissement de l'application agence dont notamment la génération automatique comptable en se basant sur des comptes rendus d'opérations "CRO". Ces derniers sont interprétés automatiquement selon les schémas comptables prédéfinis pour générer la journée comptable des opérations agences.

Sur le plan du renforcement du contrôle, un pôle regroupant les structures de contrôle a été créé au sein de l'organisation de la Banque sous la responsabilité d'un Conseiller auprès du Président Directeur Général.

Au niveau du contrôle des opérations, les actions suivantes ont été entamées :

- ▶ Renforcement des études juridiques des garanties à constituer.
- ▶ Suivi rigoureux des engagements et instauration d'un système de gestion des dossiers de crédits et d'alerte pour maîtriser les dépassements (workflow).

Par ailleurs, et dans le cadre du renforcement du contrôle interne au sein de la Banque, le fonctionnement et la fréquence de réunion des comités issus du Conseil d'Administration ont été renforcés.

En ce qui concerne le contrôle permanent d'activités, la Banque dispose dans son organigramme des principales structures de contrôle suivantes :

- ▶ Direction du Contrôle de Gestion.
- ▶ Direction du Contrôle des Engagements.



- ▶ Direction du Contrôle Comptable.
- ▶ Direction du Contrôle Réglementaire Comptable et des Opérations Décentralisées (pour les opérations en devises et avec l'étranger)
- ▶ Direction des Services Communs (service sécurité pour les personnes, les biens, les valeurs...)

Outre ces départements, la Banque est dotée des organes de contrôles périodiques traditionnels à savoir :

- ▶ Une Direction de l'Inspection Générale.
- ▶ Une Direction de l'Audit Interne.

Ces structures, qui veillent au respect de la réglementation en vigueur et des procédures internes et émettent des recommandations pour améliorer l'efficacité des systèmes de gestion, relèvent de la Direction Centrale du Contrôle Général.

Elles assurent leurs missions en toute indépendance, soit sur la base de plannings d'intervention annuels dûment approuvés, soit sur ordre de la Direction Générale.

Le système de contrôle interne de la STB est en permanence actualisé et renforcé pour sa mise en conformité à la réglementation en vigueur en la matière, notamment la Circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n°2006-19 du 28 novembre 2006 relative au contrôle interne et la circulaire 2011-06 du 20 mai 2011 relative au renforcement des règles de bonne gouvernance dans les établissements de crédit.

En 2011, suite à la parution de la circulaire BCT 2011-06 et afin d'appliquer progressivement les principes de bonne gouvernance, la banque a entrepris les actions suivantes:

- ▶ Création d'un comité de nomination et de rémunération (composé de deux administrateurs) qui propose au Conseil d'Administration les nominations et les rémunérations des membres de l'organe de direction, des responsables des structures de la banque, des membres du Conseil et des Comités afin de faire valoir la compétence et garantir une égalité des chances.
- ▶ Elaboration de la « Feuille de route » se rapportant à la mise en place de la nouvelle gouvernance conformément à la circulaire BCT 2011-06.
- ▶ Entame de la procédure relative à :
 - la désignation et la rémunération des Administrateurs Indépendants ;
 - la désignation de l'administrateur représentant les actionnaires personnes physiques (Petits Porteurs).
- ▶ Commencement de l'élaboration :
 - du Code de Gouvernance de la Banque.
 - de la Charte de l'administrateur.
 - des Chartes des Comités rattachés au Conseil (Comité Permanent d'Audit Interne, Comité Exécutif de Crédit, et Comité de Rémunération et de Nomination).
 - de la Politique de Conflits d'Intérêts.

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL



8

L'économie mondiale a réalisé une croissance de 3,8% en 2011 contre 5% en 2010, enregistrant ainsi une décélération due à l'essoufflement de l'activité et des échanges internationaux, l'intensification des tensions sur les marchés financiers et les problèmes de soutenabilité de la dette publique dans de nombreux pays.

Aux Etats-Unis, le PIB a évolué de 1,7% contre 3% en 2010, la demande intérieure s'étant amoindrie avec la faible augmentation des revenus réels disponibles affectés par la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Les dépenses de consommation privée ne se sont accrues que de 2,3%. Cependant, les investissements, dont surtout les dépenses en équipements et logiciels, ont évolué de 8,4% en 2011 grâce à la solidité financière des entreprises et à des conditions de financement favorables.

Le Canada a été classé en 2011 comme l'un des meilleurs pays pour le climat des affaires grâce à sa stabilité économique puisqu'il est le seul pays du G7 à avoir rattrapé la croissance et les emplois perdus lors de la récession tout en ayant des perspectives favorables de l'évolution de son PIB qui a enregistré en 2011 une croissance de 2,2%. La demande intérieure et l'emploi ont bien évolué, le taux de chômage a atteint 7,4% en fin d'année et l'inflation n'a pas dépassé 3,2% au cours de cette année.

L'économie du Japon a subi, au cours de l'année 2011, une baisse importante causée par le tsunami du 11 mars qui a provo-

qué une crise du nucléaire et des pénuries d'électricité. Sur l'ensemble de l'année, le PIB réel n'a reculé que de 0,3% grâce à la reprise de croissance enregistrée au cours du second semestre. Les secteurs des industries automobile et électronique (qui représentent 35% des exportations) ont été fortement perturbés. Cependant, l'activité industrielle et les exportations ont constitué le principal facteur de reprise après leurs baisses respectives de 4% et 3% au cours du premier semestre. La consommation privée a repris avec l'amélioration de la situation sur le marché de l'emploi et a largement contribué à la croissance du PIB. Les investissements ont aussi repris, surtout dans le secteur de l'immobilier, principalement pour la reconstruction, et se sont accrus de 6% en 2011.

La zone euro a enregistré une augmentation de 1,6% de son PIB en 2011 contre 1,8% l'année précédente. Cette croissance a été caractérisée par un rythme plus élevé au cours du premier trimestre avant de ralentir. La dette de la zone euro est estimée à 25% de la dette publique mondiale et la crise qu'elle traverse depuis 2009 avec l'écart des taux d'intérêt entre les emprunts publics grecs et le Bund allemand s'est propagée à d'autres pays (Italie, Espagne) et

PIB de 9,3% et 7,7% en 2011 contre 10,4% et 9,9%. Quant aux autres pays émergents d'Asie, ils ont enregistré 4,8% contre 7,8% l'année précédente. En Chine, la consommation et l'investissement privé ont poursuivi leur expansion, alors que l'investissement public a été affecté par le retrait d'importantes mesures de soutien de l'activité. Le ralentissement de la production découle aussi de la baisse de la demande extérieure, particulièrement celle de l'Union européenne, ce qui a ramené la croissance des exportations de 28% en 2010 à 10% en 2011.

La croissance de l'économie de l'Afrique sub-saharienne a été légèrement en deçà des prévisions de la BAD qui tablaient sur 5%. Plus du tiers des pays ont enregistré une croissance d'au moins 6%. Ces pays à croissance rapide sont dotés de ressources naturelles comme le Ghana, le Mozambique, le Nigeria et l'Angola ; ou encore le Rwanda dont le PIB a évolué de plus de 7% en 2011. L'Afrique du sud a réalisé plus du tiers du PIB africain.

Cependant, l'Afrique a subi les effets de la dette de l'euro et des politiques de rigueur de certains pays émergents, tout comme la sécheresse qui a sévi au Sahel. Cette situation doit induire l'accélération des réformes structurelles afin de créer des emplois et augmenter les revenus sur le continent.

Le commerce mondial s'est accru de 6,7% en 2011 contre 12,6% une année auparavant. Cette baisse de la dynamique des échanges a été enregistrée au cours du deuxième trimestre après les perturbations engendrées par le tremblement de terre et le tsunami au Japon, événements ayant fait reculer les exportations de ce pays et ébranler les chaînes de production mondiales.

L'indice des prix des matières premières a progressé en 2011 de 28,6% mais cette évolution a été caractérisée par deux périodes. Au cours des quatre premiers mois, la tendance à la hausse, débutée en 2009, s'est prolongée conséquemment à la reprise de l'économie mondiale, aux événements en Afrique du nord et à l'affaiblissement du dollar. Mais à partir du mois de mai, une baisse des prix s'est amorcée, causée par le ralentissement économique, surtout celui de l'économie chinoise.

s'est intensifiée. Les marchés financiers ont enregistré de fortes tensions liées à la soutenabilité des dettes publiques et les Banques ont été obligées par l'autorité bancaire européenne à se recapitaliser à hauteur de 114,7 milliards d'euros à mi-2012. C'est ainsi que l'Union européenne a dû faire appel aux autorités monétaires chinoises pour des placements en titres européens.

L'Allemagne a enregistré une croissance de son PIB de 3% en 2011 contre 2,5% prévus et 3,6% en 2010. Son taux de chômage a baissé à 6,4% et figure comme l'un des plus faibles de l'Union européenne. Le déficit public a été ramené de 4,3% en 2010 à 1% en 2011, largement en deçà des 3% autorisés par le Traité de Maastricht. Enfin, l'inflation n'a pas dépassé 2,3%.

La France a enregistré une stagnation de son PIB en 2011 contre une croissance de 1,5% l'année précédente. Le taux de chômage y a atteint 10%. A fin 2011, l'économie française n'avait pas pu rattraper son niveau d'activité de 2008. Les investissements ont repris, mais pas au même rythme qu'avant la crise et la consommation a ralenti, d'où une demande intérieure et donc une croissance, affaiblies.

La Chine et l'Inde ont enregistré, respectivement, des taux de croissance de leurs

ECONOMIE TUNISIENNE

L'économie tunisienne a été marquée en 2011 par une baisse de l'activité dans la plupart des secteurs notamment industriel et des services affectant les mines, l'énergie, les industries manufacturières, le tourisme et le transport.

Après une progression du produit intérieur brut réel de 3 % en 2010, le taux de croissance est revenu à 1,8 % sous l'effet d'une part de l'aggravation de la crise des dettes et de la hausse des cours des matières premières et énergétiques au niveau mondial et d'autre part des difficultés conjoncturelles internes liées aux événements qui ont suivi la révolution après la chute du gouvernement en Janvier 2011 et l'entrée de la Tunisie dans une nouvelle phase de transition.

Hors agriculture et pêche, le PIB a accusé une régression de 2,6% à prix constants contre une croissance de 4 % une année auparavant.

En revanche, le secteur de l'agriculture a enregistré au cours de la campagne 2010-2011 une reprise de 9,2 % en termes réels contre une régression de 8,7% la campagne 2009-2010. Bénéficiant de bonnes conditions climatiques, toutes les activités agricoles ont réalisé des résultats favorables particulièrement la production de céréales qui est passée de 10,8 millions de quintaux à 23 millions de quintaux en 2011. Les quantités importées de céréales se sont inscrites en baisse de 17,2 % en 2011, soit 2.678 mille tonnes. A fin décembre 2011, une enveloppe de crédit de 45

MD a été accordée à 3.090 céréaliculteurs contre respectivement 47,7 MD et 3.856 céréaliculteurs en 2010 et les superficies emblavées ont atteint 1516 hectares en 2011.

La production de l'huile d'olive a enregistré une reprise atteignant 120 mille tonnes la campagne 2010-2011, et la production prévue la prochaine campagne qui démarre dans de bonnes conditions climatiques sera encore plus importante.

Les exportations de l'huile ont atteint 110 mille tonnes pour la valeur de 403 MD en régression par rapport à la campagne écoulée de 8,6% en quantité et de 9% en valeur en raison de la décélération de la demande en provenance de la zone euro.

L'activité industrielle a été affectée en 2011 par la contraction sensible de la production minière et des dérivés de phosphate imputable aux arrêts successifs de l'activité dans les secteurs des mines et se traduisant par une baisse importante des recettes d'exportation.

La régression de la production dans les industries manufacturières résulte de la chute de la production des industries chimiques de 29 %, de la baisse de la production des industries des matériaux de construction, de la céramique et du verre de 9,6 % et du ralentissement de la production dans les industries mécaniques et électriques ainsi que dans les industries du textile, habillement, cuirs et chaussures respectivement de 3,8 % et 1,3 % (contre respectivement 26% et 3,8 % en 2010).



Les principaux secteurs exportateurs de l'activité des industries manufacturières hors agroalimentaires ont été affectés par la décélération de la demande en provenance de la zone euro, surtout les exportations des industries mécaniques et électriques et celles du textile.

Au niveau des industries non manufacturières, le secteur des mines qui avait enregistré une reprise de 15,4 % en 2010 a accusé une chute de la production de 57 % dû aux arrêts répétés de l'activité en 2011.

La production de l'énergie a connu en 2011 une baisse plus accentuée que celle enregistrée en 2010 respectivement de 5% et de 2,6%. Les exportations et les importations de pétrole brut ont progressé à un rythme moins rapide d'une année à l'autre, respectivement de 10 % contre 25,6% et de 26 % contre 36%.

Concernant l'activité touristique qui reste très saisonnière et très dépendante de la conjoncture, le nombre de touristes a enregistré une forte baisse de 30,7% en 2011 (contre une quasi stagnation en 2010) qui a touché toutes les nationalités traditionnelles (dont 44% d'Européens et 19% de Maghrébins) avec l'entrée de 4,9 millions de touristes en 2011 contre 6,9 millions en 2010.

Le nombre des nuitées a baissé de 40,3% contre une augmentation de 2,7% pour s'établir à 21.236 millions de nuitées contre 35.565 millions d'unités en 2010. le taux d'occupation des hôtels est en deçà de celui enregistré en 2010 soit 31,8% en 2011 contre 50,7% un an plus tôt.

Les recettes touristiques ont accusé une baisse de 33 % contre une hausse de 1,5% en 2010 pour se situer à 2.364,5 MD en 2011.

Au plan des échanges commerciaux, les exportations se sont élevées en 2011 à 25.092 MD et les importations à 33.702 MD, en hausse respectivement de 6,7% et de 5,9 % par rapport à 2010. Le taux de couverture s'est amélioré de 0,6 points de pourcentage pour se situer à 74,5%.

Le solde déficitaire de la balance commerciale s'est élargi s'établissant à 8.610 MD en 2011. contre 8.224 MD en 2010 sous l'effet du repli des exportations au cours du 4ème trimestre 2011 suite à la baisse des ventes des secteurs des mines, des phosphates et dérivés.

La balance des opérations courantes a accusé un déficit de 4.746 MD ou 7,4% du PIB contre 3.012 MD et 4,8 % du PIB en 2010. Ce résultat est imputable à l'accentuation des pressions liées au repli des recettes touristiques, l'élargissement du déficit commercial et à l'augmentation des importations des produits énergétiques.

Le taux d'inflation s'est situé à 3,5 % pour des prévisions de 3,6%, contre 4,4% enregistré en 2010. La réduction des prix a concerné notamment les produits alimentaires (3,7% contre 6,8%) et surtout les prix des produits non libres du fait de l'accroissement de la compensation des prix. Néanmoins, les prix des produits manufacturés et des services ont été plus élevés qu'une année auparavant.

2011



12

SOCITETE TUNISIENNE DE BANQUE

STB  BANK

ACTIVITE DE LA SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE

Fortement engagée dans les secteurs du tourisme et de l'industrie, la STB a inévitablement subi en 2011 les retombées de la crise financière internationale et de la révolution du 14 Janvier 2011. Toutefois, elle a pu maintenir ses fondamentaux et a dégagé un résultat, avant provisions, de 104 Millions de Dinars en baisse seulement de 24 Millions de Dinars par rapport à 2010 et ce, en dépit de l'abaissement du taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale de Tunisie d'environ 1 point de pourcentage et de l'impact des réservations plus conséquentes des intérêts sur les créances inhérentes aux secteurs susvisés.

Parallèlement, la STB a également pu, faire face au resserrement de liquidité et rétablir son équilibre financier sans recours aux surenchères sur le coût des dépôts des institutionnels et ce, à travers le lancement d'un emprunt subordonné de 70 Millions de Dinars et la conclusion d'emprunts privés de 52 Millions de Dinars.

La Société Tunisienne de Banque a entamé, également, depuis le dernier trimestre de l'exercice 2011, un programme de consolidation de ses assises financières qui s'appuie sur le renforcement de ses fonds propres et l'amélioration de la couverture de ses risques et a sollicité, à cet égard, l'appui de son actionnaire de référence l'Etat. Elle a ainsi :

- décidé de doubler son capital pour le porter à 251 Millions de Dinars (Assemblée Générale Extraordinaire du 14 mai 2012). L'Etat a suivi cette augmentation de capital pour maintenir sa part ;
- sollicité la mise en jeu de la garantie de l'Etat pour un montant de 117 Millions de

Dinars sur des emprunts extérieurs mobilisés par l'Ex-BNDT (absorbée par la STB en 2000) ; Etant rappelé que le montant initial de ces emprunts extérieurs garantis par l'Etat et honorés par la STB avoisine 1.000 Millions de Dinars compte non tenu des intérêts et des différences de cours de change. En contrepartie, la STB a supporté un portefeuille de créances accrochées d'un montant équivalent.

La mise en jeu de la garantie sous forme d'une dotation de l'Etat, remboursable après l'assurance de rétablissement des équilibres globaux financiers de la STB, ne constitue en fait, qu'une contribution minimale pour l'amélioration de la couverture des créances classées.

Le programme susvisé de consolidation des assises financières de la Banque, approuvé par l'Assemblée Nationale Constituante en date du 12 septembre 2012, conjugué au programme de traitement des créances touristiques encours d'élaboration par les Autorités Tunisiennes, va conforter davantage la STB dans la poursuite de financement de l'économie et l'émergence de ses performances réelles de rentabilité.



Encore faut-il signaler que le programme de consolidation des assises financières a été accompagné par une demande formelle de la direction Générale de la Banque pour procéder à un Full Audit Externe ; demande qui a été confirmée et appuyée par les Autorités Tunisiennes et étendue aux deux banques publiques (BNA et BH).

Cet audit portera sur les volets financier, institutionnel, social et de performance et aboutira à l'élaboration d'un programme global de restructuration et de développement de la Banque.

Les actions entreprises au courant de l'exercice 2011 et la concrétisation de ce programme de consolidation ont permis d'améliorer la couverture des créances classées et le ratio de solvabilité de la Banque. En ce sens, ce dernier s'est situé au-delà du seuil réglementaire à environ 9,85% à fin 2011 contre 8,16% enregistré à fin 2010 et 7,7% à fin juin 2011 et s'établira en toute assurance, à un niveau nettement supérieur par référence à la concrétisation imminente de l'augmentation du capital social.

En outre, le résultat net au titre de l'exercice 2011 s'est situé à 11,4 Millions de Dinars et la mise en jeu de la garantie de l'Etat sous forme de dotation a été fructifiée par la STB au moyen de l'outil de modification comptable d'un montant équivalent (117 Millions de Dinars) pour améliorer la couverture des créances classées relatives aux exercices antérieurs.

Ceci-étant et en dépit d'un environnement très difficile marqué notamment par le ralentissement de l'activité des secteurs du tourisme et des industries chimiques, la Société Tunisienne de Banque a poursuivi ses efforts visant à soutenir davantage l'économie du pays, tout en accordant un intérêt particulier à l'assainissement et à la couverture de son portefeuille accroché.

D'un autre côté, la Banque a pu drainer des volumes assez importants de ressources sous leurs différentes formes. A cet égard, la priorité accordée à la mobilisation des ressources peu onéreuses s'est, en effet, traduite par un accroissement des dépôts à vue à un rythme nettement supérieur à la

moyenne observée durant les cinq dernières années.

Cette performance a permis de compenser l'importante baisse des dépôts à terme, de manière à concourir à la réalisation de l'objectif recherché de contenir le coût moyen global des ressources à un niveau concurrentiel.

En outre, l'évolution de l'activité de la Banque permet de constater que l'ensemble des indicateurs et agrégats se sont établis à des seuils satisfaisants en rapport avec les efforts consentis par la Banque en matière commerciale.

Concernant le volet des ressources, la Banque a continué ses efforts de mobilisation des dépôts auprès de la clientèle, mais également de souscriptions à des emprunts obligataires et privés de sorte à assurer une meilleure adéquation avec les emplois longs.

Les ressources élargies se sont à cet égard, accrues de 275,6 MD ou 4,7% pour atteindre un encours de 6.160,6 MD. Cette progression englobe, à juste titre, 241,3 MD sous forme de dépôts à vue et 117,5 MD de dépôts d'épargne, accroissements qui témoignent des efforts déployés par la Banque en vue de rééquilibrer et optimiser la structure de ses ressources. Les dépôts à terme ont diminué de 128,6 MD correspondant à un repli de leur part dans le total des dépôts de la clientèle de 3,7 points, à 25,9%.

En ce qui concerne les ressources permanentes, outre la conclusion d'emprunts privés pour 52,2 MD, la Banque a réussi la clôture de l'émission d'un emprunt obligataire subordonné de 70 MD dont 17 MD encaissés en 2011.

S'agissant des engagements, les concours bruts à l'économie ont marqué un accroissement de 610,3 MD ou 8,9 % pour totaliser un encours de 7.446,6 MD au terme de l'exercice 2011.

Cette progression a caractérisé les différentes formes de crédits et plus particulièrement les crédits d'investissement et à un degré moindre les crédits aux particuliers avec des

accroissements respectifs de 352,8 MD et 173,1MD.

Répartis par secteur d'activité, les financements consentis ont concerné majoritairement l'industrie, l'immobilier et les services. La part revenant au secteur touristique a nettement régressé en 2011, situation qui ne doit toutefois pas, occulter les efforts soutenus de la Banque, à travers les opérations de consolidation et de rééchelonnement des engagements, approuvées au profit des unités hôtelières affectées par la crise durant 2011.

Néanmoins, étant fortement engagée dans le secteur du tourisme mais aussi dans celui de l'industrie, la STB a inévitablement subi les retombées négatives de la crise ayant affecté ces deux secteurs : le taux des créances accrochées s'est inscrit vers la hausse en se situant à 23%, impliquant au passage des efforts supplémentaires de provisionnement et de réservations des intérêts.

Malgré cette aggravation, la banque a pu grâce particulièrement aux efforts très importants de provisionnement aussi bien par le prélèvement sur les résultats de l'exercice que par le biais de la mise en place de la garantie de l'Etat, d'améliorer sensiblement le taux de couverture des créances accrochées pour le porter à 47,97% à fin 2011 contre 43,05% à fin 2010.

Par ailleurs et par référence à ses orientations visant à reconstituer son portefeuille titres et partant, d'en assurer une source de revenus stable, la Banque a souscrit dans les titres de l'Etat pour un volume additionnel de 117,8 MD sous forme de bons du Trésor de manière à porter l'encours du portefeuille- titres commercial à 132,6 MD.

Parallèlement, l'encours global net du portefeuille titres de participation a affiché une hausse de 9,7 MD correspondant principalement à la souscription de la Banque dans des fonds SICARS.

Au vu de ces variations, la structure des concours à l'économie est demeurée marquée par la prédominance des crédits d'investissement avec une part de 45% suivis

par les crédits de gestion et les crédits aux particuliers avec des parts respectives de 26,4% et 16,8%.

Compte tenu de ces évolutions, les indicateurs de trésorerie se sont nettement améliorés notamment durant le deuxième semestre dont précisément le ratio de liquidité. Ce dernier demeure, certes, sous le niveau réglementaire en raison surtout des difficultés qu'a connues le secteur touristique, mais s'est redressé depuis le mois d'avril en affichant un seuil moyen de près de 94%.

Sur un autre plan et sous l'effet des baisses des taux d'intérêts directeurs décidées par les autorités de tutelle courant le deuxième semestre 2011, d'une part, et de la structure du bilan caractérisée par la prédominance de l'activité de financement, d'autre part, les principaux indicateurs de rentabilité ont accusé un recul dont notamment le Produit Net Bancaire et le Résultat Brut d'Exploitation qui sont revenus respectivement de 242,8 MD à 221,4 MD et de 128,4 MD à 103,7 MD.

Ces fléchissements sont en majeure partie induits par la conjugaison des facteurs conjoncturels se rapportant à la réservation d'une enveloppe assez importante de produits d'intérêts dus sur des relations œuvrant en particulier dans le tourisme mais aussi au fait que l'effet de la baisse des taux d'intérêt directeurs a plutôt concerné les créances sur la clientèle.

S'agissant des charges opératoires, celles-ci ont évolué à un faible rythme, contenu dans la limite de 2,6%, sous l'effet exclusif de l'accroissement de la masse salariale (+7,6%). Les charges générales d'exploitation se sont, en effet, inscrites vers la baisse, affichant une importante régression de 18,3%.

En corollaire et malgré la maîtrise de l'évolution de ces charges, certains indicateurs de productivité ont été tirés vers le bas, notamment le coefficient d'exploitation qui est passé de 48,6% à 54,7% en raison de la baisse du produit net bancaire.

CHIFFRES CLÉS DE LA STB

Activité

Chiffres en milliers de dinars	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	variation Déc 2011/ Déc 2010	Evolution moyenne sur 5 ans
Total du bilan	5 102 022	5 728 759	5 967 257	6 753 589	7 072 159	4,7%	8,5%
Dépôts clientèle	3 608 461	4 010 784	4 296 450	5 009 945	5 240 145	4,6%	9,8%
Total des ressources collectées	4 397 011	4 399 054	4 713 033	5 409 334	5 689 548	5,2%	6,7%
Encours des crédits nets à la clientèle	3 822 731	4 447 928	4 795 204	5 351 859	5 557 292	3,8%	9,8%
Total concours net à l'économie	4 091 091	4 699 092	5 045 893	5 686 965	6 021 587	5,9%	10,1%

Résultats

Chiffres en milliers de dinars	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	variation Déc 2011/ Déc 2010	Evolution moyenne sur 5 ans
Marge d'intermédiation	148 069	153 186	166 807	167 797	139 262	-17,0%	-1,5%
Volume des commissions nettes	42 215	45 506	51 222	51 993	53 078	2,1%	5,9%
Chiffres d'affaires	359 605	381 673	403 155	413 613	407 315	-1,5%	3,2%
Produit net bancaire	206 548	220 071	244 377	242 843	221 356	-8,8%	1,7%
Charges opératoire	-96 040	-102 321	-112 724	-117 963	-121 022	2,6%	6,0%
Résultat brut d'exploitation	114 198	121 520	134 541	128 352	103 721	-19,2%	-2,4%
Coût du risque	-90 618	-78 783	-91 558	-96 329	-83 933	-12,9%	-1,9%
Résultat net de l'exercice	31 576	32 239	40 158	14 799	11 387	-23,1%	-22,5%

Capitaux propres

Chiffres en milliers de dinars	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	variation Déc 2011/ Déc 2010	Evolution moyenne sur 5 ans
Capital	124 300	124 300	124 300	124 300	124 300	0,0%	0,0%
Réserves	266 520	289 930	312 926	342 633	358 122	4,5%	7,7%
Autres capitaux propres (dont fonds de dotation)	37 242	37 254	36 706	37 324	154 324		42,7%
Bénéfice de la période	31 576	32 239	40 158	14 799	11 387	-23,1%	-22,5%
Résultats reportés	7	19,0	44	10	-117 277		
Capitaux propres (avant affectation du résultat)	459 638	483 723	514 090	519 286	528 005	1,7%	3,5%

Ratios financiers

Chiffres en milliers de dinars	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011
Rentabilité des fonds propres (ROE)	7,38%	7,14%	8,47%	2,93%	2,20%
Rentabilité des actifs (ROA)	0,62%	0,56%	0,67%	0,23%	0,16%
Coefficient d'exploitation	46,5%	46,5%	46,1%	48,6%	54,7%
Commissions nettes /PN.B	20,4%	20,7%	21,0%	21,4%	24,0%
Commissions nettes /masse salariale	52,7%	61,5%	54,4%	59,4%	56,3%
masse salariale/PN.B	38,8%	33,6%	38,5%	36,0%	42,6%
marges d'intermédiation / PNB	71,7%	69,6%	68,3%	69,1%	62,9%

CHIFFRES CLÉS DE LA STB

Ratios réglementaires

Chiffres en milliers de dinars	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011
Ratio de solvabilité	9,8%	9,3%	9,0%	8,16%	9,85%
Ratio de liquidité	110,4%	101,5%	79,7%	82,1%	89,5%
Ratio des immobilisations	63,2%	63,0%	60,0%	68,5%	67,5%

Répartition de l'effectif de la banque et Ratios de productivité

Chiffres en milliers de dinars	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011
Effectifs dont :	2 461	2 442	2 380	2 348	2 330
Cadres supérieurs	28,4%	29,4%	31,7%	33,4%	36,0%
Cadre & Personnel d'encadrement	55,8%	56,1%	41,4%	41,3%	48,9%
Personnel d'exécution	13,7%	12,7%	25,5%	23,5%	13,5%
Personnel de service	2,0%	1,8%	1,5%	1,9%	1,6%
Répartition du personnel :					
Siège	1 071	1 046	1 034	1 034	1 037
Réseaux	1 275	1 271	1 245	1 226	1 216
Détachés & autres	115	125	101	88	77
PNB / Employé	83,9	90,1	102,7	103,4	95,0

17

Evolution du cours de l'action STB et de l'indice Tunindex en 2011



Tableau de bord de l'actionnaire

	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011
Cours de clôture (en dinars)	11	9	14	19	10
Capitalisation boursière (en MD)	268	224	358	472	251
Bénéfice par action (en dinars)	1,27	1,30	1,62	0,60	0,31

RESSOURCES

18

Afin d'assurer un meilleur adossement des emplois et de suivre le rythme d'évolution des crédits, la Banque a, outre les efforts déployés pour la mobilisation des ressources traditionnelles, intensifié son recours au refinancement sur le marché monétaire et interbancaire. Cette tendance trouve également sa justification dans la volonté de la Banque de réduire ses coûts à travers la substitution des placements en comptes à terme présentant des rémunérations assez élevées par cette source de financement. Le volume de refinancement sous forme d'appels d'offres auprès de la BCT s'est ainsi établi à 141 MD à fin décembre 2011 contre seulement 30 MD à fin décembre 2010.

Courant l'année 2011, le total des ressources élargies de la Banque a atteint un encours de 6.161 MD contre 5.885 MD à fin 2010 enregistrant un accroissement de 4,7%. En effet et à côté des dépôts classiques, les autres formes de ressources ont continué sur leur tendance de croissance drainant un volume additionnel de 45 MD provenant principalement des placements sous forme de bons du Trésor à court terme.

RESSOURCES CLIENTELE

Le total des ressources clientèle a progressé de 280,2 MD ou 5,2% pour totaliser un encours de 5.689,5 MD à fin décembre 2011 dont 5.240,1 MD - ou une part de 92,1% - sous forme de dépôts traditionnels.

Toutefois, le rythme d'accroissement des dépôts de la clientèle a accusé un ralentissement entre 2011 et 2010 en revenant de 16,6% à 4,6% principalement sous l'effet de la baisse des dépôts à terme et des dépôts en devises, contre une évolution assez marquée au cours de l'exercice écoulé où la Banque a pu accroître ses dépôts de 713 MD (notamment par le biais de souscriptions massives dans les dépôts à terme).

L'analyse de l'évolution des dépôts de la clientèle permet de relever, les remarques suivantes:

- ▶ L'accroissement des dépôts a concerné en grande partie les dépôts à vue en Dinars observée principalement au niveau des comptes de particuliers et des entreprises;
- ▶ La part des dépôts non ou faiblement rémunérés dans le total des dépôts de la clientèle s'est établi à 39,1% en progression de 3 points de pourcentage par rapport à son niveau de 2010 ;
- ▶ Les dépôts à vue en devises ont totalisé à fin décembre 2011, un encours de 524,7 MD s'inscrivant ainsi en baisse de 62,7 MD ou -10,7%, consécutivement à la régression du volume des placements de certains institutionnels ;

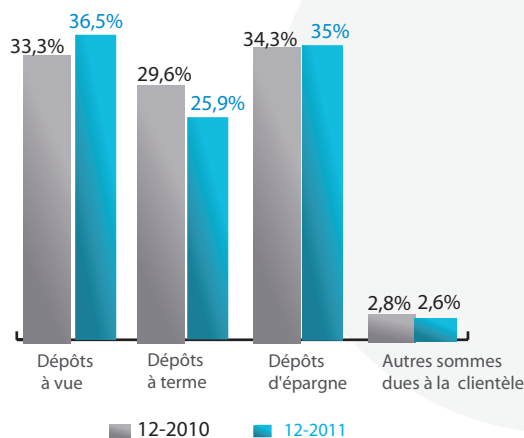


- ▶ L'encours des dépôts à terme a accusé un fléchissement de 128,6 MD ou 8,7% et ce, contrairement aux réalisations exceptionnelles enregistrées durant l'année 2010 (+395 MD ou 36%). Cette situation traduit en fait, le choix délibéré de la Banque de limiter l'accroissement des comptes à terme pour des considérations de rentabilité et les substituer par d'autres formes de ressources moins onéreuses ;
- ▶ Les dépôts en comptes d'épargne ont connu une croissance de 6,8% correspondant à un volume additionnel de 117,5 MD atteignant un encours de 1.835 MD qui demeure majoritairement composé de l'épargne classique ;
- ▶ Constitués principalement de comptes d'attente et de comptes indisponibles, les autres sommes dues à la clientèle se sont établies quasiment au même niveau que celui enregistré à fin 2010, soit 138 MD correspondant à une part de 2,6% des dépôts classiques.

Compte tenu de ce qui précède, la structure des dépôts de la clientèle s'est légèrement modifiée ; la part des dépôts à terme s'est contractée de 3,8 points pour se situer à 25,9% au profit de celle des dépôts à vue (y compris les autres sommes dues à la clientèle) qui s'est accrue de 3 points pour passer de 36,1% à fin 2010 à 39,1% à fin 2011.

S'agissant des placements de la clientèle en titres de l'Etat, ceux-ci ont progressé de 50MD

⚡ Evolution comparée des dépôts de la clientèle 2010-2011



ou 12,5% pour totaliser un encours de 449 MD à fin décembre 2011 correspondant à une part de 7,9% de l'ensemble des ressources clientèle.

A noter que courant l'année 2011, la Banque a renforcé son intervention dans les adjudications des bons de Trésor avec une part de 13.8% des émissions du Trésor contre 9,9% en 2010.

RESSOURCES D'EMPRUNT

L'encours des ressources spéciales a accusé une baisse de 4,6 MD ou -1% pour s'établir à 471,1 MD à fin décembre 2011. Cette situation provient principalement de la conjugaison des facteurs suivants :

- ▶ La mobilisation d'emprunts privés d'un montant global de 52,2 MD sur une durée de cinq ans et d'un emprunt obligataire subordonné d'un montant global de 70 MD dont 17 MD encaissés en 2011 ;
- ▶ Le remboursement des montants des annuités en principal dues sur les emprunts obligataires émis par la Banque.
- ▶ les remboursements effectués au titre de certaines lignes de crédits extérieures (notamment celles contractées auprès de la BAD et la BEI).

L'évolution, sur l'exercice 2011, des composantes ainsi que des parts des ressources élargies se présente comme suit :

En MD	déc-07	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	Part en 2011	Evolution 2011/2010 MT en %	Encours moyen déc 2011 (MD)	Evolution moyenne sur 5 ans
Ressources clientèle	3 996,7	4 399,1	4 713,0	5 409,3	5 689,5	92,4%	280,2 : 5,2%	5 524,1	9,2%
Dépôts de la clientèle	3 608,5	4 010,8	4 296,4	5 009,9	5 240,1	85,1%	230,2 : 4,6%	5 098,1	9,8%
1- Dépôts non ou faiblement rémunérés	1 321,6	1 403,9	1 590,7	1 808,5	2 049,8	33,3%	241,3 : 13,3%	1 858,3	11,6%
Dépôts à vue	1 220,5	1 297,1	1 461,5	1 669,8	1 911,6	31,0%	241,8 : 14,5%	1 764,9	11,9%
dont dépôts à vue en devises	448,6	476,4	439,2	587,3	524,7	8,5%	-62,7 : -10,7%	436,6	4,0%
Autres sommes dues à la clientèle	101,1	106,8	129,2	138,7	138,2	2,2%	-0,5 : -0,3%	93,5	8,1%
2- Dépôts rémunérés	2 286,9	2 606,9	2 705,8	3 201,4	3 190,3	51,8%	-11,1 : -0,3%	3 239,8	8,7%
Dépôts à terme	900,3	1 134,6	1 088,5	1 483,9	1 355,3	22,0%	-128,6 : -8,7%	1 494,4	10,8%
Dépôts d'épargne	1 386,5	1 472,4	1 617,3	1 717,5	1 835,0	29,8%	117,5 : 6,8%	1 745,3	7,3%
Intermédiation financière	388,3	388,3	416,6	399,4	449,4	7,3%	50,0 : 12,5%	425,9	3,7%
Billets de trésorerie	8,7	8,7	11,0	13,5	20,0	0,3%	6,5 : 47,8%	19,3	23,1%
Bons du trésor à court terme	29,3	29,3	40,3	30,2	69,6	1,1%	39,3 : 35,1	24,1%	
Bons du trésor assimilables	350,2	350,2	365,4	355,6	359,9	5,8%	4,2 : 1,2%	371,6	0,7%
Ressources d'emprunts	469,1	435,3	422,2	475,6	471,1	7,6%	-4,6 : -1,0%	281,2	0,1%
dont : emprunts obligataires	13,2	58,9	99,3	201,3	257,5		56,1 : 27,9%		110,2%
TOTAL RESSOURCES ELARGIES	4 465,8	4 834,4	5 135,2	5 885,0	6 160,6	100,0%	275,6 : 4,7%	5 805,3	8,4%

CAPITAUX PROPRES :

Le total des capitaux propres avant affectation du bénéfice de l'exercice 2011, a progressé de 8,7 MD ou 1,7% passant de 519,3 MD à fin 2010 à 528 MD à fin 2011 sous l'effet principalement de la conjugaison des facteurs suivants :

- la constatation d'un fond de 117 MD correspondant à la dotation de l'Etat consécutive à la mise en jeu de la garantie de l'Etat au titre des lignes de crédits extérieurs en vertu de la loi approuvée par l'Assemblée Nationale Constitutive ;
- l'affectation de la modification comptable aux résultats reportés pour un montant de 117,3 MD destinée à la couverture de certains risques antérieurs à l'exercice 2011 et de l'insuffisance relevée lors de la réévaluation de certaines garanties constituées;
- l'affectation de la totalité du bénéfice de l'exercice 2010 dans les comptes de réserves.

EMPLOIS

L'exercice 2011 s'est clôturé avec un accroissement des concours bruts à l'économie de 8,9% représentant un volume additionnel de 610,3 MD. Cette hausse a été observée essentiellement au niveau des crédits d'investissement (+352,8 MD ou 11,8%), des crédits aux particuliers (+173,1 MD ou 16%) et du portefeuille titres (+138,9 MD ou 30%). Quant aux crédits de gestion, ils ont en revanche, accusé un recul de 74,9 MD ou -3,7%. La répartition des concours bruts à l'économie à fin décembre 2011 se présente comme suit :



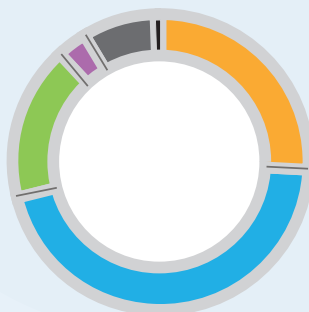
Concours brut à l'économie

En millions de Dinars	déc-10	déc-11	Variation déc 2011 / déc 2010		Part / total eng déc 2010 déc 2011	
			MT	En %		
Crédits de gestion	2 042,5	1 967,6	-74,9	-3,7	29,9%	26,4%
Crédits d'investissement bruts	2 994,6	3 347,4	352,8	11,8	43,8%	45,0%
Crédits aux particuliers	1 081,5	1 254,5	173,1	16,0	15,8%	16,8%
Autres crédits bruts	241,5	255,5	14,0	5,8	3,5%	3,4%
Portefeuille titres bruts (global)	462,7	601,6	138,9	30,0	6,8%	8,1%
Billet de trésorerie	13,5	20,0	6,5	47,8	0,2%	0,3%
Concours bruts à l'économie	6 836,2	7 446,6	610,3	8,9	100,0%	100,0%

Structure des crédits

bruts à l'économie

● Crédits d'investissement bruts	45%
● Crédits de gestion	26,4%
● Crédits aux particuliers	16,8%
● Portefeuille titres bruts	8,1%
● Autres crédits bruts	3,4%
● Billet de trésorerie	0,3%



CREDITS A LA CLIENTELE

CREDITS D'INVESTISSEMENT

Les crédits d'investissement bruts se sont accrus de 352,8 MD et ont totalisé 3.347,4 MD au terme de l'exercice 2011. Etant donné la période exceptionnellement difficile qu'a connu le pays depuis le début de l'année et la baisse de l'activité de la plupart des secteurs, l'encours des provisions requises et des agios réservés s'est logiquement inscrit vers la hausse. L'encours net des crédits d'investissement est ainsi passé de 2.162,3 MD à 2.308,6 MD et continue à ce titre, d'accaparer la part la plus importante des créances sur la clientèle à hauteur de 41,5% (40,4% à fin décembre 2010).

Le tableau qui suit retrace l'évolution des crédits d'investissement entre décembre 2010 et décembre 2011.

En millions de Dinars	déc-10	déc-11	Variation déc 2011 / déc 2010		Part / total eng	
			MT	En %	déc 2010	déc 2011
Crédits d'investissement bruts	2 994,6	3 347,4	352,8	11,8	47,1%	49,0%
(-) Provisions	230,1	357,9	127,8	55,5		
(-) Agios réservés	602,2	680,8	78,6	13,1		
Crédits d'investissement nets	2 162,3	2 308,6	146,4	6,8	40,4%	41,5%

CREDITS DE GESTION

A fin décembre 2011, l'encours brut des crédits de gestion est revenu de 2.042,5 MD à 1.967,6 MD, soit une baisse de 74,9 MD ou 3,7% observée principalement au niveau des crédits mobilisables à court terme.

L'analyse de l'évolution des crédits de gestion à fin 2011 permet de relever les constatations suivantes :

- Les engagements en comptes courants ont accusé une hausse de 49,8 MD ou 7,5% pour totaliser un encours de 711,0 MD et représenter une part de 36,1% des crédits bruts à court terme et 10,4 % du total des engagements bruts de la clientèle ;
- Les crédits mobilisables à court terme se sont repliés de 124,7 MD ou -9% par rapport à leur niveau enregistré à fin décembre 2010 sous l'effet de la régression caractérisant certaines formes de crédits dont l'escompte commercial (-96,7 MD) et les crédits à l'importation (-46,8 MD);
- La part des crédits de gestion dans le total des créances brutes sur la clientèle s'est ainsi, repliée de 3,3 points pour revenir de 32,1% à 28,8% ;
- L'encours des provisions requises et des agios réservés relatifs à cette catégorie d'engagements s'est accru de 51,2 MD, portant ainsi leur encours à 165,2 MD à fin 2011.

Le tableau en infra retrace l'évolution et la structure des crédits de gestion :

Evolution des crédits						
En millions de Dinars	déc-10	déc-11	Variation déc 2011 / déc 2010		Part / total eng	
			MT	En %	déc 2010	déc 2011
Crédits de gestion bruts	2 042,5	1 967,6	-74,9	-3,7	32,1%	28,8%
(-) Produits perçus d'avance	12,8	8,1	-4,7	-36,6		
(-) Provisions	82,7	127,7	45,0	54,3		
(-) Agios réservés	31,2	37,5	6,3	20,1		
Crédits de gestion nets	1 915,7	1 794,3	-121,4	-6,3	35,8%	32,3%
C.C.D bruts	661,2	711,0	49,8	7,5	10,4%	10,4%
(-) Provisions	82,7	127,7	45,0	54,3		
(-) Agios réservés	31,2	37,5	6,3	20,1		
C.C.D nets	547,3	545,9	-1,4	-0,3	10,2%	9,8%
Autres crédits bruts à court terme	1 381,2	1 256,5	-124,7	-9,0	21,7%	18,4%
(-) Produits perçus d'avance		12,8	8,1	-4,7	-36,6	
Autres crédits nets à court terme	1 368,4	1 248,4	-120,0	-8,8	25,6%	22,5%

CREDITS AUX PARTICULIERS

Au terme de l'exercice 2011, l'encours des crédits aux particuliers s'est établi à 1.254,5 MD en progression de 173,1 MD ou 16% par rapport à son niveau à fin 2010, correspondant à une part de 18,4% des créances brutes sur la clientèle contre une part de 17% en 2010. Cet encours englobe à juste titre, un montant de 1.172 MD représentant le volume des crédits d'aménagement et/ou de construction.

Crédits aux particuliers						
En millions de Dinars	déc-10	déc-11	Variation déc 2011 / déc 2010		Part / total eng	
			MT	En %	déc 2010	déc 2011
Crédits aux particuliers	1 081,5	1 254,5	173,1	16,0	17,0%	18,4%

PORTEFEUILLE TITRES D'INVESTISSEMENT

Le portefeuille brut des titres d'investissement a progressé de 21,1 MD ou 4,7% correspondant principalement à la conclusion de nouvelles conventions de fonds gérés pour un montant brut de 10 MD et à l'accroissement des emprunts obligataires souscrits de 8,9MD.

Compte tenu de la constatation d'une enveloppe additionnelle de 11,4 MD de provisions, l'encours net du portefeuille titres d'investissement est passé de 294 MD à 303,7 MD.

(MD)	déc-07	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	Variation déc 2011/ déc 2010		Evolution moyenne sur 5 ans	
						En MD	En %		
Titres d'investissement	13,2	12,4	11,6	19,0	27,9	8,9	47,0	20,6%	
Titres de participations		135,2	157,1	172,5	203,4	216,3	12,9	6,3	12,5%
Parts dans les ent associées et co entreprises		53,7	50,8	60,2	83,0	82,4	-0,6	-0,7	11,3%
Parts dans les entreprises liées		116,9	119,5	119,5	121,0	121,0	0,0	0,0	0,9%
Autres participations		25,0	22,0	21,6	21,5	21,3	-0,2	-1,1	-3,9%
Total portefeuille titres bruts		343,9	361,9	385,4	447,9	469,0	21,1	4,7	8,1%
Provisions		119,6	122,8	151,5	154,0	165,3	11,4	7,4	8,4%
Total portefeuille titres net		224,4	239,0	233,8	294,0	303,7	9,7	3,3	7,9%

ENGAGEMENTS HORS BILAN

25

Les engagements hors bilan se sont inscrits vers la baisse en revenant de 2.539,3 MD à fin 2010 à 1.878,4 MD au 31 décembre 2011.

Cette situation a été induite principalement par la baisse des engagements sous forme d'ouvertures de crédits documentaires (- 403,9 MD ou -39,9%) étant donné que l'exercice 2010 englobe une opération exceptionnelle d'ouverture de crédits documentaires réalisée par la Banque en tant que chef de file.

Parallèlement, les garanties données sous forme d'avaux & cautions ainsi que les engagements de financement donnés ont enregistré des baisses respectives de 206,6 MD et de 50,6 MD.

(MD)	déc-07	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	Variation déc 2011/ déc 2010		Evolution moyenne sur 5 ans	
						En MD	En %		
Passifs éventuels	1 163,1	1 246,8	1 688,2	2 295,2	1 684,7	-610,5	-26,6	9,7%	
Cautions, avals & autres garanties données	805,6	950,1	1 255,2	1 283,0	1 076,4	-206,6	-16,1	7,5%	
Crédits documentaires	357,5	296,7	433,0	1 012,2	608,3	-403,9	-39,9	14,2%	
Engagements donnés	203,2	195,7	215,9	244,1	193,7	-50,3	-20,6	-1,2%	
Engagements de financements donnés	202,9	191,9	210,3	240,4	189,8	-50,6	-21,0	-1,7%	
Engagements de financements	113,3	120,2	156,5	204,5	171,9	-32,6	-16,0	11,0%	
Engagements de remboursement de l'Etat	89,6	71,7	53,7	35,8	17,9	-17,9	-50,1	-33,2%	
Engagements sur titres	0,3	3,8	5,6	3,7	3,9	0,2	6,3	87,2%	
Total Engagements Donnés	1 366,3	1 442,5	1 904,1	2 539,3	1 878,4	-660,8	-26,0	8,3%	
Engagements recus	619,1	677,3	1 013,3	2 013,9	1 572,6	-441,4	-21,9	26,2%	

QUALITE DE L'ACTIF

CREANCES ACCROCHEES

Le taux des créances accrochées hors autres actifs s'est aggravé de 1,9 point en se situant à 23% à fin 2011, contre 21,1 % une année plus tôt.

Cette situation a résulté de l'effet se rapportant principalement à la recrudescence des engagements accrochés de 152 MD ou 9,3%, lesquels sont passés de 1.627 MD à fin 2010 à 1.780 MD au terme de l'exercice 2011 comme le démontrent les tableaux ci-après :



26

	Total		Eng.		Eng.		Part de	
	Engagement		Productif		Improductif			l'improductif (%)
	Mt	Part (%)	Mt	Part (%)	Mt	Part (%)		
Comptes courants débiteurs	698	9,0%	440	7,4%	258	14,5%	37,0%	
Crédits mobilisables	5 488	70,9%	4 041	67,8%	1 447	81,3%	26,4%	
Engagements / signature	1 550	20,0%	1 476	24,8%	74	4,2%	4,8%	
TOTAL	7 736	100,0%	5 956	100,0%	1 780	100,0%	23,0%	

	Total		Eng.		Eng.		Part de	
	Engagement		Productif		Improductif			l'improductif (%)
	Mt	Part (%)	Mt	Part (%)	Mt	Part (%)		
Comptes courants débiteurs	647	8,4%	418	6,9%	229	14,0%	35,3%	
Crédits mobilisables	5 123	66,5%	3 797	62,5%	1 326	81,5%	25,9%	
Engagements / signature	1 930	25,1%	1 858	30,6%	73	4,5%	3,8%	
TOTAL	7 701	100,0%	6 073	100,0%	1 627	100,0%	21,1%	

La détérioration de la qualité des actifs a concerné les différentes catégories d'engagements et plus particulièrement les crédits mobilisables (+121 MD) et dans une mesure nettement moindre les découverts en comptes courants et les engagements par signature qui se sont aggravés de seulement 30 MD et 2 MD.

La répartition des créances accrochées par secteur d'activité permet de relever la forte exposition de la Banque vis-à-vis du secteur touristique. Ce dernier continue en fait, à

représenter la part la plus importante (49,7% à fin 2011 contre 50,6% une année auparavant) des actifs compromis, suivi du secteur de l'industrie. La quote-part de ce dernier s'est toutefois, repliée en revenant de 28,4% à fin 2010 à 27,5% à fin 2011.

COUVERTURE DES CRÉANCES ACCROCHÉES

Le taux de couverture des créances accrochées a affiché une hausse de près de 5 points en passant de 43,1% à 47,97%. Cette amélioration s'explique par un rythme d'accroissement plus prononcé du volume des provisions et des agios réservés par rapport à celui des engagements improductifs, soit respectivement (+21,9% ou 153 MD) et (+9,3% ou 152 MD).

Millions de Dinars	Taux de couverture des créances accrochées			
	2010	2011	Variations	
			Mt	%
Créances Improductives	1 627	1 780	152	9,3
Agios Réservés	361	395	33	9,2
Provisions	339	459	120	35,3
Total Agios eéservé & provisions	701	854	153	21,9
Taux de couverture	43,05	47,97		

RATIOS PRUDENTIELS

Sous l'effet conjugué de l'accroissement des fonds propres nets et de la baisse des risques encourus, le ratio de couverture des risques s'est situé, à fin 2011 à 9,85% contre 8,16% en 2010, soit une amélioration de 1,7 point de pourcentage.

A ce titre, il convient de préciser que les fonds propres nets à fin 2011, englobe le montant des provisions non affectées à des risques ou à des charges probables (53,9 MD) ainsi que le montant de la partie encaissée de l'emprunt obligataire subordonné (17 MD)

(KTND 000)	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Evolution moyenne sur 5 ans
Fonds propres nets	429,0	449,0	473,3	502,6	519,1	598,9	6,9%
Risques encourus	4 455,6	4 580,6	5 097,7	5 598,9	6 359,6	6 078,7	6,4%
Ratio Cooke	9,63%	9,80%	9,28%	8,98%	8,16%	9,85%	0,5%

CONFORMITE DE LA BANQUE VIS-A-VIS DES RATIOS REGLEMENTAIRES DE DIVISION DES RISQUES

A fin 2011, les différents ratios réglementaires de division des risques ont été respectés à l'exception du ratio stipulant que le montant total des risques encourus sur un même bénéficiaire ne doit pas excéder 25% des Fonds Propres Nets de la Banque, au titre duquel le groupe STB présente un niveau supérieur au seuil requis.

LIQUIDITE

A l'instar de l'exercice 2010, la Banque a continué son activité dans un contexte marqué par un resserrement de la situation de la trésorerie sous l'effet aussi bien de facteurs conjoncturels que structurels.

Globalement les liquidités et équivalents de liquidités ont affiché une baisse de 98,7 MD en revenant de 288,4 MD à fin 2010 à 189,7 MD au terme de l'exercice 2011 sous l'effet principalement de la régression des flux provenant de l'activité d'exploitation.

Au regard des normes prudentielles exigées par la BCT, le ratio de liquidité s'est établi à 89,5% à fin 2011, situation qui ne doit pas toutefois occulter les efforts entrepris par la Banque pour rééquilibrer la situation de la trésorerie.

En ce sens, depuis le mois de Mai 2011, le niveau de ce ratio s'est stabilisé à une moyenne de 94,1% et ce, en dépit des effets négatifs du ralentissement de certains secteurs économiques dont notamment celui du tourisme et des industries chimiques.

En outre, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité permet de remarquer que l'amélioration enregistrée depuis Mai 2011 a plutôt résulté d'une meilleure maîtrise des actifs réalisables qui ont progressé de 282 MD alors que les passifs exigibles ont baissé de 72 MD.

28

RENTABILITE

Au terme de l'exercice 2011, les indicateurs de rentabilité se sont repliés par rapport aux réalisations observées à fin décembre 2010. Cette situation est due à la conjugaison de plusieurs facteurs dont notamment :

- ▶ Un recours accru au refinancement sur le marché monétaire et interbancaire pour faire face au resserrement de la liquidité ;
- ▶ Une structure de dépôts marquée par une importante part des dépôts rémunérés ;
- ▶ Une consolidation des efforts de couverture des créances accrochées.

Le résultat net s'est à cet égard, rétracté de 23,1% en revenant durant la période d'analyse de 14,8 MD à 11,4 MD, une situation imputable en majeure partie à la baisse du Produit Net Bancaire et à l'effort soutenu de couverture des créances compromises.

PRODUIT NET BANCAIRE

A fin décembre 2011, le Produit Net Bancaire s'est établi à 221,4 MD en baisse de 21,5 MD ou 8,8% par rapport à son niveau enregistré une année auparavant.

Ce recul provient de la régression des produits d'exploitation bancaire de 6,3 MD ou -1,5% d'une part et de l'augmentation des charges d'exploitation bancaire de +15,2 MD ou 8,9% d'autre part.

La structure du PNB est demeurée globalement inchangée, présentant les aspects suivants:

- ▶ La contribution de l'activité financement à la formation du PNB de la Banque reste la plus importante avec une part d'environ 70%, suivie par l'activité «gestion de comptes» avec une part avoisinant 12,5% ;
- ▶ Les parts des activités de « salle des marchés en devises » et de « gestion de comptes» se sont appréciées de 1,8 et 2 points pour se situer respectivement à 9,2 % et 12,5% ;
- ▶ La contribution de l'activité de Monétique et Banque Directe ainsi que celle des Titres et Bourse se sont légèrement appréciées en passant respectivement de 2,3% à 2,5% et de 0,7% à 1,1%.

Par ailleurs, la baisse du Produit Net Bancaire (-21,5 MD ou -8,8%) peut être ventilée comme suit :

• Marge nette d'intérêts :	-28,5 MD ou -17%
• Commissions nettes :	+1,1 MD ou +2,1%
• Gains sur PF titres commercial :	+ 4,5 MD ou 664%
• Gains sur opérations de change :	- 0,4 MD ou -2,6%
• Gains sur PF titres d'investissement :	+ 1,9 MD ou +25,1%

(en MD)	déc-10	déc-11	Accroissement	
			MT	%
Marge d'intérêts	167 797	139 262	-28 535	-17,0
Intérêts et revenus assimilés	333 801	321 379	-12 422	-3,7
Intérêts encourus et charges assimilées	-166 005	-182 117	-16 112	9,7
Autres revenus	75 046	82 094	7 048	9,4
Commissions nettes	51 993	53 078	1 085	2,1
Gains sur PF titres commercial (titres de placement)	675	5 159	4 484	664,1
Gains sur opérations financières (changes)	14 937	14 552	-385	-2,6
Revenus du portefeuille titres d'investissement	7 441	9 305	1 864	25,1
Produit Net Bancaire	242 843	221 356	-21 487	-8,8

RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Le résultat brut d'exploitation s'est replié de 24,6 MD ou 19,2% et a été ramené de 128,4 MD à fin décembre 2010 à 103,7 MD au terme de l'exercice 2011 sous l'effet de la régression du Produit Net Bancaire ci- dessus citée et de l'accroissement des charges opératoires (+1,9%).

A ce titre, il convient de préciser que les charges opératoires ont augmenté de 2,1 MD ou 1,9% pour passer de 112,4 MD à 114,5 MD. Cette hausse n'a néanmoins, concerné que la masse salariale (+6,7 MD).

Quant aux charges générales d'exploitation, elles ont baissé de 4,5 MD.

(en mD)	déc-10	déc-11	Accroissement	
			MT	%
Marge d'intérêts	167 797	139 262	-28 535	-17,0
Autres revenus	75 046	82 094	7 048	9,4
Produit Net Bancaire	242 843	221 356	-21 487	-8,8
Autres produits d'exploitation	3 472	3 387	-85	-2,5
Charges Opératoires	-117 963	-121 022	-3 058	2,6
Charges administratives	-112 377	-114 510	-2 134	1,9
Frais de personnel	-87 539	-94 215	-6 677	7,6
Charges générales d'exploitation	-24 838	-20 295	4 543	-18,3
Dotations aux amortissements	-5 586	-6 511	-925	16,6
Résultat Brut D'exploitation	128 352	103 721	-24 630	-19,2

RESULTAT NET

Sous l'effet de la constatation d'une charge de risque nette de 83,3 MD d'une part et de la constatation d'une charge d'impôt de 8,5 MD d'autre part, le résultat net s'est établi à 11,4 MD à fin 2011 contre 14,8 MD une année auparavant, soit une baisse de 3,4 MD ou -23,1%.

Etant signalé que l'effort de provisionnement brut a porté sur un volume de 120,8 MD qui se détaille comme suit :

- Dotations aux provisions collectives : 53,9 MD
- Dotations aux provisions sur engagements : 55,7 MD
- Dotations aux provisions sur titres : 3,9 MD
- Dotations aux provisions pour risques & charges : 7,3 MD

Par ailleurs, il convient de préciser que les efforts de provisionnement consentis au titre de l'exercice 2011, ont été en partie atténués par la constatation de reprises de provisions de l'ordre de 42,1 MD.

(en mD)	déc-10	déc-11	Accroissement	
			MT	%
Marge d'intérêts	167 797	139 262	-28 535	-17,0
Autres revenus	75 046	82 094	7 048	9,4
Produit Net Bancaire	242 843	221 356	-21 487	-8,8
Autres produits d'exploitation	3 472	3 387	-85	-2,5
Total Revenus	246 315	224 743	-21 572	-8,8
Charges Opératoires	-117 963	-121 022	-3 059	2,6
Résultat Brut D'exploitation	128 352	103 721	-24 631	-19,2
Dotations nettes/Crédits	-101 451	-82 345	19 106	-18,8
Dotations nettes/PF d'investissement	3 021	-955	-3 976	-131,6
Résultat D'exploitation	29 922	20 421	-9 501	-31,8
Solde «produits/charges» sur autres éléments ordinaires	-550	-546	5	-0,9
Impôts sur les sociétés	-14 572	-8 489	6 083	-41,7
Résultat Net	14 799	11 386	-3 413	-23,1
Effet de modification comptable		-117 277		
Résultat après modification comptable	14 799	-105 890		

La Banque a pu améliorer la couverture par des provisions essentiellement des créances classées 4 & 5 au moyen de l'effet de modification comptable, confortée dans cette action par l'obtention de la dotation de l'Etat de 117 Millions de Dinars conditionnée par son utilisation pour la consolidation des fonds propres.

A ce titre, un inventaire exhaustif des garanties a été entamé et a porté dans une première étape sur les créances appartenant aux classes de risques 4 & 5, effort qui sera étendu en deuxième étape aux autres classes de risques.

Outre cet aspect, d'autres risques antérieurs ont été identifiés. La dotation accordée par l'Etat a été fructifiée pour couvrir ces risques antérieurs à l'exercice 2011 et a atteint sous l'effet de levier de l'impôts 158,9 Millions de Dinars se détaillant comme suit :

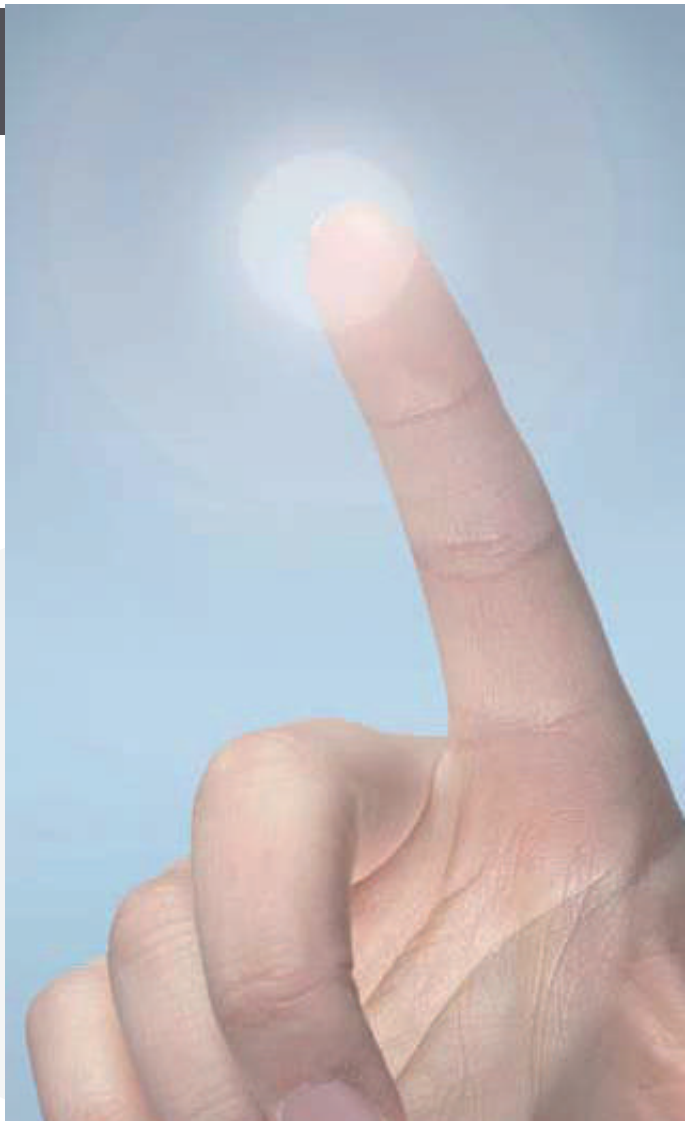
- | | |
|---|---------|
| • réajustement de la valeur des garanties : | 75,0 MD |
| • reconstitution de l'emprunt BAD 6 (échéances des exercices 2011 & 2012) | 35,8 MD |
| • provisions pour risque fiscal : | 8,7 MD |
| • provisions sur fonds gérés (STB SICAR) : | 10,0 MD |
| • provisions sur aggravations risques antérieurs à l'exercice 2011 : | 29,4 MD |

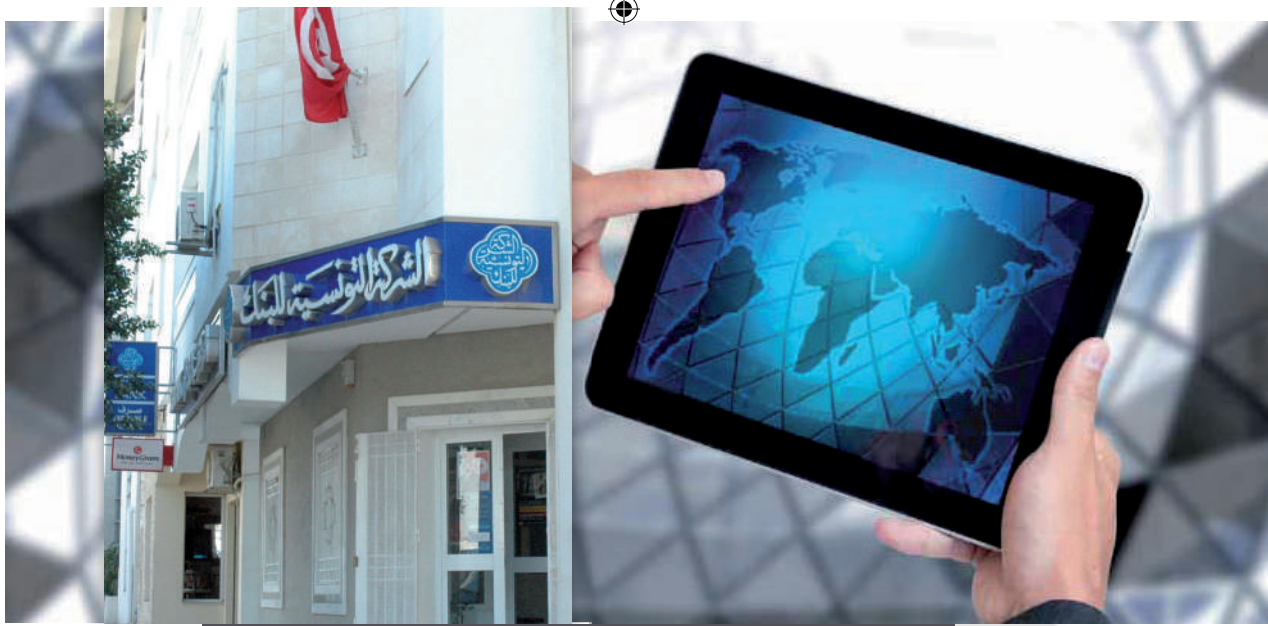
MARCHE BOURSIER ET VALEUR STB

La Bourse de Tunis a enregistré une évolution largement perturbée par la conjoncture exceptionnelle tant au niveau de la sphère politique qu'économique et sociale. Intervenant après huit années d'importante progression, l'année 2011 a vu, pour la première fois dans l'histoire de la Bourse de Tunis, la suspension de la cotation à deux reprises, en janvier et en mars, soit 15 séances de bourse.

Le Tunindex a enregistré un repli de 7,46% ou 390 points, s'établissant à 4722,25 points. Il s'était élevé, cependant, à 5217,41 au 07 janvier 2011. Les indices sectoriels ont largement varié. L'indice des sociétés financières a baissé de 12,16% et celui des banques a régressé de 13,23%. Par contre, l'indice des industries a progressé de 17,73% et celui des matériaux de base de 29,31%.

La capitalisation boursière de la valeur STB a baissé de 46,8% en 2011, revenant à 251,09 MD. Son rendement a été de -46,8% et son cours a oscillé entre 8,010 (cours le plus bas le 19/07/2011) et 19,500 dinars (cours le plus haut le 03/01/2011).





ACTIVITE INTERNATIONALE

L'activité internationale de la Banque a été affectée par une conjoncture défavorable à l'évolution du commerce mondial et ayant sévi dans les pays de la zone Euro partenaires de la Tunisie ainsi que par une conjoncture nationale difficile aussi bien sur le plan politique qu'économique. Cela s'est traduit par une contraction des règlements bancaires avec l'étranger et principalement au niveau des opérations de transfert.

OPERATIONS AVEC L'ETRANGER

Les règlements de la Banque avec l'étranger sont revenus au cours de l'année 2011 de 19.573,1 MD à 15.026,6 MD.

Les opérations d'importation et d'exportation concrétisées par la Banque se sont élevées respectivement à 2.427,2 MD et 1.583,7 MD, soit une baisse respective de 20,9 % et 9%.

Les opérations de transfert ont reculé à fin 2011 de 23,2 % atteignant un volume de 15.026,6 MD. Cette régression s'explique essentiellement par le fléchissement des mouvements de comptes en dinars convertibles de certains de nos correspondants et ce, suite à la détérioration de l'environnement économique international.

Règlements avec l'étranger 2010/2011

Règlements avec l'étranger	2010	2011	Variations	
			Absolue	Relative
Importation	3.069,9	2.427,2	-642,7	-20,9
Exportation	1.740,1	1.583,7	-156,4	-9,0
Transfert non commercial	14.763,1	11.015,7	-3.747,4	-25,4
Total	19.573,1	15.026,6	-4.546,5	-23,2

SALLE DES MARCHES EN DEVISES

Le chiffre d'affaires du marché des changes au comptant est passé de 12,6 MD en 2010 à 17,8 MD en 2011, soit une évolution remarquable de 41,3%. De même, les produits générés au cours de 2011 ont atteint 9 MD contre 8,6 MD en 2010, soit une hausse de 4,7%.

Le chiffre d'affaires du marché des changes à terme a continué à progresser passant de 457,6 MD en 2010 à 1335,4 MD en 2011. Toutefois, cette hausse a été accompagnée par

une évolution défavorable du résultat du fait que l'évolution du volume des opérations à terme est due principalement aux opérations de SWAPS initiées par le marché monétaire devises dans le cadre de sa politique d'optimisation de la gestion de trésorerie.

Quant au marché monétaire en devises, son résultat net dégagé a enregistré une évolution remarquable de 27,6% atteignant 9,7 MD en 2011 contre 7,6 MD une année auparavant. Cette hausse s'explique par l'instauration d'une marge additionnelle de 0,25 % sur les prorogations d'échéance des financements en devises, l'adoption d'une politique de tarification en fonction de l'évolution de la trésorerie devises de la Banque ainsi que par le recours systématique aux opérations de swaps pour minimiser la charge d'intérêt sur les ressources interbancaires.

RELATIONS INTERNATIONALES

L'activité internationale de la Banque a été axée essentiellement, au cours de l'année 2011, sur le renforcement de sa coopération avec les correspondants étrangers et la recherche de nouvelles relations bancaires à travers le monde.

Près de 76 visites ont été effectuées par les représentants des Banques étrangères et ont porté sur le niveau de leurs relations avec la STB et les mesures à prendre pour leur développement.

L'exercice 2011 a connu l'extension et la consolidation du réseau de correspondants de la Banque à l'étranger par l'entrée en relation avec 4 nouvelles Banques étrangères d'Algérie, d'Allemagne, du Danemark et des USA.

Concernant le développement des affaires internationales, l'activité de la Banque a porté sur le démarchage de 36 nouvelles entreprises totalement exportatrices et de sociétés étrangères titulaires de marchés en Tunisie qui ont ouvert des comptes en dinars convertibles et en devises.

La Banque a également procédé au suivi des grands projets faisant l'objet d'appels d'offres internationaux, du lancement jusqu'à l'adjudication. A ce titre, la STB a enregistré durant l'année 2011 l'émission d'un grand nombre de garanties provisoires et définitives dont le montant total s'est élevé à 164,4 MD.

DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Dans le cadre du développement de l'activité marketing, des opérations commerciales et de la communication, plusieurs actions ont été réalisées au cours de l'exercice 2011 portant sur :

- ▶ La révision des conditions de Banque appliquées au fonctionnement des comptes des clients et l'octroi de tarifs préférentiels aux relations les plus importantes.
- ▶ Le développement de la stratégie de fidélisation de la clientèle par l'établissement de 11 conventions de crédit en faveur du personnel de ces relations portant le nombre total des conventions signées à 146.
- ▶ La prospection et l'entretien de la clientèle par la mise à la disposition du réseau d'exploitation de fichiers de prospects touchant les segments de clientèle où la présence de la Banque doit être développée.

- ▶ L'implantation de nouvelles agences conformément aux orientations stratégiques de la Banque pour la consolidation de son fonds de commerce et de la part de marché des différents segments de la clientèle. La Banque a entamé en 2011 l'ouverture de 6 agences et a programmé l'ouverture de 30 agences qui s'étalera sur 5 ans (2012 à 2016).
- ▶ Les insertions publicitaires dans le cadre de l'activité de communication.
- ▶ La distribution des articles publicitaires de masse et des cadeaux personnalisés aux plus importantes relations.
- ▶ La sponsorship des manifestations professionnelles, économiques et culturelles ; la Banque a participé durant l'année 2011 à sept manifestations notamment le forum organisé par l'Economiste Maghrébin sur les défis post révolution de l'économie, le salon du tourisme MIT 2011, MEDIBAT 2011, les activités du centre d'affaires de Sfax.

L'activité marketing, des opérations commerciales et de la communication a poursuivi au cours de l'année 2011 l'évaluation des performances du réseau au niveau de la commercialisation des produits et services ; il s'agit des produits monétiques, télématiques, crédits aux particuliers, ouvertures de comptes, opérations money Gram et change manuel. Pour attirer et fidéliser de nouveaux clients et compte tenu de la concurrence entre les Banques, la STB a mis en place un planning pour la création et le lancement de nouveaux produits tels STB Pack Prestige, STB Pack Assyl, M-banking, STB Xpress mandat, plan épargne Voyage, Plan épargne auto.

L'activité monétique a été particulièrement affectée en 2011 par la conjoncture difficile du pays suite notamment à la régression de l'activité touristique qui a touché toutes les régions et qui n'a pas manqué d'avoir des retombées sur les transactions des porteurs étrangers au niveau des GAB et des TPE.

Cette situation s'est répercutée sur les résultats concernant l'émission de cartes comparés à 2010.

Le nombre de cartes émises a atteint 156 230 au 31/12/2011 contre 166 919 en 2010, enregistrant une baisse de 10.689 cartes ou de 6,4%. La décélération a touché essentiellement les cartes CIB à piste (remplacées à échéance par les cartes CIB à puce) dont le nombre est revenu de 31.193 cartes en 2010 à 9.362 cartes en 2011, marquant une chute de 70%.

Le nombre de GAB s'est élevé en 2011 à 191 dont 110 installés au niveau des agences et 81 en hors site permettant de réaliser 2.633.910 transactions pour un volume de 306.160 mille dinars contre respectivement 2.934.279 transactions et 329.115 mille dinars en 2010.

La baisse des transactions sur les porteurs étrangers a été toutefois, compensée par un accroissement des transactions sur les porteurs de cartes locales qui ont atteint 908.695 pour un montant de 92.104 mille dinars en 2011 contre respectivement 52.517 transactions et 56.131 mille dinars en 2010. Le redéploiement de certains GAB implantés dans des régions touristiques vers les sites à forte densité visant la clientèle locale a permis de rentabiliser les GAB rattachés aux sites touristiques et visant la cible étrangère affectée par la crise.

Le nombre de TPE actifs qui a atteint 1000 TPE à fin 2011 contre 1139 en 2010 a permis de réaliser un chiffre d'affaires de 62.986 mille dinars contre 84.229 mille dinars l'année écoulée, en baisse de 21.244 mille dinars ou de 25%.

Cette évolution est due à l'importante baisse de l'activité du secteur touristique (hôtels, artisanat, agences de voyages et restaurants) qui constitue 70,8 % du fonds de commerce de la Banque au niveau des TPE. Cette concentration a amené la Banque à diversifier son

portefeuille vers d'autres activités moins vulnérables tels le commerce, la téléphonie...

S'agissant de l'activité télématique et de la Banque directe, le nombre d'adhésions aux services de la Banque directe : STB ONLINE et STB SMS ont atteint respectivement 4.039 et 64.808 en 2011 contre 4.311 et 65.639 en 2010 en diminution de 6 % et de 1,3 % par rapport à 2010.

En revanche, les adhésions aux produits STBNET et STB recharges-actifs ont augmenté de 17% et 22,5% en 2011 représentant respectivement 7.845 et 8.141 adhésions. Le démarrage du service recharge GSM avec l'opérateur Tunisie Télécom a permis de réaliser une augmentation au niveau du nombre d'adhérents au service STB recharge GSM par rapport à l'année écoulée. Une nouvelle version multiplateforme de STBNET fonctionnant via le WEB, le mobile, les IPAD et PDA augmentera le nombre d'affiliés car répondant aux besoins de la clientèle.

Concernant le réseau d'exploitation, plusieurs mesures ont été prises en 2011 pour assurer la continuité de l'activité et préserver les intérêts des clients.

Ainsi, une cellule de gestion de crise a été mise en place pour la sécurisation des personnes et des biens suite aux dégâts matériels occasionnés dans certaines agences lors des troubles sociaux survenus durant les premiers mois de l'année 2011. Ceci a permis la remise en service dans des délais records de toutes les agences sinistrées et d'éviter tout incident sur les dépôts et les valeurs de la clientèle.

Sur un autre plan, les mesures ont porté essentiellement sur la validation de la nouvelle classification des agences, l'amélioration de l'encadrement au sein de l'agence, le professionnalisme des exploitants, la délimitation des besoins en effectif du réseau, la généralisation de l'application « gestion des comptes en devises », la mise à niveau des locaux des agences et l'élaboration du plan d'actions 2012 pour stimuler l'activité commerciale et améliorer la rentabilité du réseau.

MODERNISATION DE LA BANQUE

L'année 2011 a été caractérisée, essentiellement, par la réalisation d'un ensemble de projets qui entrent dans le cadre de la modernisation des moyens et procédures de gestion de la Banque. Elle a également, permis de compléter les travaux relatifs à la modernisation du système d'information.

Les principales actions réalisées au cours de l'exercice 2011 sont les suivantes :

- ▶ Mise en œuvre du noyau du nouveau système d'information de la Banque.
- ▶ Mise en production partielle d'une solution de traitement et de gestion des opérations du bancaire étranger.
- ▶ Mise en exploitation d'un moteur workflow doté d'un processus de suivi des dossiers de crédits.
- ▶ Mise en œuvre d'une solution de gestion des opérations de la trésorerie en dinars et en devises.
- ▶ Consolidation des serveurs sur une plate forme de virtualisation.

- Basculement du sous-système comptable et sa mise en production sur la plateforme du noyau.
- Mise à niveau de l'infrastructure logicielle Microsoft dans le cadre du projet de partenariat stratégique sur 3 ans avec Microsoft Tunisie.

RESSOURCES HUMAINES

Au niveau de la gestion des ressources humaines, la Banque continue à privilégier une politique de mobilisation et de valorisation du personnel par des actions de formation continue et d'amélioration des conditions matérielles et morales du travail.

De multiples actions de formation en inter-entreprises ont été réalisées tout le long de l'année 2011. Plusieurs cadres ont également été inscrits à des formations diplômantes.

La formation interne a concerné 215 employés en majorité provenant du réseau et ce en vue de consolider et d'actualiser leurs connaissances et leur maîtrise du travail.

La Banque a accueilli, au cours de l'année 2011 et dans le cadre de sa collaboration avec les universités et les écoles de formation professionnelles agréées par l'Etat, 333 stagiaires universitaires et 69 stagiaires professionnels.

A fin décembre 2011, l'effectif total de la Banque s'est élevé à 2330 employés contre 2348 en 2010. L'année 2011 a enregistré le départ définitif de 87 employés et le recrutement de 60 autres dont 1 IFIDAR. Par catégorie professionnelle, le taux d'encadrement des universitaires atteint 29,4% de l'effectif en 2011.

36

PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

La Société Tunisienne de Banque s'est attelée en 2011 à la réalisation de plusieurs actions qui permettront l'amélioration rapide de ses indicateurs. Elle a œuvré, en effet, à l'assainissement de ses assises financières en vue de se conformer durablement aux normes et exigences prudentielles.

Outre l'effort sans précédent de couverture des actifs compromis qui procurera plus d'aisance à sa gestion future, la Banque a pleinement joué son rôle de soutien au développement économique, notamment au profit des entreprises clientes sinistrées par les aléas des dernières années, plus particulièrement celles œuvrant dans le secteur touristique, qui ont bénéficié d'un rééchelonnement de leurs dettes.

La Banque a aussi conforté ses fonds propres par le développement de ses ressources permanentes grâce à l'émission d'un emprunt obligataire subordonné de 70 MD et la conclusion d'emprunts privés pour 52,2 MD.

Par ailleurs, l'augmentation du capital de la STB pour le porter à 251 Millions de Dinars lui procurera, de même, une plus grande latitude pour réaliser sa stratégie de développement basée sur les axes suivants :

- ▶ Le développement d'une nouvelle politique commerciale focalisée sur le repositionnement de la Banque, notamment par le renforcement de la proximité clientèle, le développement du portefeuille des produits,
- ▶ La protection des actifs de la Banque par la refonte de la filière risques et contrôle, gestion de bilan et gestion financière,
- ▶ L'industrialisation des processus de la Banque, la refonte du système d'information,
- ▶ La gestion des ressources humaines par la promotion des compétences, le déploiement des forces commerciales.

Le développement de l'activité de la Banque étant l'élément principal qui garantit sa pérennité, son degré est tributaire de la stratégie commerciale qui sera davantage axée sur l'amélioration de la qualité de service, la diversification de la gamme de produits offerts et le renforcement de la politique de proximité afin de donner à l'agence toute sa valeur dimensionnelle de lieu de vente et de fidélisation de la clientèle.

Ainsi et grâce aux investissements engagés pour le développement de son système d'information et de son réseau d'agences, la STB pourra élargir sa base commerciale et maintenir sa position de leader.

En outre, l'expertise acquise en matière d'identification et d'évaluation de projets permettra à la STB d'entretenir avec les grands groupes d'affaires et les grandes entreprises une relation globale et personnalisée.

En matière d'engagement, la priorité sera accordée à la poursuite des efforts entrepris pour l'assainissement du portefeuille accroché et la solution préconisée dans ce sens sera de privilégier les actions préventives telles que la maîtrise des engagements et la limitation de la dégradation des créances, le développement de l'action de recouvrement, l'assainissement et la restructuration des créances.

La Banque œuvrera à cet égard, à rationaliser davantage ses concours aux différents secteurs d'activité et ce, par référence aux profils des risques les caractérisant, de manière à limiter surtout la dégradation des risques mais aussi à éviter sa dépendance vis-à-vis de certains secteurs et partant de ramener diligemment le taux des créances accrochées à la moyenne du secteur. A ce titre, la dilution de la part accrochée par l'augmentation d'engagements en dehors des secteurs déjà largement financés, constituera un facteur essentiel dans la politique de distribution de crédits.

En matière de ressources, La Banque veillera à développer ses ressources et surtout ses dépôts à des taux de progression aussi élevés que possible.

La mobilisation des ressources se fera selon une approche commerciale définie par segment de clientèle et selon deux axes liés à la nature des ressources et à leur maturité.

Les ressources à court terme qui constituent le fonds de roulement réel de la Banque devront être développées et élargies en fonction de la clientèle de particuliers, de professionnels et d'entreprises.

Aussi et en vue d'assurer une meilleure adéquation avec les emplois longs et compenser les gaps de liquidités pouvant naître des remboursements des annuités sur les ressources extérieures, la Banque escompte lever les fonds nécessaires présentant surtout des maturités semblables.

A travers ses prévisions, la Banque pourra contenir la progression du coût global des dépôts à des seuils compétitifs en rapport avec la structure projetée des dépôts qui sera marquée par la prédominance des dépôts à vue.



ETATS FINANCIERS

ARRETES AU 31/12/2011

الشركة التونسية للبنك
STB  BANK

BILAN

31/12/11

◆ ACTIF		Notes	31-12-2011	31-12-2010
1-	Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP ET TGT	4.1	119 408	247 711
2-	Créances sur les établissements bancaires et financiers	4.2	329 007	276 391
3-	Créances sur la clientèle	4.3	5 557 293	5 351 859
4-	Portefeuille titres commercial	4.4	132 557	14 759
5-	Portefeuille d'investissement	4.5	303 667	293 984
6-	Valeurs immobilisées	4.6	79 836	80 034
7-	Autres actifs	4.7	550 393	488 851
TOTAL ACTIF			7 036 674	6 753 590
◆ PASSIF				
1-	Banque centrale et C.C.P		142 070	30 599
2-	Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	4.8	151 700	176 029
3-	Dépôts et avoirs de la clientèle	4.9	5 240 145	5 009 945
4-	Emprunts et ressources spéciales	4.10	471 062	475 626
5-	Autres passifs	4.11	539 179	542 104
TOTAL PASSIF			6 582 194	6 234 303
◆ CAPITAUX PROPRES				
1-	Capital		124 300	124 300
2-	Dotation de l'ÉTAT		117 000	
3-	Réserves		358 122	342 633
4-	Actions propres		-2 851	220
5-	Autres capitaux propres		37 324	37 324
6-	Résultats reportés		-117 277	10
7-	Résultat de l'exercice		11 387	14 799
TOTAL CAPITAUX PROPRES			528 005	519 287
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			7 072 161	6 753 590

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN ARRETE AU 31-12-2011

	Notes	31-12-2011	31-12-2010
PASSIFS EVENTUELS			
	4.13		
HB 1 Cautions,avals et autres garanties données		1 076 378	1 282 976
HB 2 Crédits documentaires		608 336	1 012 234
HB 3 Actifs donnés en garantie			
TOTAL PASSIFS EVENTUELS		1 684 714	2 295 210
ENGAGEMENTS DONNES			
HB 4 Engagements de financements donnés	4.14	189 776	240 656
HB4-a Engagements de financements		171 909	204 850
HB4-b Engagements de remboursement de L'Etat		17 867	35 806
HB 5 engagements sur titres		3 942	3 708
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES		193 718	244 364
ENGAGEMENTS REÇUS			
HB 6 Engagements de financements reçus			
HB 7Garanties reçues	4.15	1 572 563	2 013 915

ETAT DE RESULTAT

Période du 01.01.2011
au 31.12.2011

	Notes	31-12-2011	31-12-2010
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE			
- Intérêts et revenus assimilés	4.16	321 379	333 801
- Commissions	4.17	56 920	56 758
- Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	4.18	19 711	15 612
- Revenus du portefeuille-titres d'investissement	4.19	9 305	7 441
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		407 315	413 612
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
- Intérêts encourus et charges assimilées	4.20	-182 117	-166 005
- Commissions encourues		-3 842	-4 765
- Pertes sur portefeuille-titres commercial et opérations financières			
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		-185 959	-170 770
PRODUIT NET BANCAIRE			
- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	4.21	-82 345	-101 451
- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	4.22	-955	3 021
- Autres produits d'exploitation		3 387	3 472
- Frais de personnel	4.23	-94 215	-87 539
- Charges générales d'exploitation	4.24	-20 295	-24 838
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations		-6 511	-5 586
RESULTAT D'EXPLOITATION		20 422	29 921
- Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires		-546	-550
- Impôts sur les sociétés		-8 489	-14 572
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES		11 387	14 798
- Solde en gain \ perte provenant des éléments extraordinaires		0	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		11 387	14 798
EFFETS DES MODIFICATIONS COMPTABLES (NET D'IMPOT)		-117 277	
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES		-105 890	

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

Période allant du 1er Janvier au 31 DECEMBRE 2011

	Notes	31-12-2011	31-12-2010
ACTIVITES D'EXPLOITATION			
Produits d'exploitation bancaire encaissés		403 734	401 529
Charges d'exploitation bancaire décaissées		-183 994	-154 987
Dépôts / Retraits auprès d'autres établissements bancaires et financiers		-5 400	34 075
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		-415 351	-646 655
Dépôts / Retrait des dépôts de la clientèle		228 704	700 497
Acquisitions/cessions des titres de placement		-49 093	-3 354
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		-90 984	-90 185
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		11 418	-85 597
Impôts sur les sociétés payés		-21 586	-5 498
Flux de trésorerie net affectés aux activités d'exploitation		-122 550	149 826
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille investissement		7 857	7 317
Acquisitions / cessions sur portefeuille investissement		-14 340	-57 033
Acquisitions / cessions des immobilisations		-6 313	-7 037
Flux de trésorerie net affectés aux activités d'investissement		-12 795	-56 753
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Emissions d'actions		0	0
Emissions/Remboursements d'emprunts et ressources spéciales		36 623	51 074
Dividendes versés		-36	-11 066
Flux de trésorerie net affectés aux activités de financement		36 588	40 008
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice		-98 757	133 082
Liquidités et équivalents en début de l'exercice		288 421	155 339
Liquidités et équivalents en fin de l'exercice	4.27	189 664	288 421

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

ARRÊTÉES

AU 31 DÉCEMBRE 2011

1. REFERENTIEL D'ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers de la Société Tunisienne de Banque « S.T.B. » arrêtés au 31 Décembre 2011 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, et notamment les Normes Comptables (NCT 21, 22, 24 et 25) relatives aux établissements bancaires.

2. BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES PERTINENTS APPLIQUÉS

Les états financiers de la « S.T.B » sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

2.1. Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents

Comptabilisation des engagements hors bilan

Les engagements de financement se rapportant aux crédits à moyen et long terme, les crédits documentaires et les garanties sous forme d'aval et cautions sont portées en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des débloques des fonds pour leur valeur nominale.

Comptabilisation des crédits à la clientèle

Les crédits nets d'escompte sont présentés au bilan pour leur valeur nominale déduction faite des intérêts décomptés d'avance et non encore courus.

Les crédits décaissés et les comptes courants débiteurs sont présentés déduction faite des intérêts et agios réservés, des produits perçus ou comptabilisés d'avance et des provisions y afférentes.

Comptabilisation des revenus sur crédits à la clientèle

Les intérêts, produits assimilés ainsi que les commissions sont pris en compte en résultat de l'exercice clos au 31 Décembre 2011 pour leurs montants rattachés au dit exercice.

Les intérêts sur crédits à court terme sont perçus d'avance et comptabilisés dans les comptes de régularisation au moment du déblocage de ces crédits et font l'objet d'un abonnement en fin de mois, pour la partie courue.

Les intérêts impayés se rapportant à des crédits à long et moyen terme douteux (classe B2, B3 et B4), au sens de la circulaire de la « B.C.T » n° 91-24, sont constatés en intérêts réservés et sont présentés en soustractions du poste « Créances sur la clientèle ». Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

Les intérêts courus et non échus relatifs aux prêts classés parmi les actifs courants (classe A) ou parmi les actifs nécessitant un suivi particulier (classe B1) au sens de la circulaire de la « B.C.T » n° 91-24 et dont l'encaissement effectif est raisonnablement assuré, sont portés en résultat à mesure qu'ils sont courus à l'exception des intérêts des crédits traités dans le cadre de la nouvelle circulaire BCT N°2011-04.

La réservation des produits sur les comptes courants débiteurs est effectuée sur la base du critère « gel du compte ». Seuls les agios sur les comptes gelés sont réservés.

Un compte est considéré gelé si la somme de ses mouvements créditeurs nets est inférieure aux agios débiteurs générés par le compte.

Les agios sur les créances contentieuses en comptes courants débiteurs clôturés ne font pas l'objet de comptabilisation.

Comptabilisation des intérêts de retard

Les intérêts de retard sont constatés par la « S.T.B » lors du règlement par le client ou lors de la réalisation d'une consolidation des prêts pour un client donné.

Toutefois, et suite à la mise en place depuis 2007 du nouveau progiciel du contentieux « IMX » une partie des intérêts de retard a été calculée, réservée et comptabilisée pour un montant de 317 012 mD.

Provisions sur engagements :

Provisions individuelles

Les provisions requises sur les engagements de la clientèle ont été déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire de la « B.C.T » n° 91- 24, telle que modifiée par les circulaires de la « B.C.T » n° 93-23 et n° 99-04, qui définit les classes de risques et les taux minima de provisionnement de la manière suivante :

- **A** : actifs courants 0 %
- **B1** : actifs nécessitant un suivi particulier 0 %
- **B2** : actifs incertains 20 %
- **B3** : actifs préoccupants 50 %
- **B4** : Actifs compromis 100 %

Les taux de provisionnement par classe de risque sont appliqués au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues sous forme d'actifs financiers, d'immeubles hypothéqués, de garanties de l'Etat et des garanties des banques et assurances.

Les provisions sur prêts et sur comptes débiteurs sont présentées en déduction des rubriques concernées.

Les provisions sur les engagements hors bilan sont présentées dans la rubrique « Autres postes des passifs ».

Provisions collectives

En application de la Circulaire aux Banques n° 2012-02 du 11 janvier 2012 portant évaluation des engagements dans le cadre des mesures conjoncturelles de soutien aux entreprises économiques, la Banque a constitué par prélèvement sur les résultats de l'exercice 2011, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier

(classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT 91-24 du 17 décembre 1991. Pour la détermination du montant de cette provision, la banque a retenu la méthodologie édictée par la note aux établissements de crédits n°2012-08 du 2 mars 2012 qui prévoit les étapes suivantes :

- 1- Regroupement des engagements classés 0 et 1 en groupes homogènes par secteur d'activité ;
- 2- Calcul des taux de migration moyen pour chaque groupe qui correspond aux risques additionnels du groupe de l'année N par rapport aux engagements 0 et 1 du même groupe de l'année N-1. Ce calcul a été effectué en éliminant les engagements présentant

un profil de risque spécifique à savoir : Clan Ben Ali et entreprises publiques;

3- Détermination du facteur scalaire par groupe de créances reflétant l'aggravation des risques. Il y a lieu de noter que le calcul du facteur scalaire a été effectué compte tenu des engagements du clan Ben Ali et ceux des entreprises publiques étant donné que ces derniers sont également touchés par la conjoncture exceptionnelle observée en 2011 ;

4- Estimation des taux de provision à appliquer par groupe de créances et détermination du montant de la provision collective par la multiplication du montant des engagements 0 et 1 par ces trois paramètres.

2.2. Comptabilisation du portefeuille titres et des revenus y afférents

Le portefeuille titres détenu par la Banque est classé en deux catégories : le portefeuille d'investissement et le portefeuille titres commercial.

2.2.1 Portefeuille d'investissement et revenus y afférents

Sont classés dans le portefeuille d'investissement :

- ▶ Les titres représentant des parts de capital dans les entreprises dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Banque (titres de participation à caractère durable) : Titres de participation, parts dans les entreprises associées et parts dans les entreprises liées ;
- ▶ Les titres à revenus fixes acquis par la Banque avec l'intention de les détenir jusqu'à leurs échéances (titres d'investissement dont notamment les emprunts obligataires);
- ▶ Les titres représentant des participations de financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés ;
- ▶ Les fonds gérés par les sociétés SICAR.

Les règles de comptabilisation des opérations sur ces différentes catégories de titres sont résumées comme suit :

Titres de participation à caractère durable

Ces titres sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition, frais et charges exclus.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission.

Les opérations d'acquisition et de cession des titres de participation sont constatées soit à la date du transfert de propriété des titres, soit à la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis. Les plus values résultant de la cession de ces titres sont présentées au niveau du poste « Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement ».

Les dividendes sur les titres détenus par la Banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

Titres d'investissement.

Les revenus des titres à revenu fixe (obligations) sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée.

Les titres représentant des participations de financement.

Les participations de financement sont considérées comme une extension de l'activité principale de financement et les plus values résultant de leur cession sont assimilées à des intérêts et font partie des produits d'exploitation bancaire. Ces plus values sont constatées en produits une seule fois au moment de la cession et sont présentées au niveau du poste « Revenus du portefeuille d'investissement ».

Les dividendes sur les titres détenus par la Banque sont pris en compte en résultat dès le

moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

Les impayés en intérêts capitalisés (convertis en participations au capital) sont transférés des comptes de créances aux comptes de participations. Les agios réservés y afférents sont transférés au niveau des provisions sur participations.

Provisions sur participations

Les titres de participation sont évalués à leur valeur d'usage à la date d'arrêté des comptes et donnent lieu à la constitution de provisions pour couvrir les moins-values éventuellement dégagées revêtant un caractère durable. Cette valeur tient compte de :

- La valeur boursière de l'action pour les titres cotés,
- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible pour les participations dans les projets autres qu'hôtelières,
- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible corrigé compte tenu de la plus value dégagée sur les immobilisations pour les participations dans les projets hôteliers.

Les participations sur les fonds gérés par les SICAR qui sont effectuées dans le cadre des conventions de rétrocession, sont évaluées à leur valeur d'usage et compte tenu des perspectives de recouvrement. Ainsi, il est procédé au provisionnement des participations présentant des échéances de rétrocession impayées et dont la valeur d'usage ne couvre pas le coût d'acquisition des titres.

2.2.2 Portefeuille titre commercial et revenus y afférents

Le portefeuille titre commercial détenu par la Banque est classé en deux catégories :

- Les titres de transactions : les titres caractérisés par leur liquidité et dont la durée de détention ne dépasse pas les trois mois (Bons de trésor à court terme).
- Les titres de placement : les titres acquis avec l'intention de les détenir dans un horizon ne dépassant pas l'année.

Les revenus afférents à ces titres sont pris en compte en résultat de façon étalée sur la période concernée.

La prime sur titres de placement soit la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée sur la durée résiduelle des titres.

2.3. Comptabilisation des dépôts de la clientèle et des charges y afférentes.

Les charges d'intérêts sur les dépôts et avoirs de la clientèle sont constatées par nature de dépôt de la manière suivante :

- Les intérêts sur comptes courants sont positionnés sur les comptes de la clientèle et comptabilisés trimestriellement. Les dates de valeur utilisées pour le calcul des intérêts sur comptes courants de la clientèle varient selon la nature des opérations de retrait ou de versement effectués par la clientèle, et ce conformément à la circulaire de la «B.C.T» n° 91-22.
- Les intérêts sur comptes à terme sont positionnés sur les comptes de la clientèle à terme échu et font l'objet d'abonnement à chaque date d'arrêté.

2.4. Comptabilisation des ressources et des charges y afférentes.

Les emprunts contractés par la Banque sont constatés au bilan au fur et à mesure des tirages effectués.

Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges à mesure qu'ils sont courus.

Les emprunts extérieurs contractés par la Banque et bénéficiant d'une prise en charge, par Tunis Ré, de la perte de change y découlant sont présentés au niveau des états financiers en dinars tunisiens convertis sur la base du cours historique.

Les emprunts en devises dont la « S.T.B » encourt le risque de change sont réévalués à la date d'arrêt aux taux en vigueur à cette date. Les pertes de change latentes sont portées en résultat.

2.5. Comptabilisation des opérations libellées en monnaies étrangères et du résultat de change.

Les opérations de change manuel de billets de Banques sont comptabilisées quotidiennement au cours du jour de l'opération. Le résultat de change représente dans ce cas la différence entre le cours d'achat et de vente du jour concerné.

Les comptes de bilan Libellé en monnaies étrangères, y compris les positions de change, font l'objet d'une réévaluation du cours fixe au cours de change en vigueur à la date d'arrêt. L'écart dégagé est enregistré dans un compte de bilan « 38.391Ecart de conversion».

2.6. Les valeurs immobilisées et amortissements

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition compte tenu du pourcentage de récupération de la TVA de l'année précédente.

Les immobilisations sont amorties linéairement. Les taux d'amortissement appliqués par la Banque se détaillent comme suit :

-Immeubles	2%
-Matériel de transport	20%
-Mobilier et matériel de bureau	10 % 15%
-Matériel de sécurité, de communication et de climatisation	20% (*) 10%
-Matériel informatique	15%
-Logiciels informatiques	33% (*)
-Agencements, aménagements et installations	33% 10%

(*) Taux appliqué pour les acquisitions à partir du 1er Janvier 2008.

Toutefois, et par dérogation au principe comptable du coût historique, la Banque a procédé au cours de l'exercice 2000 à la réévaluation des terrains et des constructions. Cette réévaluation a induit une augmentation des capitaux propres pour un montant de 37 324 MD présenté au niveau du poste « Autres capitaux propres ».

3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Les faits marquants de l'exercice 2011 se résument comme suit :

3.1 Modification comptable

Les soldes des provisions sur engagements et celles pour risques et charges ont fait l'objet de corrections nécessaires pour améliorer la couverture des risques antérieurs à l'exercice 2011 et se rapportant essentiellement à l'estimation des garanties. De même le traitement comptable de l'emprunt BAD VI, décomptabilisé en 2003, a fait l'objet aussi d'une correction.

Ainsi les redressements comptables, constatés par le biais du compte des modifications comptables affectant les résultats reportés, ont résulté de :

	Objet de l'ajustement	Montant en mD
1.	Ajustement des provisions des créances sur la clientèle	-140 158
2.	Ajustement de la provision sur les fonds gérés par la STB SICAR	-10 008
3.	Ajustement des provisions pour risque fiscal	-8 737
4.	Effet d'IS	41 626
	Total	-117 277

Les effets d'impôt résultant des modifications comptables apportées aux capitaux propres sont:

- Un report d'IS qui sera déduit des impôts et des acomptes provisionnels des exercices antérieurs (à partir de 2011) pour un montant de 14 134 mD.
- Un actif d'impôt différé au titre du report déficitaire de l'ordre de 27 492 mD. Cet actif d'impôt a été constaté sous l'hypothèse de la capacité de la banque de réaliser des bénéfices futurs permettant de résorber ce report déficitaire.

Compte tenu des difficultés de retraitement des exercices antérieurs, les données de l'exercice 2010 n'ont pas fait l'objet d'un retraitement en proforma pour les besoins de comparabilité.

3.2 Provision collective

En application de la Circulaire aux Banques n° 2012-02 du 11 janvier 2012, la STB a constitué par prélèvement sur les résultats de l'exercice 2011, des provisions à caractère générale dites «Provisions Collectives» pour un montant de 53.928 millions de Dinars en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT 91-24 du 17 décembre 1991.

3.3 Dotation de l'État

En application de la loi approuvée par l'Assemblée Nationale Constituante, la STB a bénéficié de la mise en jeu de la garantie de l'État en matière de remboursement des échéances 2011 à 2014 de certaines lignes des crédits extérieures pour l'amélioration de la couverture des risques. Cette dotation, imputée parmi les fonds propres, porte sur 117 millions de Dinars, est remboursable en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la Banque.

Note 4.1 – Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le solde de ce poste s'élève à 119 408 mD au 31/12/2011 contre 247 711 mD au 31/12/2010 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Caisse	29 377	28 498
BCT	88 865	218 160
CCP	1 162	1 049
TGT et Reprise de liquidité	4	4
Total	119 408	247 711

- Les comptes « B.C.T » Dinars présentent des suspens, qui sont en cours d'apurement.
- Le tableau suivant récapitule ces suspens par date d'antériorité :

ANTERIORITE	DEBIT BCT	DEBIT STB	CREDIT BCT	CREDIT STB
Moins d'un trimestre	218 055 304	532 870 682	333 575 417	312 315 768
Plus d'un trimestre	60 242 653	69 587 403	10 154 188	123 840 824
Plus d'un semestre	1 906 786	8 092 642	2 654 632	64 973 760
Plus d'un an	4 509 525	1 014 797	3 480 775	44 396 773
TOTAL	284 714 268	611 565 524	349 865 012	545 527 125

- Les comptes « B.C.T » Devises présentent des suspens, qui sont en cours d'apurement. Ces suspens sont récapitulés par devises et par ancienneté dans le tableau suivant :

DEVISE	ANTERIORITE	LC	LD	NC	ND LC ET NC BCT ET ND BCT	LD	COURS	LC ET NC BCT LD ET ND	EN mD BCT EN mD	
AED	Moins d'un trimestre	0	0	0	0	0	0,4044	0	0	
	Plus d'un trimestre	0	0	0	0	0	0,4044	0	0	
	Plus d'un semestre	0	0	0	0	0	0,4044	0	0	
	Plus d'un an	0	191	0	0	191	0,4044	0	77	
		0	191	0	0	191		0	77	
CAD	Moins d'un trimestre	2 545	20 003	24 360	75 970	26 905	95 973	1,4551	39 149	139 650
	Plus d'un trimestre	0	0	0	2 480	0	2 480	1,4551	0	3 609
	Plus d'un semestre	359 778	763 288	356 032	12 970	715 810	776 258	1,4551	1 041 575	1 129 532
	Plus d'un an	47	7	62 560	6 990	62 608	6 997	1,4551	91 100	10 182
		362 370	783 298	442 952	98 410	805 323	881 708		1 171 824	1 282 973
CHF	Moins d'un trimestre	1 010	0	0	465	1 010	465	1,5819	1 598	736
	Plus d'un trimestre	0	61 340	0	0	0	61 340	1,5819	0	97 031
	Plus d'un semestre	0	2 510	6 000	0	6 000	2 510	1,5819	9 491	3 970
	Plus d'un an	109	13 515	5 297	600	5 406	14 115	1,5819	8 551	22 327
		1 119	77 365	11 297	1 06	12 416	78 430		19 640	124 064
DKK	Moins d'un trimestre	0	3 424 799	0	0	0	3 424 799	0,2587	0	886 047
	Plus d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	0,2587	0	0
	Plus d'un semestre	18 900	0	0	0	18 900	0	0,2587	4 890	0
	Plus d'un an	0	18 800	0	0	0	18 800	0,2587	0	4 864
		18 900	3 443 599	0	0	18 900	3 443 599		4 890	890 911
DZD	Moins d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	0,0196	0	0
	Plus d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	0,0196	0	0
	Plus d'un semestre	0	0	0	0	0	0	0,0196	0	0
	Plus d'un an	0	0	0	440 720	0	440 720	0,0196	0	8 616
		0	0	0	440 720	0	440 720		0	8 616
EURO	Moins d'un trimestre	1 988 743	8 129 487	9 908 836	2 475 426	11 897 578	10 604 913	1,9383	23 061 076	20 555 502
	Plus d'un trimestre	1 169 984	2 334 537	1 661 963	1 083 403	2 831 947	3 417 939	1,9383	5 489 163	6 624 992
	Plus d'un semestre	1 778 928	2 167 333	671 558	278 463	2 450 486	2 445 796	1,9383	4 749 777	4 740 687
	Plus d'un an	2 000 008	4 812 598	3 926 090	4 303 108	5 926 099	9 115 706	1,9383	11 486 557	17 668 973
		6 937 663	17 443 955	16 168 447	8 140 400	23 106 110	25 584 354		44 786 573	49 590 154

SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE
RAPPORT ANNUEL 2011

DEVISE	ANTERIORITE	LC	LD	NC	ND LC ET NC BCT		LD	COURS LC ET NC BCT		EN mD
					ET ND BCT			LD ET ND	BCT EN mD	
GBP	Moins d'un trimestre	18	65 249	208 597	57 363	208 616	122 612	2,3155	483 050	283 908
	Plus d'un trimestre	0	0	0	3 106	0	3 106	2,3155	0	7 193
	Plus d'un semestre	7 682	1 599	1 412	4 915	9 093	6 514	2,3155	21 056	15 084
	Plus d'un an	12 763	15 873	1 889	10 343	14 652	26 216	2,3155	33 926	60 702
			20 463	82 721	211 898	75 727	232 361	158 448		538 032
JPY	Moins d'un trimestre	38 651 450	38 651 450	0	0	38 651 450	38 651 450	0,0194	749 258	749 258
	Plus d'un trimestre	52 845 439	52 845 439	0	0	52 845 439	52 845 439	0,0194	1 024 409	1 024 409
	Plus d'un semestre	0	0	0	0	0	0	0,0194	0	0
	Plus d'un an	2 574 423	0	0	0	2 574 423	0	0,0194	49 905	0
			94 071 312	91 496 889	0	0	94 071 312	91 496 889		1 823 572
KWD	Moins d'un trimestre	3 000	0	0	0	3 000	0	5,3302	15 991	0
	Plus d'un trimestre	2 240	0	0	0	2 240	0	5,3302	11 940	0
	Plus d'un semestre	3 430	0	0	0	3 430	0	5,3302	18 283	0
	Plus d'un an	0	0	0	0	0	0	5,3302	0	0
			8 670	0	0	0	8 670	0		46 213
LYD	Moins d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	1,1795	0	0
	Plus d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	1,1795	0	0
	Plus d'un semestre	0	25 791	0	0	0	25 791	1,1795	0	30 420
	Plus d'un an	0	0	0	0	0	0	1,1795	0	0
			0	25 791	0	0	0	25 791		0
MAD	Moins d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	0,1728	0	0
	Plus d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	0,1728	0	0
	Plus d'un semestre	0	0	0	0	0	0	0,1728	0	0
	Plus d'un an	0	0	612	0	612	0	0,1728	106	0
			0	0	612	0	612	0		106
MRO	Moins d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	0,0051	0	0
	Plus d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	0,0051	0	0
	Plus d'un semestre	0	0	0	0	0	0	0,0051	0	0
	Plus d'un an	0	0	0	0	0	0	0,0051	0	0
			0	0	0	0	0	0		0

SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE
RAPPORT ANNUEL 2011

DEVISE	ANTERIORITE	LC	LD	NC	ND	LC ET NC BCT ET ND BCT	LD	COURS	LC ET NC BCT LD ET ND	EN mD BCT EN mD
NOK	Moins d'un trimestre	0	0	0	350	0	350	0,2478	0	87
	Plus d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	0,2478	0	0
	Plus d'un semestre	0	0	0	0	0	0	0,2478	0	0
	Plus d'un an	0	142 300	97	325	97	142 625	0,2478	24	35 343
		0	142 300	97	675	97	142 975		24	35 430
QAR	Moins d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	0,4000	0	0
	Plus d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	0,4000	0	0
	Plus d'un semestre	0	0	0	0	0	0	0,4000	0	0
	Plus d'un an	0	0	0	0	0	0	0,4000	0	0
		0	0	0	0	0	0		0	0
SAR	Moins d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	0,3961	0	0
	Plus d'un trimestre	0	0	0	15 290	0	15 290	0,3961	0	6 056
	Plus d'un semestre	0	0	0	0	0	0	0,3961	0	0
	Plus d'un an	0	0	0	0	0	0	0,3961	0	0
		0	0	0	15 290	0	15 290		0	6 056
SEK	Moins d'un trimestre	0	0	10 500	11 075	10 500	11 075	0,2158	2 266	2 390
	Plus d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	0,2158	0	0
	Plus d'un semestre	0	0	0	0	0	0	0,2158	0	0
	Plus d'un an	0	0	45 474	0	45 474	0	0,2158	9 813	0
		0	0	55 974	11 075	55 974	11 075		12 079	2 390
USD	Moins d'un trimestre	8 605 252	6 772 975	3 312 152	26 423 242	11 917 404	33 196 217	1,4993	17 867 763	49 771 087
	Plus d'un trimestre	2 197 334	5 346 307	1 866 327	2 130 968	4 063 661	7 477 275	1,4993	6 092 646	11 210 679
	Plus d'un semestre	546 078	21 231 081	850 075	1 969 868	1 396 153	23 200 949	1,4993	2 093 252	34 785 182
	Plus d'un an	2 667 032	2 708 569	1 489 482	3 831 837	4 156 515	6 540 406	1,4993	6 231 862	9 806 031
		14 015 696	36 058 932	7 518 036	34 355 915	21 533 733	70 414 847		32 285 523	105 572 979

Le compte « Position/ Mouvement/ Fonds/IBS » figurant au niveau de la rubrique caisse inclut des écarts non justifiés par rapport au solde déclaré par l'IBS pour un montant de 281 mD.

Le détail de cet écart par centre se présente comme suit :

Centre fort	Solde réel	solde comptable	ECART
SOUSSE	-	902	-902
JENDOUBA	310	60	250
NABEUL	318	666	-348
SFAX	17	565	-548
MEDNINE	720	669	51
GAFSA	0,609	411	-410
TUNIS	2 475	849	1 626
TOTAL	3 842	4 122	-281

Note 4.2 – Créances sur les établissements bancaires et financiers

Le solde de ce poste s'élève à 329 007 mD au 31/12/2011 contre 276 391 mD au 31/12/2010. Il se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Créances sur les établissements bancaires:	41 261	16 186
- Banques Résidentes	4	21
- Banques non Résidentes	32 697	10 824
- Organismes financiers (sociétés de leasing)	8 560	5 341
Institutions Financières:	287 746	260 205
- Banques Résidentes	282 915	250 379
- Banques non Résidentes*	4 831	9 826
Total	329 007	276 391

- Les comptes correspondants débiteurs sont présentés nets des comptes correspondants créditeurs par devise.

- Les comptes correspondants présentent des suspens qui sont en cours d'apurement.

Le tableau suivant récapitule ces suspens par devises et par ancienneté :

SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE
RAPPORT ANNUEL 2011

ANTERIORITE DES SUSPENS	DEVISES	DEBIT CORRES	CREDIT CORRES	DEBIT STB	CREDIT STB	DEBIT +DEBIT CORRES DEV	CREDIT STB + CREDIT CORRES DEV	COURS	DEBIT STB +DEBIT CORRES mD	CREDIT STB + CREDIT CORRES mD
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	DZD	2 593 987	0	0	0	2 593 987	0	0,0020	5 071	0
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	EUR	3 828 665	4 523 262	4 579 442	5 157 728	8 408 108	9 680 990	1,9383	16 297 435	18 764 663
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	GBP	276 255	270 614	144 627	830	420 882	271 444	2,3155	974 552	628 529
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	JPY	2 000	22 728	0	0	2 000	22 728	0,0194	39	441
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	KWD	0	0	0	0	0	0	5,3302	0	0
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	LYD	0	0	0	0	0	0	1,1795	0	0
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	NOK	24 000	18 000	0	0	24 000	18 000	0,2478	5 947	4 461
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	SAR	1 301	15 761	0	280	1 301	16 041	0,3961	515	6 353
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	SEK	40	4 500	5 865	1 150	5 905	5 650	0,2158	1 274	1 219
									17 284 833	19 405 666
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	DZD	1 231	0	2 000	10 003	3 231	10 003	0,0020	6	20
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	EUR	8 366 511	8 518 898	6 069 537	4 811 026	14 436 048	13 329 924	1,9383	27 981 391	25 837 391
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	GBP	1 613	5 438	981	4 124	2 594	9 562	2,3155	6 007	22 140
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	JPY	8 960	497 558	57 672 000	57 672 579	57 680 960	58 170 137	0,0194	1 118 145	1 127 628
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	KWD	6 886	0	0	3 442	6 886	3 442	5,3302	36 703	18 347
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	LYD	0	0	76 930	76 928	76 930	76 928	1,1795	90 739	90 737
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	NOK	0	0	0	0	0	0	0,2478	0	0
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	SAR	5	0	62	0	67	0	0,3961	27	0
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	SEK	10	0	700	50 000	710	50 000	0,2158	153	10 790
									29 233 171	27 107 053
SUP A 12 MOIS	DZD	280 547	12 296 215	0	2 592 884	280 547	14 889 099	0,0020	548	29 108
SUP A 12 MOIS	EUR	13 670 066	29 363 947	19 606 846	9 074 887	33 276 913	38 438 834	1,9383	64 500 640	74 505 992
SUP A 12 MOIS	GBP	24 362	27 929	67 904	61 020	92 267	88 949	2,3155	213 644	205 961
SUP A 12 MOIS	JPY	2 103 693	208 285	1 152 685	60 370	3 256 378	268 655	0,0194	63 125	5 208
SUP A 12 MOIS	KWD	0	0	2 240	3 017	2 240	3 017	5,3302	11 940	16 082
SUP A 12 MOIS	LYD	350 021	437 176	765 181	601 210	1 115 201	1 038 386	1,1795	1 315 380	1 224 777
SUP A 12 MOIS	NOK	0	1 472	3 500	383	3 500	1 856	0,2478	867	460
SUP A 12 MOIS	SAR	500	0	134	27	634	27	0,3961	251	11
SUP A 12 MOIS	SEK	184	17 604	83 155	5 660	83 339	23 264	0,2158	17 984	5 020
SUP A 12 MOIS	MRO	0	300 165	0	5 421 190	0	5 721 355	0,0051	0	29 391
									66 124 379	76 022 010

L'appliquatif dédié à la gestion des prêts en devises ne permet pas de retracer toutes les opérations effectuées par la banque.

Note 4.3 – Créances sur la clientèle

L'évolution comparée des engagements nets entre 2010 et 2011 se présente comme suit:

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
- Comptes courants débiteurs	694 570	643 512
- Crédits sur ressources spéciales	264 508	266 053
- Les créances prises en charge par l'Etat	56 702	62 072
- Bonification prise en charge par l'Etat	27 597	27 597
- Comptes courants associés	227 611	231 158
- Autres concours à la clientèle	5 505 832	5 081 611
- Créances à abandonner	3 562	3 562
- Créances rattachées	44 696	45 473
Total Brut	6 825 078	6 361 038
Provisions	503 710	324 267
- Provisions sur comptes courants	127 686	82 731
- Provisions sur ressources spéciales	49 222	29 318
- Provisions sur autres concours à la clientèle	254 327	200 373
- Provisions sur comptes courants associés	18 092	11 390
- Provisions sur créances à abandonner	455	455
- Provisions collectives	53 928	
- Agios réservés	755 922	672 049
- Agios réservés sur comptes courants	37 497	31 214
- Agios réservés sur autres concours à la clientèle	584 596	502 146
- Agios réservés sur comptes courants associés	37 601	37 601
- Agios réservés sur ressources spéciales	93 121	97 981
- Agios réservés sur créances à abandonner	3 107	3 107
- Produits perçus d'avance	8 154	12 864
Total Net	5 557 292	5 351 859

La structure de l'encours net des créances sur la clientèle au 31/12/2011 est la suivante :

Libellé	Encours Brut	Créances Rattachées	Provisions	Agios Réservés	Produits perçus d'avance	Encours Net
C/C Débiteurs	694 570	16 476	-127 686	-37 497		545 864
C/ Ressources spéciales	264 508	545	-103 150	-93 121		68 782
Comptes courants associés	227 611		-18 092	-37 601		171 918
Autres conc. à la clientèle	5 590 131	27 675	-254 327	-584 596	-8 154	4 770 728
- Créances à abandonner	3 562		-455	-3 107		0
Total	6 780 382	44 696	-503 710	-755 922	-8 154	5 557 292

Le rapprochement des engagements clientèle avec les données issus de la situation risque fait ressortir un écart de 1.8 MD.

Le système d'information de la banque n'assure pas la traçabilité, le recoupement et le contrôle des soldes des comptes « Produits perçus d'avance » se rapportant aux crédits à la clientèle. Cependant, des ajustements sont effectués pour l'estimation de ces soldes en fin d'exercice, sur la base de situations extra-comptable du portefeuille.

Agios réservés :

Les comptes d'agios réservés arrêtés au 31/12/2011 se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Agios réservés sur C/C	37 497	31 214
Agios réservés sur Avals et Cautions	6 500	5 495
Agios réservés sur régularisation soldes débiteurs	0	0
Agios réservés sur intérêts crédits moyen terme ordinaires	89 082	60 841
Agios réservés sur intérêts crédits moyen terme consolidés	167 715	164 617
Agios réservés sur crédits garantis par l'Etat	4 287	4 565
Agios réservés sur Ressources Spéciales	93 121	97 981
Agios réservés sur C/C Associés	37 601	37 601
Intérêts de retard réservés sur créances contentieuses	317 012	266 628
Agios réservés/ créances à abandonner	3 107	3 107
Sous Total	755 922	672 049
Agios réservés sur créances prises en charge par l'Etat	10 935	11 776
Agios réservés sur créances rattachées	8 705	8 705
Total	775 562	692 530

Suite à la mise en place depuis 2007 du nouveau progiciel du contentieux « IMX » une partie des intérêts de retard a été calculée, réservée et comptabilisée pour un montant de 317 012 mD.

Ces intérêts de retard réservés sur créances contentieuses concernent seulement une partie des créances contentieuses gérées par le nouveau progiciel du contentieux et qui sont calculés et comptabilisés automatiquement par ce système.

Les agios réservés sur les comptes courants associés sont comptabilisés en partie au niveau du compte agios réservés sur CCA et en partie au niveau des comptes agios réservés sur les autres engagements.

Les comptes de provisions ont connu les mouvements suivants au cours de l'exercice 2011:

Désignation	Montant
SOLDE AU 31/12/2010	554 276
REAFFECTATION ETAT BAD 6 AUX COMPTES DE PROVISIONS	-35 877
MODIFICATIONS COMPTABLES SE RAPPORTANT AUX COMPTES DE PROVISIONS SUR LES ENGAGEMENTS	140 157
MODIFICATIONS COMPTABLES SE RAPPORTANT AUX COMPTES DE PROVISIONS SUR LES FONDS GERES	10 008
MODIFICATIONS COMPTABLES SE RAPPORTANT AUX COMPTES DE PROVISIONS SUR RISQUES	8 737
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ENGAGEMENTS	55 657
DOTATIONS AUX PROVISIONS COLLECTIVES (1)	53 928
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR TITRES	3 924
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	7 277
REPRISES DES PROVISIONS SUR ENGAGEMENTS	-32 537
REPRISES DES PROVISIONS SUR TITRES	-2 561
REPRISES DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-6 965
SOLDE AU 31/12/2011	756 023

(1) En application de la note aux établissements de crédits n° 2012-08 du 2 mars 2012 fixant la méthodologie référentielle de détermination de la provision collective édictée par la Circulaire BCT n° 2012-02 du 11 janvier 2012 pour couvrir les risques latents sur les engagements courants et ceux nécessitant un suivi particulier. Le montant de la provision collective a été estimé à 53 928 mD et se détaillant comme suit :

ACTIVITE	Classes 0&1 DEC 2011	Tx MIG Moyen	Facteur Scalaire 2007/2011	TX de provision 2010/2011	Provision collective 2011
AGRICULTURE	61 493	8,82%	0,52	20,00%	563
AUTRES INDUSTRIES	7 831	4,61%	1,11	25,00%	101
AUTRES SERVICES	729 294	2,32%	0,69	25,00%	2 927
BATIMENT & T.P	302 919	3,58%	1,4	20,00%	3 030
COMMERCE	625 303	2,89%	1,59	25,00%	7 196
INDUSTRIE MANUFACTURIERES	1 182 526	4,37%	1,81	25,00%	23 393
PROMOTION IMMOBILIERE	320 378	5,87%	0,83	15,00%	2 343
TOURISME	542 792	9,31%	1,12	20,00%	11 290
AUTRES	48 068	3,53%	3,09	42,04%	2 202
CONSOMMATION	76 690	2,73%	0,15	20,00%	64
HABITAT	1 084 358	0,76%	0,99	10,00%	819
Total	4 981 652				53 928

NB : Tous les taux de provisionnements appliqués sont ceux édictés par la note 2012-08 sauf celui applicable aux créances classées parmi les autres secteurs et non prévu par la dite circulaire. La STB a appliqué le taux moyen de migration observé.

Les garanties retenues par la Banque pour la détermination des provisions sur les engagements sont arrêtées dans certains cas en l'absence d'un inventaire des documents juridiques les justifiant (certificats de propriété, attestation AFT, AFI...).

L'appréciation et l'évaluation des risques sur les engagements de certains organismes et entreprises publiques présentant des indices de difficultés financières dont principalement la société EL FOULADH, la STIP, etc., s'avère liées aux discussions et aux plans et programmes de restructuration de ces entreprises et de leurs mises en place.

Pour la société STIA, les engagements qui s'élèvent au 31/12/2011 à 36,474 Millions de Dinars ont été couverts par des provisions et des agios réservés à hauteur de 19,396 Millions de Dinars. La perte finale calculée par les services de la banque est de 18,026 millions de dinars.

Note 4.4 – Portefeuille titres commercial

Le solde de ce poste s'élève à 132 557 mD au 31/12/2011 contre 14 758 mD au 31/12/2010. Le portefeuille-titres commercial est composé de titres à revenus fixes émis par l'Etat et de titres à revenus variables.

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Bons de trésor à court terme	75 113	4 851
Bons de trésor assimilables	57 397	9 837
Créances et dettes rattachées	1 852	446
Dépréciation des bons de trésor assimilables	-269	-322
Intérêts perçus d'avance	-1 536	-54
Total	132 557	14 758

Note 4.5 – Portefeuille d'investissement

La valeur du portefeuille titres est passée de 293 984 mD au 31/12/2010 à 303 667 mD au 31/12/2011 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
- Titres d'investissement	27 938	19 003
- Titres de participation	216 525	203 753
- Parts dans les entreprises associées et co-entreprises	82 161	82 968
- Parts dans les entreprises liées	121 397	121 009
- Sociétés en liquidation	582	676
- Participations en rétrocession	20 727	20 866
- Créances et dettes rattachées	-332	-332
Valeur Brute	468 998	447 943
Provisions	165 331	153 959
Valeur Nette	303 667	293 984

Les mouvements par catégorie de titres classés dans le portefeuille d'investissement sont retracés dans le tableau suivant :

En mD

Libellé	Valeur. Comptable	Provisions au 31/12/10	Dotations	Reprises	Modification Comptable	Provisions au 31/12/11
Les titres d'investissement	27 938	-650			-650	
Les SICAR	110 443	-25 803		10 008	-35 812	
Les titres de participation	330 949	-127 506	-3 925	2 561	-128 869	
Les créances rattachées	-332	0				0
Total	468 998	-153 959	-3 925	2 561	10 008	-165 331

La liste des principales entreprises filiales au 31/12/2011 se détaille comme suit :

Filiales	Quote part du capital détenu par la « S.T.B »	Valeur Comptable Brute	Provision	Valeur Comptable Nette
SECTEUR FINANCIER				
STRC	91,4%	33 801	18 602	15 199
STB SICAR	49,2%	8 355	1 197	7 158
STB INVEST	94,4%	34 676		34 676
SOFIGES	61,3%	4 749		4 749
BFT	78,2%	3 535	3 535	0
SECTEUR TOURISTIQUE				
SKANES PALACE INTERNATIO	99,8	6 180	6 180	0
AFRICA SOUSSE	96,9	9 050	9 050	0
ED-DKHILA	61,2	3 221		3 221
CIE HOTELI CENTRES VILLES	70,3	2 488	2 488	
SECTEUR BATIMENT				
IMMOBILIERE DE L'AVENUE	84,7	7 461		7 461
SECTEUR SERVICES				
STE LA GENERALE DE VENTE	50	2 000	1 071	929

Le portefeuille investissement comprend les Fonds Gérés par la société « STB SICAR » d'une valeur totale de 111.294 mD, et qui ont été provisionnés à hauteur de 35.812 mD. Le solde des fonds gérés se détaille comme suit :

Fonds gérés	Fonds initial capitalisés	Résultats	Solde au 31/12/2011
Fonds gérés STB 1 (1999)	8 000	-1 171	6 829
Fonds gérés STB 2 (2000)	8 000	1 634	9 634
Fonds gérés STB 3 (2001)	5 000	892	5 892
Fonds gérés STB 4 (2002)	6 500	1 126	7 626
Fonds gérés STB 5 (2003)	6 824	1438	8 262
Fonds gérés STB 6 (2005)	2 707	86	2 793
Fonds gérés STB 7 (2006)	800	60	860
Fonds gérés STB 8 (2007)	9 371	1 207	10 578
Fonds gérés STB 9 (2008)	4 800	232	5 032
Fonds gérés STB 10 (2008)	8 748	141	8 889
Fonds gérés STB 11 (2009)	6 000	387	6 387
Fonds gérés STB 12 (2009)	9 898	476	10 374
Fonds gérés STB 13 (2010)	10 000	259	10 259
FG 1 ID SICAR	2 000	635	2 635
FG 2 ID SICAR	2 000	441	2 441
FG 3 ID SICAR	5 436	1198	6 634
FG 4 ID SICAR	360	25	385
FG 5 ID SICAR	1 133	233	1 366
FG 6 ID SICAR	4 000	418	4 418
Total	101 577	9 717	111 294

Au 31 Décembre 2011, la situation des emplois des Fonds Gérés se détaille comme suit:

En mD

Fonds Gérés	Titres de participations à rétrocéder	Participations directes	Titres SICAV
Fonds gérés STB 1 (1999)	2 966	2 094	1 970
Fonds gérés STB 2 (2000)	6 287	299	4 082
Fonds gérés STB 3 (2001)	3 318	1 000	1 611
Fonds gérés STB 4 (2002)	6 940		1 713
Fonds gérés STB 5 (2003)	7 302	231	2 205
Fonds gérés STB 6 (2005)	2 810	79	732
Fonds gérés STB 7 (2006)	405	390	124
Fonds gérés STB 8 (2007)	7 425	382	3 199
Fonds gérés STB 9 (2008)	4 800		246
Fonds gérés STB 10 (2008)	8 748		120
Fonds gérés STB 11 (2009)	3 168		3 041
Fonds gérés STB 12 (2009)	4 465	681	5 229
Fonds gérés STB 13 (2010)			10 259
FG 1 ID SICAR (2002)	1 289		1 630
FG 2 ID SICAR (2002)	1 641		956
FG 3 ID SICAR (2003)	3 877	140	2 834
FG 4 ID SICAR (2005)	358		29
FG 5 ID SICAR (2006)	951		404
FG 6 ID SICAR (2007)	2 891		1 526

Note 4.6 – Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées nettes s'élèvent à 79 836 mD au 31/12/2011. Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 2011 se détaillent comme suit :

Libellé Brute au	Valeur Brute au 31/12/2010	Acquisition / Cession 2011	Valeur Brute au 31/12/2010	Amort. 31/12/2010	Dotation Régul. 2011	Sortie Amort actif 2010	Amort au 31/12/11	Valeur Nette au 31/12/11
Immobilisations Incorporelles	6 266	2 034	8 300	5 505	741	0	6 246	2 054
Logiciel informatique	6 209	2 034	8 243	5 505	741		6 246	1 997
Droit au bail	57	0	57	0			0	57
Frais études et développement	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	173 816	4 009	177 825	94 543	5 770	-270	100 043	77 782
Terrains	17 773	0	17 773					17 773
Constructions	65 021	920	65 941	22 492	1 329		23 822	42 119
Mobilier de bureaux	4 727	140	4 867	4 244	188		4 432	435
Matériel de transport	1 431	-270	1 161	897	67	-270	694	467
Matériel informatique	29 478	1 315	30 793	26 813	2 338		29 151	1 642
Matériel de communication	1 764	19	1 783	1 556	49		1 605	178
Matériel de bureaux	14 653	55	14 708	13 784	261		14 045	663
Matériel de sécurité	2 239	132	2 371	1 749	93		1 842	529
Matériel de climatisation	4 602	9	4 611	3 165	239		3 404	1 207
Agencements, amén. et instal.	24 057	677	24 734	18 164	1 065		19 228	5 506
Mob- bureau hors expl	32	0	32	24	0		24	8
Mat-outil hors exploit	293	3	296	266	8		274	21
Immeubles hors exploit	6 855	5	6 860	1 389	133		1 522	5 339
Mat-bureaux en instance affect	100	1	101	0			0	101
Constructions en cours	791	1 003	1 794	0			0	1 794
TOTAL	180 082	6 043	186 125	100 048	6 511	-270	106 289	79 836

La Banque n'a pas procédé en 2011 à une mise à jour exhaustive de l'inventaire physique des immobilisations

En outre, la Banque ne dispose pas d'une base de données détaillant les immobilisations comptabilisées par la banque par nature d'immobilisations et par référence.

Note 4.7 – Autres actifs

Au 31/12/2011, les autres postes d'actif totalisent 550 393 mD contre 488 852 mD au 31/12/2010 et se détaillent comme suit:

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
- Prêts au personnel	102 632	100 947
- Frais médicaux à récupérer	2 811	3 287
- Etat, impôt et taxes (1)	47 621	8 009
- Stock divers	782	1 339
- Différence de change à la charge de l'état	2 246	7
- Ecart de conversion	4 219	4 125
- Siège, succursales et agences (3)	26 061	36 514
- Comptes de régularisation actif (2)	291 226	241 225
- Valeurs présentées à la compensation	24 208	30 710
- Effets financiers en recette	107	107
- Débits à régulariser	16 136	15 845
- Charges payées d'avance	589	545
- Produits à recevoir	3 497	2 256
- Créances cédées	2 136	2 219
- Autres	26 122	41 716
TOTAL	550 393	488 852

(1) l'augmentation du solde de cette rubrique résulte principalement de la comptabilisation d'un actif d'impôt de 41 626 mD lié au traitement de la modification comptable constatée sur les capitaux propres d'ouverture de l'exercice 2011.

(2) Le solde de cette rubrique comprend les montants des échéances réglées en 2011 et les montants des intérêts à échoir au titre des exercices 2012-2013-2014 relatifs à des emprunts extérieurs couverts par la loi relative à la mise en jeu de la garantie de l'ÉTAT en matière de remboursement des échéances des lignes des crédits extérieurs.

(3) Les comptes inter-siège (35 100 xxx) et (35 200 xxx) et les comptes relatifs à l'activité monétaire présentent des suspens anciens en cours d'apurement. Par ailleurs, les suspens débiteurs nets non identifiés et relatifs à l'inter-siège sont provisionnés à concurrence de 4 767 MD. Ce montant a été déterminé par application d'un taux de provisionnement de 100% pour les suspens antérieurs à 2011, de 50% pour les suspens du premier semestre 2011 et de 20% pour les suspens du troisième trimestre 2011.

Note 4.8 – Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Au 31/12/2011 ce poste totalise 151 699 mD contre 176 029 mD au 31/12/2010. Sa répartition par nature d'établissement bancaire et financiers est la suivante :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Etablissements bancaires :	59 519	59 959
- Banques de dépôts	134	84
- Banques d'investissement	0	0
- Organismes financiers	0	0
- Banques non résidentes	59 385	59 875
Emprunts interbancaires	92 180	116 070
Total	151 699	176 029

- Les comptes correspondants créditeurs sont présentés compensés nets des comptes correspondants débiteurs par devise.
 - Les comptes correspondants présentent des suspens, qui sont en cours d'apurement.
- Le tableau suivant récapitule ces suspens par devises et par ancienneté :

62

ANTERIORITE DES SUSPENS	DEVISES	DEBIT CORRES	CREDIT CORRES	DEBIT STB	CREDIT STB	DEBIT +DEBIT CORRES DEV	CREDIT + CREDIT CORRES DEV	COURS	DEBIT STB +DEBIT CORRES mD	CREDIT STB + CREDIT CORRES mD
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	CAD	7 124	475	21 929	21 742	29 053	22 217	1,4551	42 274	32 328
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	CHF	60 528	173 676	54 062	98 298	114 590	271 973	1,5819	181 263	430 221
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	USD	3 364 991	3 416 416	2 385 076	10 282 730	5 750 067	13 699 146	1,4993	8 621 076	20 539 129
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	DKK	120	0	100	0	220	0	0,2587	57	0
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	MAD	2 834	0	228	6 098	3 062	6 098	0,1728	529	1 054
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	AED	1 210	0	0	0	1 210	0	0,4044	489	0
									8 845 688	21 002 732
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	CAD	22 357	727 846	24 341	68 628	46 698	796 474	1,4551	67 950	1 158 949
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	CHF	240	78 805	89 042	30 154	89 282	108 959	1,5819	141 231	172 357
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	USD	2 793 196	8 740 006	8 090 622	2 511 673	10 883 818	11 251 679	1,4993	16 318 109	16 869 642
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	AED	2 570	0	0	0	2 570	0	0,4044	1 039	0
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	DKK	0	0	100	0	100	0	0,2587	26	0
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	MAD	103 050	100 660	3 226	155 202	106 277	255 862	0,1728	18 364	44 210
									16 546 719	18 245 158
SUP A 12 MOIS	CAD	103 903	156 644	119 977	427 995	223 879	584 639	1,4551	325 767	850 708
SUP A 12 MOIS	CHF	100 062	393 662	112 985	13 498	213 048	407 160	1,5819	337 009	644 067
SUP A 12 MOIS	USD	11 915 873	28 647 853	9 121 269	3 027 628	21 037 142	31 675 481	1,4993	31 540 987	47 491 048
SUP A 12 MOIS	AED	1 843	0	0	75	1 843	75	0,4044	745	30
SUP A 12 MOIS	DKK	3 645	7 983	13 407	155	17 052	8 138	0,2587	4 412	2 105
SUP A 12 MOIS	MAD	112 004	46 742	2 873	337 322	114 876	384 064	0,1728	19 849	66 362
									32 228 769	49 054 320

Note 4.9 – Dépôts et avoirs de la clientèle

Le solde de ce poste s'élève à 5 240 145 mD au 31/12/2011 contre 5 009 946 mD au 31/12/2010. Les dépôts se détaillent comme suit:

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Dépôts à vue	1 385 155	1 080 798
Dépôts épargne	1 834 617	1 717 511
Comptes à terme	937 859	1 022 150
Comptes en dinars convertibles	77 002	80 283
Comptes en devises	232 764	285 047
Placements en devises	213 127	220 676
Bons de caisse	281 987	294 859
Autres sommes dues à la clientèle	138 239	138 721
Dettes rattachées	19 395	17 900
Certificats de dépôts	120 000	152 000
Total	5 240 145	5 009 946

Les applicatifs utilisés pour la gestion des placements clientèles en devises et en dinars ne permettent pas de retracer toutes les opérations effectuées par la banque.

Note 4.10 – Emprunts et ressources spéciales

Le solde de ce poste s'élève à 471 062 mD au 31/12/2011 contre 475 625 mD au 31/12/2010 et se répartit comme suit:

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Emprunts obligataires & privés	248 108	192 505
Ressources spéciales (1)	207 702	268 151
Dettes rattachées (2)	15 252	14 970
Total	471 062	475 625

(1) la baisse des ressources spéciales s'explique essentiellement par la comptabilisation de la mise en jeu de la garantie de l'État au titre de la couverture des échéances de 2012 à 2014 de certaines lignes de crédits extérieurs.

(2) A partir du 31/12/2011 les intérêts à payer sont présentés au niveau de la rubrique dettes rattachées. Les chiffres de 31/12/2010 ont été retraités pour les besoins de la comparabilité.

Certains comptes de ressources budgétaires dont la gestion est attribuée par l'Etat Tunisien à la Société Tunisienne de Banque ne sont pas justifiés au 31/12/2011.

Note 4.11 – Autres passifs

Ce poste totalise 539 178 mD au 31/12/2011 contre 542 104 mD au 31/12/2010 :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Provisions pour passifs et charges (1)	86 982	76 050
Etat, impôts, taxes et dettes sociales (2)	15 940	15 749
Effets financiers non échus (3)	153 884	172 915
Agios réservés pris en charge par l'Etat	10 935	11 776
Charges à payer	30 550	29 648
Créditeurs divers	2 977	2 892
Suspens à régulariser	5 915	5 919
Siège, succursales et agences	5 667	11 071
Comptes de régularisation-Passif	61 310	54 172
Valeurs télé-compensées en instance de règlement	109 356	105 198
Ecart de conversion	1 423	2 742
Autres crédits	330	478
Crédits à régulariser	5 947	6 027
Intérêts à recouvrer sur ressources spéciales	13 741	13 768
Différence PF encaissement exigibles après encaissement	34 221	33 699
Total	539 178	542 104

64

(1) Les provisions pour passifs et charges constituées par la banque au terme de l'exercice 2011 s'élèvent à 86.982 mD contre 76.050 mD au terme de l'exercice précédent. Les provisions constituées couvrent les risques sur les éléments du hors bilan et des risques divers, et se détaillent comme suit :

Libellé	Provisions au 31/12/10	Reprises	Dotations	Modification comptable	Réaffectation et correction	Provisions au 31/12/11
Prov sur E/S	16 430	-1 374	2 831		424	18 311
Prov pour risques divers (*)	59 620	-6 965	7 277	8 737		68 671
Total	76 050	- 8 339	10 108	8 737	424	86 982

(*) Suite à la notification des résultats de la vérification approfondie dont a fait l'objet la STB en 2009 et couvrant la période 1994-2008, une provision pour risques a été comptabilisée à hauteur de 13.7 millions de Dinars. Notons que l'administration fiscale a accepté de réviser certains chefs de redressement après opposition de la STB ramenant le montant du redressement de 31.778 MD à 13.7 MD. Ce montant a été réglé par la STB courant le mois de juin 2012.

(2) cette rubrique se détaille comme suit :

En mD

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
TVA	1 603	1 442
Retenues à la source	5 389	5 886
Fonds de péréquation de change	7 021	6 677
Autres	1 927	1 744
Total	15 940	15 749

(3) cette rubrique se détaille comme suit :

En mD

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Effets financiers moyen terme non échus	60 062	52 018
Effets financiers court terme non échus	67 473	91 572
Effets financiers sur intérêts moyen terme non échus	25 801	28 773
Effets financiers non échus reçus de la compensation	548	551
Total	153 884	172 915

- La rubrique portefeuille encaissement exigible après encaissement présente un solde de 34.221 MD. Ce solde est le résultat de la compensation entre plusieurs comptes d'actif et de passif relatifs aux valeurs à l'encaissement et les valeurs exigibles après encaissement.

Le détail de cette rubrique se présente comme suit :

En mD

VALEURS A L'ENCAISSEMENT		108 035 580 025
20 319 070	CH. ESC. PAY/ETRANGER	0
37 610 000	STOCK DE BIL. MUT.A L'ENC	11 670 426
38 111 010	CH/TND/RECETT/CORRESPOND	-12 650 043
38 111 020	CH/TND/RECETT/RESEAU	90 163 812
38 111 040	CHEQUES PLACE	15 970 167
38 111 090	CH/DEV/RECETT/RESEAU	29 432 756
38 111 110	Comptes d'encaissement BNDT	0
38 111 120	Comptes d'encaissement BDET	6 166 416
38 112 010	CH.A L'ENC.PAY.EN TSIE	1 151 586 771
38 112 020	CH.A L'ENC.PAY/ETRANGER	-366 486 074

38 112 040	CHEQ DEVICES RECUS DES BANQUES	0
38 112 050	CHEQ DEVICES RECUS DES CORRESPONDANTS	0
38 112 060	TRAVELLER CHEQ RECUS A L'ENCAISSEMENT	0
38 112 090	CH/DEV/RECU/ENCAISSEMENT	306 131 197
38 113 050	CH.ESC.ENVOYES EN RECOUV.AG.STB	0
38 113 080	CH/DEV/ENV/REC/COR/LOCAUX	6 777 923 080
38 113 100	CH/DEV/ENV/REC/COR/ETRANG	6 396 670 294
38 121 010	EFF/TND/REC/CORRESPONDANT	15 531 158
38 122 010	EFF/COMM/ECHU/L'ENCAISSEM	-38 283 226
38 122 020	EFFETS NON ECHUS A L'ENC.	74 279 119 451
38 122 050	EFF.T.LEASING N.ECHU.ENC	0
38 122 060	EFF. DEV REC ENCAISSEMENT	554 296
38 122 090	REM.DOC.IMP A L'ENCAISSEMENT	0
38 131 050	CH/DEV/ENCAISS/RET/IMPAY	-6 267 228 182
38 142 030	VI/RECU A EXECUTER	162 982 812
38 142 050	EXIGIBLE/PRELEVEM/BANCAIR	0
38 151 000	CH.COMP.NON ENCORE IMPUTE	9 233 162 211
38 152 000	CH.ET EFF.A REJE. EN COMP	-203 307
38 161 070	CPT/CORR/EXIG/REG/CH DEV	-8 524 419
38 444 010	CHQ/A/ENCAISSMT/CPT/DEV	5 900 050
38 444 030	CHQ/RECETTE/RESEAU/CPT DV	202 739
38 444 040	CHQ/RECET/CORR/LOC/CPT DV	-1 898 432 864
38 741 010	EF.EN ATT.DE PRES.EN COMP	-156 623 203
38 742 020	EFF.ECH.RECUS DE LA COMP.	80 028
38 743 000	VALEURS A COMPENSER	-49 300
38 751 320	COMPENSATION INTERNE CHE	4 064 002 512
16 311 010	BANQUE N/PRESENT/CHEQUES	14 212 973 379
16 311 030	BANQUE N/PRESENT/PRELEVEM	23 837 088
	VALEURS EXIGIBLES APRES ENCAISSEMENT	142 256 366 375
38 111 100	CH/DEV/RECETT/CORRESPOND	-8 524 419
38 121 110	EFF.DEVISE REC DU RESEAU	-2 274 847
38 123 040	EF.BRUL.ESC.ENVOY. RECOUV	-86 411 492
38 126 020	VIR.ET CH.CCP A COMPENSER	0
38 141 030	ORDRE VI/RECU A EXECUTER	0
38 141 040	PRELEVEM/BANCAIR/EXECUTER	0
38 142 020	VI/RECU/ATTENTE AFFECTATI	107 116 308
38 142 040	VI/ORDONNE/ATTENT/AFFECTA	390 405 538
38 153 010	CH.ET DEV A REJ RESEAU	0
38 161 010	CPT/CORR/EXIG/REG/CH/TND	651 780
38 161 040	CPT/CORR/EXIG/REG/EFF/TND	15 531 158
38 163 010	C.CL.EXG/ENC. DE CHEQUES	69 709 550
38 163 020	C.CL.EXG/ENG.CH.DE VOYAGE	0

38 163 030	CPT /CLT/EXIG/ENCAIT/E/C	9 872 117
38 163 040	EXG/ENC.CH.ET EFFECH.	58 057 538 560
38 163 050	C.CL.EXG/ENC.EFF.N.ECHUS	76 117 522 990
38 163 080	DEP/CH/DEV/IMP/A/RET/REM	-6 267 228 182
38 163 110	CPT.CL.EXIG.ENC.CH.DEVAG	-134 400
38 163 130	DEP CHEQ DEV RECUS DES BANQUES	0
38 163 140	DEP CHEQ DEV RECUS DES CORRESPONDANTS	0
38 163 150	DEP REMISES IMPORT ENCAISEMENTS	0
38 163 170	CPT/CLT/EXIG/A/ENC/CH/DEV	13 484 258 725
38 163 180	CPT/CLT/EXIG/A/ENC/CH/DEV	554 296
38 163 190	DEP/CH/IMP/A RET/REMETTA	32 725 045
38 544 010	EXIG/AP/ENC/CH/STB/CP/DEV	16 415 521
38 544 020	EXIG/AP/ENC/CH/ABQ/CP/DEV	200 828 969
38 544 030	EXIG/AP/ENC/CH/BQ/ETR/DEV	114 397 066
38 751 770	LET/CHG/TELECOMP/CIRCULA	3 412 092
38 751 780	LET/CHG/REFUS/SYS/TELECOM	0
		-34 220 786 350

Note 4.12 – Capitaux propres

A la date de clôture, le capital social s'élève à 124 300 mD. Il est composé de 24 860 000 actions d'une valeur nominale de 5 DT libéré en totalité. Les mouvements sur les capitaux propres de la Banque se détaillent comme suit :

Rubrique	Solde avant affectation au 31/12/2010	Affectation résultat 2010	Solde après affectation au 31/12/11	Autres imputations	Solde au 31/12/2010
Capital	124 300		124 300	0	124 300
Réserves	315 846	14 809	330 655	680	331 335
Prime de fusion	26 787		26 787	0	26 787
Actions propres	220		220	-3 071	-2 851
Autres capitaux propres (3)	37 324		37 324	0	37 324
Dotation de l'ÉTAT (1)				117 000	117 000
Résultats reportés	10	-10	0	-117 277	-117 277
Modifications comptables (2)				-117 277	-117 277
Résultat de l'exercice	14 799	-14 799	0	11 387	11 387
Total	519 286	0	519 286	8 719	528 005

(1) Il s'agit de la Dotation de l'État dont a bénéficié la STB au titre de la mise en jeu de la garantie de l'État en matière de remboursement des échéances des lignes des crédits extérieures suivantes :

Ligne	Encours 2011	Encours 2010	Échéances payées en 2011		Échéances à payer 2012-2014		Garantie de l'État	
			Principal	Intérêt	Principal	Intérêt	Principal	Intérêt
EMP BEI P . G .E.T.II/ BNDT	15 498	17 801	2 303	961	7 715	2 072	10 018	3 033
EMPRT . BAD 6/ EX -BNDT	18	35 900	17 950	648	17 950	643	35 900	1 291
EMP GSI /EX BNDT	95 624	95 624	-	4 542	-	13 626	-	18 169
EMP BAD 7EME LIGNE BDET	37 974	48 824	10 850	2 102	32 550	3 347	43 399	5 449
Total	149 115	198 149	31 102	8 253	58 215	19 688	89 317	27 941

En vertu de la loi approuvée par l'Assemblée Nationale Constituante, la STB a constaté parmi ses capitaux propres une dotation de l'Etat d'un montant de 117 millions de Dinars assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la Banque.

(2) Il s'agit de l'effet net d'impôt de la constatation des couvertures complémentaires des risques relatifs à des exercices antérieures.

(3) Il s'agit des réserves de réévaluation pour un montant de 37 324 mD (terrains :15 328 mD et immeubles d'exploitation : 21 996 mD).

Note 4.13 – Passifs éventuels

Le poste passif éventuel composé des rubriques « Cautions, avals et autres garanties données » et « crédits documentaires » se détaille au 31 Décembre 2011 des éléments suivants :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Cautions et avals d'ordre de la clientèle	608 786	787 753
Autres garanties irrévocables, inconditionnelles d'ordre des banques	467 592	495 223
Total cautions, avals et autres garanties données	1 076 378	1 282 976
Crédits documentaires et acceptations import	526 026	946 052
Crédits documentaires et acceptations export	82 310	66 182
Total crédits documentaires	608 336	1 012 234
Total passifs éventuels	1 684 714	2 295 210

Les comptes des engagements hors bilan ne sont pas justifiés et ne reflètent pas d'une manière fiable et exhaustive les engagements réels de la banque. Par conséquent et afin de pallier à cette situation, l'état des engagements hors bilan est élaboré à partir des déclarations extra-comptables.

Note 4.14 – Engagements de financement donnés

Le poste « Engagements de financement donnés » se compose au 31 Décembre 2011 des engagements de financement et des engagements de remboursement de l'Etat pour un montant de 189.776 mD contre 240.655 mD au 31 Décembre 2010.

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Engagements de financement	171 909	204 849
Engagements de remboursement de l'Etat (1)	17 867	35 806
Total	189 776	240 655

(1) : Il s'agit de l'engagement de remboursement par la « S.T.B » de la ligne spéciale BAD 6 pris en charge par l'Etat en 2003 et ce à hauteur du montant non encore reconstitué au 31 Décembre 2011.

Note 4.15 – Garanties reçues

Le solde du poste « Garanties reçues » s'élève au 31 Décembre 2011 à 1 572 563 mD contre 2 013 915 mD au 31 Décembre 2010 :

69

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Contre garanties reçus des Banques installées à l'étranger	831 988	1 095 052
Garanties reçues des Banques et des établissements financiers installés en Tunisie	32 372	290 527
Garanties reçues de l'Etat et des organismes d'assurance	500 635	452 890
Garanties reçues de la clientèle	207 568	175 446
Total	1 572 563	2 013 915

Les contre-garanties reçues des banques sont présentées en passifs éventuels et en garanties reçues des banques.

- Il s'agit pour cette rubrique des chiffres extracomptables communiqués par les différentes directions de la Banque.

- Les garanties réelles reçues auprès de la clientèle en couverture des concours octroyés ne sont pas prises en compte au niveau de l'hors bilan.

Note 4.16 – Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés s'élèvent au 31 Décembre 2011 à 321.379 mD contre 333.801 mD au 31 Décembre 2010 et s'analysent comme suit :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Intérêts sur créances sur les établissements bancaires et financiers	19 182	15 338
Intérêts sur créances sur la clientèle	287 998	301 747
Revenus assimilés	14 199	16 716
Total	321 379	333 801

Note 4.17 – Commissions (en produits)

Le montant des commissions s'élève au 31 Décembre 2011 à 56.920 mD contre 56.759 mD au 31 Décembre 2010 et s'analyse comme suit :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Chèques, effets, virements et tenue de compte	22 901	20 701
Opérations sur titres	847	701
Opérations de change	8 072	9 194
Opérations de commerce extérieur	1 453	1 579
Coffre-fort	29	29
Etudes	8 785	9 917
Autres	14 833	14 637
Total	56 920	56 759

Note 4.18 – Gains sur portefeuille titre commercial et opérations financières

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2011 à 19 711 mD contre 15 612 mD au 31 Décembre 2010 et s'analyse comme suit :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Gains nets sur titres de transaction	3 126	95
Gains nets sur titres de placement	2 033	580
Gains nets sur opérations de change	14 552	14 937
Total	19 711	15 612

Les gains nets sur titres de transaction sont répartis comme suit :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Gains sur cession BTCT et BTA	1 631	507
Intérêts sur BTCT	2 029	81
Pertes sur cession BTCT et BTA	-534	-493
Total	3 126	95

Les gains nets sur titres de placement sont répartis comme suit :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Intérêts et revenus assimilés	2 033	580
Dividendes et revenus assimilés	0	0
Total	2 033	580

Note 4.19 – Revenus sur portefeuille titres d'investissement

Les revenus sur portefeuille titres d'investissement s'élèvent au 31 Décembre 2011 à 9 305 mD contre 7 441 mD au 31 Décembre 2010 et s'analysent comme suit :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Intérêts et revenus assimilés sur titres d'investissement	1 547	892
Dividendes et revenus assimilés sur titres de participations	7 758	6 549
Total	9 305	7 441

Note 4.20 – Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées s'élèvent au 31 Décembre 2011 à 182 117 mD contre 166 005 mD au 31 Décembre 2010 et se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Opérations avec les établissements bancaires	15 929	7 373
Opérations avec la clientèle	140 256	131 033
Emprunts et ressources spéciales	25 884	27 552
Autres intérêts et charges	48	47
Total	182 117	166 005

Note 4.21 – Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
- Dotations aux provisions	-116 861	-139 864
- Reprises de provisions	37 522	31 641
- Reprises d'agios/créances abandonnées	6 060	18 033
- Créances passées par pertes	-11 046	-28 655
- Reprises de provisions sur créances passées par pertes	1 980	17 394
Total	-82 345	-101 451

Note 4.22 – Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Au 31 Décembre 2011, le solde de ce poste se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
- Reprises sur provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	2 561	11 345
- Reprises sur provisions sur fonds gérés	0	1 396
- Plus values ou moins values de cession du portefeuille d'investissement	634	-2 101
- Dotations/provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	-3 925	-6 716
- Pertes sur fonds SICAR	-224	-903
Total	-954	3 021

Note 4.23 – Frais de personnel

Les frais de personnel ont atteint au 31 Décembre 2011 un total de 94 215 mD contre 87 539 mD au 31 Décembre 2010, détaillés comme suit :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Rémunération du personnel	71 322	65 966
Charges sociales	21 034	19 792
Autres charges liées au personnel	1 859	1 781
Total	94 215	87 539

Note 4.24 – Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation ont atteint au 31 Décembre 2011 un total de 20 295 mD contre 24 838 mD au 31 Décembre 2010, détaillées comme suit :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Loyer	2 076	2 219
Entretiens et réparations confiés à des tiers	1 949	2 008
Travaux et façons exécutés par des tiers	3 898	4 868
Primes d'assurance	533	545
Autres	2 008	2 493
Impôts et taxes	970	238
Fournitures faites à l'entreprise	1 181	1 428
Rémunération d'intermédiaire et honoraire	372	302
Transport et déplacement	261	381
Frais divers de gestion	7 047	10 356
Total	20 295	24 838

Note 4.25 : Effets des modifications comptables

Le détail des modifications comptables se présente comme suit :

Libellé	Modification comptable brute	Effet de l'impôt	Effet modification comptables net d'impôt
Provisions sur engagements	140 158	41 626	98 532
Provisions sur fonds gérés Sicar	10 008	0	10 008
Provisions pour risque fiscal	8 737	0	8 737
Total	158 903	41 626	117 277

Note 4.26 : Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice 2011 s'élève à 8 489 mD contre 14 572 mD en 2010 soit une baisse de 6 083 mD qui s'explique comme suit:

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Base imposable avant déduction des provisions	134 551	187 451
Provisions déductibles (1)	110 296	125 483
Résultat fiscal	24 255	61 108
Réinvestissement exonéré	0	19 974
Impôt sur les sociétés	8 489	14 572

Note 4.27 : Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités de la Banque ont atteint au 31 Décembre 2011, un solde de 189 664 mD contre 288 421 mD au 31 Décembre 2010, détaillés comme suit:

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Caisse, CCP et reprise de liquidité	30 543	29 551
BCT	-53 205	187 562
Banques et organismes spécialisés	-35 378	-49 114
Prêts emprunts sur le marché monétaire	174 127	115 625
Titres de transactions	73 577	4 797
Total	189 664	288 421



Rapport Général des Commissaires aux Comptes Relatifs à l'exercice Clos Le 31 Decembre 2011

I. Rapport sur les états financiers annuels

Nous avons procédé à l'audit des états financiers ci-joints de la Société Tunisienne de Banque (STB), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2011, l'état des engagements hors bilan, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

1. Responsabilité de la Direction pour les états financiers

Les organes de Direction et d'Administration de la Banque sont responsables de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers conformément au Système Comptable des Entreprises en Tunisie. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

2. Responsabilité des commissaires aux comptes

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. A l'exception des questions évoquées au paragraphe 3.1, nous avons effectué notre audit conformément aux normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles d'éthique et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives résultant de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les états financiers ci-joints, qui couvrent la période allant du 1er Janvier au 31 Décembre 2011, font apparaître un total bilan net de 7 072 millions de dinars, un résultat de l'exercice positif de 11 millions de dinars compte non tenu des modifications comptables, des modifications comptables, nettes de l'effet d'impôt, de 117 millions de dinars constatées en diminution des capitaux propres d'ouverture et un résultat après modifications comptables négatif de 106 millions de dinars.

Ces modifications comptables apportées aux capitaux propres d'ouverture, qui s'élèvent en brut à 159 millions de dinars, ont généré un actif d'impôt de l'ordre de 42 millions de dinars considéré par la banque sous l'hypothèse de sa capacité de réaliser des bénéfices futurs à même de résorber cet actif d'impôt.

3. Justification de l'opinion avec réserves

3.1 Nos travaux d'audit ont été limités par :

- La non exhaustivité de la base de données des garanties reçues par la STB ainsi que l'indisponibilité de documentations (inscription d'hypothèque, engagement d'inscription AFI, AFT, rapports d'expertise...) justifiant la valeur de certaines garanties réelles retenues par la STB;



- L'absence de réponses à nos demandes d'informations sur les litiges en cours par les avocats mandatés par la STB ;
- L'absence d'informations valablement restituées par le système comptable au titre des engagements hors bilan. L'état des engagements hors bilan a été arrêté d'une manière extracomptable sur la base de situations communiquées par les structures internes à la STB ;

Aussi, les garanties réelles reçues par la STB en couverture des risques encourus sur sa clientèle ne sont pas prises en compte au niveau de la rubrique « Garanties reçues », et ce, comme il a été ci-haut reporté, faute d'un inventaire exhaustif de ces garanties ;

- L'absence d'une comptabilité multidevises, autonome tenue en devise selon un système dit en partie double ;

Ce qui ne permet pas d'identifier clairement l'impact des opérations effectuées en devises sur le résultat de la période.

3.2 Ainsi qu'il a été donné en informations au niveau de la note 3.1, l'audit de l'exercice 2011 a mis en évidence l'existence de risques provenant des exercices antérieurs insuffisamment couverts par des provisions. En couverture de ces risques, des provisions pour un montant de 159 millions de dinars, dont l'impact sur les modifications comptables portées en diminution des capitaux propres d'ouverture est de 117 millions de dinars, ont été constatées et se détaillent comme suit :

- Couverture des risques liés aux engagements de la banque pour 140 millions de dinars;
- Insuffisances de provisions sur les fonds gérés par la STB SICAR pour 10 millions de dinars;
- Complément de provisions en couverture du risque fiscal pour 9 millions de dinars.

Les modifications comptables, constatées en ajustement des capitaux propres d'ouverture, n'ont pas donné lieu au retraitement en proforma des états financiers de l'exercice 2010 présentés à titre comparatif et ce pour des limites inhérentes au système d'information de la banque qui ne permet pas de rattacher les provisions complémentaires aux exercices appropriés.

En conséquence, et eu égard au caractère substantiel des ajustements apportés aux capitaux propres d'ouverture, nous estimons que les tendances de la situation financière et des performances de la Banque ne sont pas à établir avec les données comparatives non retraitées de l'exercice 2010.

3.3 Des garanties pour une valeur de 97 millions de dinars retenues pour l'estimation des provisions relatives à des créances classées ne sont pas appuyées par les justificatifs requis par les circulaires de la BCT. Les dossiers relatifs à ces garanties sont en cours de traitement par les services juridiques de la banque.

L'impact final, des travaux en cours, sur le provisionnement requis ne peut, actuellement, pas être estimé.

3.4 Le tableau des engagements comporte des garanties réelles pour 781 millions de dinars considérées par la banque pour l'estimation des provisions relatives à des actifs compromis (créances classées 4 et 5 et principalement relatives au secteur touristique) dont 180 millions de dinars remontent à l'exercice 2001 et antérieurs.

L'ancienneté de ces garanties est de nature à remettre en cause l'hypothèse de la liquidation rapide sur le marché telle qu'exigée par l'article 10 de la circulaire n°91-24 de la BCT pour la considération de ces garanties.

L'estimation des corrections à apporter à la juste valeur de ces garanties, et conséquemment des provisions complémentaires à constituer, requière, à notre avis, de nouvelles expertises indépendantes et la reconsidération au niveau du tableau des engagements des éléments juridiques et procéduraux d'empêchement à la réalisation.

3.5 Les capitaux propres de la banque comportent un compte intitulé « réserves pour fonds social » qui représente les montants affectés au financement des activités fonds social. Le rapprochement du solde de ce compte qui s'élève à 6 millions de dinars avec les encours des prêts sur fonds social qui s'élèvent à 24 millions de dinars dégage un déséquilibre entre les ressources et les emplois pour 18 millions de dinars dont l'origine n'a pas pu être justifié par la banque.





3.6 La STB ne comptabilise pas les provisions pour indemnités de départ à la retraite (six mensualités) et autres avantages postérieurs à l'emploi (couverture assurance groupe) découlant de la convention collective nationale du personnel des banques et des établissements financiers. Le montant de cette provision est estimé à 28 millions de dinars dont 26 millions de dinars devaient être constatés en déduction des capitaux propres d'ouverture et 2 millions de dinars en charges de l'exercice.

3.7 Contrairement aux dispositions de l'article 17 de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, portant promulgation du Système Comptable des Entreprises, la STB n'a pas procédé en 2011 à l'inventaire physique de ses immobilisations qui s'élèvent en net à 80 millions de dinars.

Nous rappelons dans ce cadre, que la Banque a entamé au cours de l'exercice 2009, une opération d'inventaire pour l'ensemble de ses immobilisations. Le résultat de cette opération devrait être rapproché aux données comptables afin de dégager les écarts éventuels et les ajustements à traduire dans les comptes.

Faute de ce rapprochement, nous ne sommes pas en mesure de certifier l'existence physique des immobilisations inscrites au bilan de la STB ni d'estimer l'effet des ajustements sur les capitaux propres, qui le cas échéant, pourraient se révéler nécessaires si l'inventaire physique a été réalisé et rapproché avec la comptabilité.

3.8 Ainsi qu'il a été donné en informations au niveau des notes 4.1-4.2-4.7-4.8 & 4.11, les rubriques «Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT », « Créances sur les établissements bancaires et financiers» et «Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers» comportent des comptes qui présentent des suspens anciens non apurés se rapportant principalement aux comptes BCT Dinars, BCT Devises et correspondants devises.

Aussi, les comptes «correspondants locaux » et le compte intitulé «BCT compte BDET / BNDT» présentent des soldes anciens figés et non rapprochés.

De même, certains comptes au niveau des rubriques « Autres actifs » et « Autres passifs» présentent des soldes figés et des suspens se rapportant principalement aux comptes inter-sièges (en dinars et en devises).

En attendant, les résultats des travaux d'apurement entamés par les commissions constituées à cet effet, nous ne sommes pas en mesure d'établir que ces comptes ne contiennent pas d'anomalies significatives provenant d'erreurs ou d'opérations non autorisées, ni d'estimer l'effet des ajustements sur les capitaux propres de la banque que les travaux d'apurement pourraient, le cas échéant, mettre en évidence.

Opinion avec réserves

A notre avis, sous réserve des incidences des questions évoquées aux paragraphes 3.1 à 3.8, les états financiers, ci joints, présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société Tunisienne de Banque «STB» au 31 décembre 2011, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Paragraphes d'observation

Sans remettre en cause notre opinion ci-haut exprimée, nous estimons utile d'attirer votre attention sur les points suivants :

1. Les engagements des membres de la famille du président déchu et de leurs alliés ainsi que les sociétés qu'ils contrôlent, suivant le dernier périmètre arrêté par la Banque Centrale de Tunisie, s'élèvent au 31 décembre 2011 à 432 millions de dinars représentant 6% du total engagement de la STB. Des provisions de 18,5 millions de dinars ont été constituées pour couvrir les risques encourus sur ces relations.

2. Par référence aux termes de la circulaire n° 2011-04 du 12 avril 2011 relative aux mesures conjoncturelles de soutien aux entreprises économiques, et de la circulaire n° 2012-02 du 11 janvier 2012 complétée par la note aux établissements de crédit n° 2012-08 du 2 mars 2012, relatives à l'évaluation des engagements dans le cadre desdites mesures, les engagements des entreprises ayant bénéficié des mesures de soutien, ont été maintenus parmi les actifs courants ou nécessitant un suivi particulier. Une provision dite «collective»



s'élevant à 54 millions de dinars a été constituée par prélèvement sur les résultats de l'exercice pour couvrir les risques latents sur ces engagements courants.

3. Les actifs de la banque comportent des engagements importants, non couverts par des garanties suffisantes, envers des entreprises publiques qui connaissent des difficultés financières. L'évaluation des risques inhérents à ces engagements est tributaire de la concrétisation des plans de restructuration de ces entreprises.

4. En application des dispositions de l'article 270 du code des sociétés commerciales, nous avons révélé au Procureur de la République, en date du 18 janvier 2012 certains faits délictueux mis en évidence par nos travaux d'audit. Ils se rapportent à l'octroi de mainlevée avant le remboursement du crédit accordé malgré l'existence d'impayés.

5. En vertu de la Loi approuvée par l'Assemblée Nationale Constituante courant septembre 2012, la STB a constaté, au cours de l'exercice 2011, parmi ses capitaux propres une dotation de l'Etat d'un montant de 117 millions de dinars assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque.

II. Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

1. En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons procédé à l'examen du rapport du Conseil d'Administration destiné à l'Assemblée Générale Ordinaire. Les informations sur les comptes contenues dans ledit rapport appellent les mêmes observations exprimées dans le paragraphe « justification de l'opinion avec réserves ».

2. En application des dispositions de l'article 266 (alinéa 2) du Code des Sociétés Commerciales et de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé à l'appréciation de l'efficacité du système de contrôle interne.

Nos rapports, traitant respectivement du contrôle interne et du système d'information, font état d'insuffisances susceptibles d'impacter l'efficacité du système de contrôle interne.

3. En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la Banque avec la réglementation en vigueur. Nous avons relevé le défaut de signature et de dépôt auprès du Conseil du Marché Financier (CMF) du cahier des charges prévu par l'arrêté du Ministre des Finances du 28 août 2006.

4. La STB affiche au 31 décembre 2011 un ratio de liquidité, rapport entre l'actif réalisable et le passif exigible, de 89,47 % soit une insuffisance de 10,53 % par rapport au minimum de 100% prévu par l'article 13 de la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991.

Tunis, le 25 septembre 2012

Les Co-commissaires aux comptes

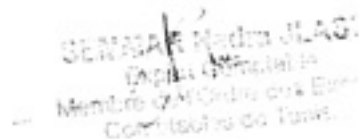
CFA

Fathi Saidi



Groupement SNJ-IMAC

Nedra Jlassi Semmar





Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes Relatifs à l'exercice Clos Le 31 Decembre 2011

En application des dispositions de l'article 29 de la loi n°65-2001 du 10 juillet 2001, relative aux établissements de crédit, et des articles 200 et 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par ces textes. Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers.

Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues lors de la mise en œuvre de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I. Conventions et opérations nouvellement réalisées

1. En vertu de la Loi approuvée par l'Assemblée Nationale Constituante courant septembre 2012, la STB a constaté, au cours de l'exercice 2011 parmi ses capitaux propres une dotation de l'Etat d'un montant de 117 millions de dinars assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque.

2. La société Tunisienne de Banque «STB» a conclu, en date du 1er novembre 2011, avec sa filiale la société Tunisienne de Recouvrement des Créances «STRC», une convention ayant pour objet de fixer les modalités de remboursement de l'encours du compte courant associés «CCA-STRC». Les principales dispositions de cette convention se résument comme suit :

- Le montant logé dans le CCA-STRC au 31 décembre 2010 soit la somme de 108 817 mDT produira des intérêts aux profits de la STB aux taux de TMM+0.5%. Ces intérêts commenceront à courir à partir du 1er janvier 2011 et seront calculés sur la base du capital restant du et payable le 31 décembre de chaque année ;
- L'amortissement du principal de la dette se fera en fonction des recouvrements effectués par la STRC durant l'année.

Dans le cadre de cette convention et au titre de l'exercice 2011, les intérêts calculés par la STB se sont élevés à 5 033 mDT.



Au 31 décembre 2011, le solde du compte courant associés «CCA-STRC », objet de ladite convention, tel qu'il figure au niveau des états financiers, est de 93 850 mDT.

3. La société Tunisienne de Banque «STB» a conclu, en date de 08 décembre 2011, avec sa filiale SOFI-ELAN, un contrat de bail qui porte sur la location de quatre bureaux avec une place de parking à la cité de sciences, pour une période de deux ans, commençant à courir à partir du 1^{er} décembre 2011 au 30 novembre 2013, renouvelable par tacite reconduction.

Le montant du loyer des locaux sus -indiqués est fixé à 5 227 DT par an, Hors TVA, payable par trimestre et d'avance.

Ce loyer fera l'objet d'une majoration de 5% tous les deux ans à compter de la troisième année de location, la base de calcul de chaque majoration sera le dernier loyer majoré.

II. Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures

4. Antérieurement à l'exercice audité, la STB a signé avec sa filiale STB SICAR plusieurs conventions de gestion de fonds à capital risque. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :



Fonds gérés	Date souscription	Montant souscrit 31/12/2011	En-cours au
Fonds gérés STB 1	1999	8 000	6 829
Fonds gérés STB 2	2000	8 000	9 635
Fonds gérés STB 3	2001	5 000	5 892
Fonds gérés STB 4	2002	6 500	7 626
Fonds gérés STB 5	2003	6 824	8 262
Fonds gérés STB 6	2005	2 707	2 793
Fonds gérés STB 7	2006	800	859
Fonds gérés STB 8	2007	9 371	10 578
Fonds gérés STB 9	2008	4 800	5 032
Fonds gérés STB 10	2008	8 748	8 889
Fonds gérés STB 11	2009	6 000	6 387
Fonds gérés STB 12	2009	9 898	10 374
Fonds gérés STB 13	2010	10 000	10 259
Fonds gérés ID STB 1	2002	2 000	2 635
Fonds gérés ID STB 2	2002	2 000	2 441
Fonds gérés ID STB 3	2003	5 436	6 634
Fonds gérés ID STB 4	2005	360	385
Fonds gérés ID STB 5	2006	1 133	1 366
Fonds gérés ID STB 6	2007	4 000	4 418
Total		101 577	111 293



Rapport des Commissaires

Les conditions de rémunération de la STB SICAR, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- ❑ Commission de gestion de 1% prélevée sur les actifs valorisés à la date de clôture du fonds géré payée préalablement à la déduction de tous frais et commissions avec un minimum de 1% du montant des fonds alloués par an ;
- ❑ Commission de performance de 10% à 20% calculée sur les plus-values réalisées sur les cessions d'actions ou de parts sociales et des dividendes servis ;
- ❑ Commission de rendement de 10% décomptée sur les produits des placements réalisés par les fonds.

Au cours de l'exercice 2011, la STB a comptabilisé une charge globale de 1 372 500 DT au titre de ces différentes commissions.

5. En vertu de conventions conclues avec la SICAV l'épargnant, la SICAV Investisseur et la SICAV Avenir, la STB assure la fonction de dépositaire de titres et de fonds pour ces SICAV.

En rémunération des prestations fournies à ce titre, la banque perçoit les commissions suivantes :

- ❑ 0,05% (hors taxes) du montant de l'actif net de la SICAV l'épargnant calculé quotidiennement. La commission relative à l'exercice 2011 s'élève à 384 041DT TTC.

Le montant net encaissé au cours de l'exercice 2011 s'élève à 323 007 DT ;

- ❑ 0.1% (hors taxes) du montant de l'actif net de la SICAV l'investisseur calculé quotidiennement. La commission relative à l'exercice en 2011 s'élève à 1 496 DT.

Le montant net encaissé au cours de l'exercice 2011 s'élève à 1 280 DT.

- ❑ 1 000 DT (hors taxes), commission fixe versée annuellement par la SICAV Avenir.

6. La STB loue à ses filiales STRC, STB invest, STB manager, et SOFIGES. certains de ses locaux.

Les conditions annuelles des contrats de location de ses locaux se détaillent comme suit :

(En dinars)

Filiales	Montant du loyer : annuel en Dinars :	Date début : de location :	Majoration : par année :	Date de début de la : majoration :	loyer 2011 TTC
STRC 1 er étage	10000 (TTC) :	01/07/2004 :	5% :	deuxième année de la location :	13 736
STRC 2 ème étage	10000 (TTC) :	01/09/2001 :	5% :	deuxième année de la location :	15 707
STRC 3 ème étage	10000 (TTC) :	01/05/2005 :	5% :	deuxième année de la location :	13 241
STB INVEST	8400 (HTVA) :	01/07/2004 :	5% :	deuxième année de la location :	13 610
STB MANAGER	5400 (HTVA) :	01/01/2003 :	5% :	deuxième année de la location :	7 061
SOFIGES	27875 (HTVA) :	01/01/2010 :	5% (tous les deux ans) :	troisième année de la location :	32 893
TOTAL					96 248



7. Les concours bancaires accordés par la STB à ses administrateurs totalisent, au 31 décembre 2011, un montant de 176 430 682 DT, réparti comme suit :

Administrateur	Encours au 31/12/2011
ETAP	53 878 736
STAR	1 061 065
GROUPE HAMROUNI ABDELKADER	7 915 616
GROUPE KHALFALLAH BECHIR	88 380 233
GROUPE BOUAOUAJA ABDERRAHMAN	25 195 032
TOTAL	176 430 682

III. Obligations et engagements de la STB envers les dirigeants

8. Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) Il § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit

- Les rémunérations de l'ex-Président Directeur Général et du Président Directeur Général actuel ont été fixées par les décisions du Premier Ministre en date, respectivement, du 7 mai 2010 et du 4 juin 2011.

Ces rémunérations se résument au cours de l'exercice audité comme suit

	Président Directeur Général ayant occupé la fonction du 01 janvier 2011 au 02 mai 2011	Président Directeur Général actuel : occupant la fonction depuis le 03 mai 2011 au 31 décembre 2011
Un salaire brut de	:20 160	: 45 410
Un ensemble d'avantages en natures (Voiture de fonction ; Bons d'essence ; Tickets restaurant)	:2 325	: 6 210

- Les rémunérations de l'ex-Président Directeur Général et du Président Directeur Général actuel tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2011, se détaillent comme suit :

	Président Directeur Général ayant occupé la fonction du 01 janvier 2011 au 02 mai 2011	Président Directeur Général actuel : occupant la fonction depuis le 03 mai 2011 au 31 décembre 2011
Un salaire brut de	: 20 160	: 45 410
Un ensemble d'avantages en natures (Voiture de fonction ; Bons d'essence ; Tickets restaurant)	: 2 325	: 6 210
Congés payés	: 5 488	
Prime départ à la retraite	: 40 320	
Provision sur Primes et congés	-	: 5 379
Cotisation sociale	: 2 321	: 4 529
ASSURANCE GROUPE	: 810	: 1 863
Total	: 71 424	: 63 392





Resolution de l'Assemblée Général Ordinaire

• Les rémunérations des Directeurs Généraux Adjoints (l'ex DGA et les deux DGA actuels) ainsi que celles des deux conseillers en fonction, sont fixées par référence aux termes de la convention collective nationale du personnel des banques et des établissements financiers.

• Les obligations et engagements de la STB envers les DGA et conseillers en fonction (pour la période d'exercice de leur fonction au cours de 2011), tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2011, se présentent comme suit (en DT) :

(en dinars)

	Ex-DGA	DGA actuels	Conseillers
Salaire brut	46 264	10 097	10 024
Avantages en nature	3 923	1 270	1 270
Congés payés	5 241	-	-
Prime départ à la retraite	15 724	-	-
Provision sur Primes et congés		16 666	16 559
Cotisation sociale	13 173	2 240	2 195
ASSURANCE GROUPE	1 294	461	460
Total	85 619	30 734	30 508

9. Sur proposition de l'Assemblée Générale ordinaire réunie le 30 juin 2011 les membres du conseil d'administration décident de renoncer aux jetons de présence pour l'exercice 2010.

Toutefois, Un montant relatif à des jetons de présence dus au titre d'exercices antérieurs, figure encore au passif du bilan à la date d'arrêt des comptes de l'exercice 2011 pour 11 151 DT.

Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux d'audit n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des textes de loi sus-indiqués.

Tunis, le 25 septembre 2012

Les Co-commissaires aux comptes





RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE LA SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE

PREMIERE RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire entérine le retard enregistré dans la convocation et la tenue de cette réunion et considère que sa tenue est régulière.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

Après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration relatif à l'exercice 2011 et du rapport général des commissaires aux comptes ainsi que les explications complémentaires fournies, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve le rapport du Conseil d'Administration et les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2011, tels qu'ils lui ont été présentés avec le suivi des insuffisances relevées au niveau du rapport des commissaires aux comptes pour y pallier.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

Après avoir pris acte du rapport spécial des commissaires aux comptes conformément aux dispositions de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales ainsi que l'article 29 de la loi n°2001-65 du 10 juillet 2001, telle que modifiée par la loi 2006-19, relative aux établissements de crédit, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve toutes les opérations rentrant dans le cadre des dispositions desdits articles telles qu'elles ont été présentées.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

Après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration relatif au groupe STB et du rapport général des commissaires aux comptes, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve le rapport du Conseil d'Administration et les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011, tels qu'ils lui ont été présentés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.





Resolution de l'Assemblée Générale Ordinaire

CINQUIEME RESOLUTION

En conséquence, l'Assemblée Générale Ordinaire donne aux membres du Conseil d'Administration quitus entier, définitif et sans réserve de leur gestion relative à l'exercice 2011.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

SIXIEME RESOLUTION

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le résultat de l'exercice 2011, ci-dessous détaillé, en résultats reportés :

	En Dinars
- Résultat bénéficiaire de l'exercice	: 11.386.818,846
- Effet des modifications comptables (net d'impôt)	: -117.276.629,016
- Résultat net après modifications comptables :	-105.889.810,170

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

SEPTIEME RESOLUTION

En application des dispositions de la circulaire BCT N°2011-06 du 20 mai 2011 portant sur le renforcement des règles de bonne gouvernance au sein des établissements de crédit, l'Assemblée Générale Ordinaire décide la reconstitution du Conseil d'Administration et nomme pour une période de trois années qui prendra fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014, les administrateurs suivants :

• Membres représentants de l'Etat :

- Madame Samira GHRIBI
- Madame Amel MEDINI
- Monsieur Noureddine KAABI
- Monsieur Hassen GHANIA

• Membres représentants les entreprises publiques et parapubliques

- Entreprise Tunisienne d'Activité Pétrolière
- La Caisse Nationale de Sécurité Sociale
- La Société Tunisienne d'Assurances et de Réassurances

• Membres représentants le secteur privé

- Monsieur Abdelkader HAMROUNI
- Monsieur Noureddine BOUAOUAJA



• **Membres indépendants :**

- Monsieur Mohamed EL ARBI en tant que Président du Comité Permanent d'Audit Interne
- Monsieur Zouheir BESBES en tant que Président du Comité des Risques

• **Membre représentant les intérêts des actionnaires personnes physiques autres que les actionnaires principaux**

- Monsieur Mohamed DRISS

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe :

- le montant annuel net des jetons de présence à allouer aux membres du Conseil d'Administration à cinq milles dinars (5.000,000 DT) par administrateur et par an;
- le montant relatif aux présidences respectives du Comité des Risques et du Comité Permanent d'Audit Interne à 1.000,000 dinars par président et par séance ;

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité absolue, soit 99,9951%

NEUVIEME RESOLUTION

En application des dispositions de l'article 19 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier telle que modifiée par la loi 99-92 du 17 août 1999 relative à la relance du marché financier et de l'arrêté du Ministre des Finances du

17 novembre 2000, l'Assemblée Générale Ordinaire autorise le Conseil d'Administration à acheter et revendre en bourse les actions de la STB en vue de réguler leurs cours.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

DIXIEME RESOLUTION

Tous les pouvoirs sont donnés au représentant légal de la Banque ou à son mandataire aux fins de procéder aux formalités d'enregistrement, de dépôt et de publicité légales nécessaires.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité



STB BANK

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB

1. PRESENTATION DU PERIMETRE DU GROUPE STB

1.1. PRESENTATION GENERALE DU GROUPE STB

Le groupe STB est composé de 24 sociétés évoluant dans divers secteurs d'activité (recouvrement de créances, gestion des organismes de placement collectif en valeurs mobilières, intermédiation en bourse, hôtellerie, services et immobilier). La société mère, la STB, est un établissement de crédit fondé depuis 1958 et régi par les dispositions de la loi n° 2001-65 du 10 juillet 2001. Elle est cotée en bourse et son capital qui s'élève à 124.300.000 DT est entièrement libéré, et est divisé en 24.860.000 actions ordinaires de valeur nominale égale à 5 DT.

EXERCICE 2011

Le groupe STB exerce essentiellement ses activités au niveau de 4 pôles économiques :

- **Pôle financier :** Ce pôle regroupe les entités agréées dans le cadre de la loi 2001/65 régissant l'activité des établissements de crédit ainsi que les entités dont l'activité en est le prolongement à savoir : l'intermédiation en bourse, la gestion des organismes de placement collectif des valeurs mobilières O.P.C.V.M (Loi n°88-92 du 2-8-88 & Loi n°2001-83 du 24-7-2001) et les SICAR régis par La loi n°95-87 du 30-10-95.
- **Pôle de l'immobilier :** Ce pôle regroupe les entités agréées dans le cadre de la loi n° 90-17 du 26 février 1990 pour exercer à titre professionnel des opérations de lotissement et d'aménagement de terrains destinés principalement à l'habitation ainsi que la construction ou la rénovation d'immeubles collectifs ou semi collectifs à usage d'habitation, commercial, professionnel ou administratif.
- **Pôle touristique :** Ce pôle regroupe les entités agréées pour la gestion des unités hôtelières et touristiques.
- **Pôle des services :** Ce pôle regroupe les entités qui sont spécialisées dans les études, les prestations commerciales et intellectuelles, le conseil et le recouvrement des créances.

1.2. PRESENTATION DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS APPARTENANT AU GROUPE STB

• SONIBANK

La SONIBANK, a été créée en 1990. La STB, co-fondateur de cette Banque, a souscrit au capital initial de 2 milliards de F CFA à hauteur de 25% soit, 500 millions de F CFA correspondant à 1.656 m D et s'est positionnée en actionnaire de référence de cette Banque.

La STB a maintenu son taux de participation lors de la dernière augmentation du capital de cette Banque en date du 29/06/2011 de 5 à 12 milliards de F CFA. La part actuelle de la STB est de 300.000 actions de nominal 10.000 F CFA.

• BANQUE FRANCO TUNISIENNE «BFT»:

Créée en 1879 la Banque Franco Tunisienne « BFT » est une société anonyme ayant pour objet l'exercice de toutes opérations financières et bancaires.

Au 31/12/2011, la STB détient 78,18 % dans le capital de la Banque Franco Tunisienne «BFT» qui s'élève à 5 000 000 DT divisé en 1 000 000 actions de 5 D chacune.

• TUNISIAN FOREIGN BANK «TFB EX UTB» :

Créée en 1977 la Tunisian Foreign Bank « TFB » est une société anonyme ayant pour objet l'exercice de toutes opérations financières et bancaires.

Au 31/12/2011, la STB détient 43,41 % dans le capital de la Tunisian Foreign Bank «TFB» qui s'élève à 49 594 008 Euros divisé en 3 254 200 actions de 15,24 Euros chacune.

• ED DKHILA

Créée en 1966, la Société ED DKHILA a pour objet la création et la gestion d'unités hôtelières et touristiques. Elle exploite depuis 1968 le village de vacances « Résidence Club Skanès » sis à la zone touristique de Monastir.

L'hôtel est donné en location à partir de janvier 2006 pour une durée de 5 ans renouvelables.

Au 31 décembre 2011, la STB détient 61,21% dans le capital de la société ED DKHILA qui s'élève à cette date à 7 500 000 dinars, divisé en 1 500 000 actions de nominal 5 dinars chacune.

• L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE

Créée en 1931, l'Immobilier de l'Avenue est l'une des sociétés de promotion immobilière les plus anciennes du secteur.

Malgré la baisse de la demande et la concurrence rude dans le secteur, l'activité d'exploitation de l'Immobilier de l'Avenue est équilibrée.

Le recentrage de ses activités sur des projets de moyen standing et de logements économiques et de taille maîtrisable a été engagé et doit être appuyé par :

- ▀ une politique de maîtrise des charges
- ▀ un contrôle plus rigoureux des coûts de réalisation
- ▀ une prospection d'opportunité de terrain en vue d'assurer la facilité de la commercialisation

Au 31 décembre 2011, la STB détient 84,71% dans le capital de l'Immobilière de l'Avenue qui s'élève à cette date à 9 400 000 dinars, divisé en 1 880 000 actions de valeur nominale égale à 5 dinars.

• STB INVEST

Créée en 1991, son capital actuel est de 36 000 000 dinars et est divisé en 3 600 000 actions de valeur nominale égale à 10 dinars.

Au 31 décembre 2011, la STB détient 94,39% dans le capital de cette société.

L'objet social de la STB INVEST consiste en la promotion des investissements dans le pays sous le régime des sociétés d'investissement à capital fixe SICAF.

• SICAV L'INVESTISSEUR

Fondée en 1994, la SICAV L'INVESTISSEUR est une société d'investissement à capital variable, ayant pour objet la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières par l'utilisation de ses fonds propres.

La politique de placement de la SICAV L'INVESTISSEUR est orientée principalement vers les valeurs mobilières à revenu fixe et les valeurs à revenu variable, sélectionnées dans des secteurs et des branches économiques diversifiés et accessoirement vers des placements monétaires.

Son objectif est de procurer à ses actionnaires des revenus réguliers et conséquents ainsi qu'une liquidité optimale.

Au 31 décembre 2011, la STB détient 29,32% du capital de la SICAV qui s'élève à cette date à 1 973 milles dinars.

• SICAV L'AVENIR

Créée en 1994, la SICAV L'AVENIR est une société d'investissement à capital variable ayant pour objet la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières par l'utilisation de ses fonds propres.

L'objectif de SICAV L'AVENIR est d'offrir un produit de placement collectif privilégiant, dans la mesure du possible, la sécurité, la liquidité et le rendement.

Son portefeuille est constitué d'obligations et de titres assimilés, d'actions cotées en bourse, d'OPCVM et de liquidités. La structure de ses placements est ajustée en fonction des opportunités du marché, de manière à réaliser ses objectifs.

Au 31 décembre 2011, la STB détient 85,40% dans le capital de la SICAV qui s'élève à cette date à 1 795 milles dinars.

• STB MANAGER

Créée en 2002, son capital actuel est de 500 000 dinars et est divisé en 5 000 actions de valeur nominale égale à 100 dinars. Au 31 décembre 2011, la STB détient 29,96% dans le capital de la STB MANAGER.

L'objet social de la STB MANAGER est la gestion des portefeuilles des organismes de placement collectif en valeurs mobilières du groupe STB.

• SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE RECOUVREMENT DES CRÉANCES

La STRC, créée en 1999, est la première société de recouvrement des créances bancaires agréée dans le cadre de la loi 98-4 du 02 février 1998. L'objet social de la STRC est le recouvrement des créances pour son propre compte et pour le compte d'autrui.

Au 31 décembre 2011, la STB détient 91,35% dans le capital de la STRC qui s'élève à cette date à 37 000 000 dinars, divisé en 370 000 actions de nominal 100 dinars chacune.

• STB SICAR

Créée en 1998, la société d'investissement à capital risque du Groupe, STB SICAR, est une société à capital risque ayant pour objet la prise de participations en rétrocession, pour son propre compte ou pour le compte de tiers dans le capital social des sociétés en vue d'une rétrocession.

Au 31 décembre 2011, la STB détient 55,83% dans le capital de la STB SICAR qui s'élève à 16 945 milles dinars. A noter qu'en 2009, et dans le cadre d'une opération de fusion, la STB SICAR a absorbé la société ID SICAR .

• BANQUE D'AFFAIRES DE TUNISIE

Créée en 1997, La Banque d'Affaires de Tunisie « BAT » est une société anonyme ayant pour objet l'exercice de toute forme d'activité de banque d'affaires, notamment le conseil, l'évaluation et la gestion des opérations de privatisation.

Au 31 décembre 2011, la STB détient 30% dans le capital de la Banque d'Affaires de Tunisie qui s'élève à 3 710 700 dinars divisé en 37 107 actions de nominal 100 dinars chacune.

• LA SOCIETE FINANCIERE DE GESTION

« SOFIGES »

Créée en 1967, cette société opère dans le domaine d'intermédiation en bourse.

Au 31 décembre 2011, la STB détient 61,34% du capital de la SOFIGES qui s'élève à 6 500 milles dinars.

• SOFI ELAN SICAF

Créée en 1994, la SOFI ELAN SICAF a pour objet social la gestion des portefeuilles titres.

Au 31 décembre 2011, la STB détient 15,52% dans le capital de la SOFI ELAN SICAF qui s'élève à cette date à 5 000 000 dinars, divisé en 500 000 actions de nominal 10 dinars chacune.

1.3. LES PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DES SOCIETES DU GROUPE STB AU 31 DECEMBRE 2011

Raison sociale	capital	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Résultat net	Pôle d'activité
STB BANK (Sté Mère)	124 300	407 315	20 422	11 387	Etablissements de Crédits
STB INVEST	36 000	4 654	2 429	1 537	Etablissements Financiers
SOFI ELAN SICAF	5 000	787	522	795	Etablissements Financiers
STB MANAGER	500	1 928	488	370	Etablissements Financiers
SOCETE FINANCIERE DE GESTION «SOFIGES»	6 500	207	-1 455	-379	Etablissements Financiers
BFT	5 000			-26 545	Etablissement de Crédits
STB SICAR	16 945	1 949	482	478	Etablissement Financier
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	9 400	12 788	-1 357	-1 353	Services
SOCIETE DE RECOUVREMENT DES CREANCES «STRC»	37 000	10 511	4 049	-1 218	Services
SOCIETE LA GENERALE DES VENTE	4 000	173	79	-319	Services
SOCIETE ED DKHILA	7 500	1 262	66	-17	Touristique
SOCIETE ACTIVHOTELS	1 000	0	-79	-533	Touristique
LA BANQUE D'AFFAIRES DE TUNISIE (B.A.T)	3 711	449	-198	-211	Services
T.F.B (ex UTB)	96 128			676	Etablissement de Crédits
STC VERITAS	2 400	7 531	1 659	1 303	Touristique
SICOAC	10 001	18 170	1 258	30	Services
SONIBANK	14 774			11 346	Etablissement de Crédits

1.4. IDENTIFICATION DES SOCIETES RENTRANT DANS LE PERIMETRE DU GROUPE STB AU 31 DECEMBRE 2011

SOCIETES CONSOLIDEES PAR INTEGRATION GLOBALE

Les sociétés consolidées par intégration globale au 31 décembre 2011 sont présentées dans le tableau suivant :

En Milliers de Dinars

Raison sociale	capital	Résultat net	Pôle d'activité
STB BANK (Sté Mère)	124 300	11 387	Etablissement de Crédits
STB INVEST	36 000	1 537	Etablissement Financier
SOFI ELAN SICAF	5 000	795	Etablissement Financier
STB MANAGER	500	370	Etablissement Financier
SOCIETE FINANCIERE DE GESTION «SOFIGES»	6 500	-379	Etablissement Financier
STB SICAR	16 945	478	Etablissement Financier
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	9 400	-1 353	Services
SOCIETE DE RECOUVREMENT DES CREANCES «STRC»	37 000	-1 218	Services
SOCIETE LA GENERALE DES VENTE	4 000	-319	Services
SOCIETE ED DKHILA	7 500	-17	Touristique
SOCIETE ACTIVHOTELS	1 000	-533	Touristique
B.F.T	5 000	-26 545	Etablissement de Crédits

SOCIETES CONSOLIDEES PAR MISE EN EQUIVALENCE

Consolidation des deux SICAV du groupe par mise en équivalence :

- ▀ Les deux SICAV du groupe sont créées par la STB qui agit en qualité de dépositaire et possède des participations plus ou moins importantes dans le capital de chacune d'elles ;
- ▀ Les conseils d'administration des SICAV du groupe, sont contrôlés par la STB, directement ou par l'intermédiaire de ses agents financiers habilités (dans le cas du Groupe STB, il s'agit de la participation indirecte à travers la STB MANAGER, filiale liée et créée par la STB et appelée à gérer les OPCVM du Groupe). ceci explique le pourcentage de contrôle élevé et l'adoption de la méthode de l'intégration globale comme méthode de consolidation pour ces organismes de placements collectifs en valeurs mobilières.

Toutefois, le cadre réglementaire des SICAV en Tunisie stipule que ces sociétés sont soumises au contrôle des autorités du marché, en l'occurrence le Conseil du Marché Financier (CMF). Des règles particulières leurs sont applicables en ce qui concerne la nature des actifs qu'elles peuvent détenir et leur répartition.

En effet, le contrôle exclusif qui est présumé être exercé par la STB sur ses SICAV est incompatible avec le cadre réglementaire des SICAV; d'autant plus, qu'en l'état actuel des choses, la STB n'est pas garante des performances de ses SICAV et ne supporte pas les risques liés à leurs activités ou à leurs actifs bien que la détention des titres de ces entités spécifiques entre dans le contexte classique de détention durable envisagé par la société mère et non pas dans le contexte d'une activité de trading. C'est à juste titre que le groupe a opté pour la consolidation des 2 SICAV l'Avenir & l'Investisseur par mise en équivalence.

Sociétés Consolidées par mises en équivalence (IAS 28.5 et NCT 36) :

Il s'agit des sociétés où la STB est présumée exercer une influence notable concrétisée par un pouvoir lui permettant de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de chaque entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques.

Les sociétés mises en équivalence du groupe STB opèrent dans des secteurs d'activités diversifiés tel que les SICAV, les services et essentiellement le tourisme; de ce fait, et dans le cadre de son soutien à l'économie nationale, la société mère met en évidence cette influence notable par les faits suivants:

- ▶ Une représentation au conseil d'administration ou à l'organe de direction équivalent de l'entreprise détenue;
- ▶ Une participation au processus d'élaboration des politiques par le conseil et l'assistance logistique et financière;
- ▶ Des transactions significatives entre la STB et l'entreprise détenue ; en termes d'engagement en participation et/ ou en crédits (pool bancaire) ;
- ▶ Un échange de personnels dirigeants (personnels détachés) ;

En Millers de Dinars

Raison sociale	capital	Résultat net	Pôle d'activité
Raison sociale	capital	Résultat net	Pôle d'activité
TUNISIAN FOREIGN BANK EX « U.T.B»	96 128	676	Etablissement de Crédits
SONIBANK	14 774	11 346	Etablissement de Crédits
SICAV L'AVENIR	1 293	1 258	Etablissement Financier
SICAV L'INVESTISSEUR	1 973	1 233	Etablissement Financier
SOCIETE EL WEAFAK LEASING	15 000	2 790	Etablissement Financier
SED SOUSSE NORD	6 500	625	Touristique
SMT (MAISON BLANCHE)	3 640	-122	Touristique
S.T.V.C VERITAS	2 400	1 303	Touristique
STE DU POLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR			
-EL FEJJA	15 000	89	Services
SICOAC	10 001	30	Industrie
LA MAISON DU BANQUIER	8 885	171	Etablissement Financier
LA BANQUE D'AFFAIRES DE TUNISIE «BAT»	3 711	-211	Services

1.5. EVOLUTION DU POURCENTAGE DE CONTROLE, DES POURCENTAGES D'INTERETS ET VARIATION DU PERIMETRE

Définition de contrôle

Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités

Pourcentages de contrôle

Le pourcentage de contrôle traduit le lien de dépendance direct et/ou indirect entre la STB et les sociétés consolidées. Il permet de déterminer les entreprises qui doivent être retenues dans le périmètre de consolidation ainsi que les méthodes de consolidation à appliquer. Le pourcentage de contrôle exprime le nombre de droits de vote dont dispose la STB dans l'entreprise consolidée. Il se calcule en faisant la somme de tous les droits de vote détenus directement ou indirectement par les sociétés placées sous le contrôle exclusif de la STB.

Le tableau suivant, présente les pourcentages de contrôle arrêtés au 31 décembre 2011, ainsi que ceux arrêtés au 31 décembre 2010.

Sociétés du groupe	Evolution du pourcentage de Contrôle dans le groupe		Variation 2011-2010
	2011	2010	En points de pourcentage
1. STB BANK (société Mère)	99,53%	99,62%	-0,09
2. STB INVEST	99,01%	99,01%	0,00
3. SOFI ELAN SICAF	58,59%	58,59%	0,00
4. STB MANAGER	99,96%	99,96%	0,00
5. SOCIETE FINANCIERE DE GESTION "SOFIGES"	96,70%	96,70%	0,00
6. STB SICAR	99,43%	99,43%	0,00
7. L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	99,91%	99,91%	0,00
8. STE TUN.RECOUVR. DES CREANCES "STRC"	99,99%	99,99%	0,00
9. SOCIETE LA GENERALE DES VENTES	50,50%	50,50%	0,00
10. SOCIETE ED DKHILA	67,87%	67,87%	0,00
11. SOCIETE ACTIVHOTELS	99,97%	99,97%	0,00
12. BFT	78,77%	NC	-
13. SICAV L'INVESTISSEUR	68,08%	74,85%	-6,77
14. SICAV L'AVENIR	98,68%	94,95%	3,73
15. BANQUE D'AFFAIRE DE TUNISIE « B.A.T »	30,00%	30,00%	0,00
16. TUNISIAN FOREIGN BANK EX « U.T.B »	43,42%	43,43%	-0,01
17. STE EL WEAFAK LEASING	21,71%	22,62%	-0,91
18. S.T.C.V VERITAS	27,06%	27,06%	0,00
19. SICOAC	23,57%	23,57%	0,00
20. SONI BANK	25,00%	19,43%	5,57
21. S.E.D SOUSSE NORD	24,92%	NC	-
22. S.C.I « LA MAISON DU BANQUIER »	21,64%	NC	-
23. S.P.C.M « ELFEJJA »	20,00%	NC	-
24. SMT (MAISON BLANCHE)	39,01%	NC	-

Pourcentages d'intérêt ou dépendance financière au groupe

Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par la STB directement et/ou indirectement dans chaque société consolidée.

Contrairement au pourcentage de contrôle qui détermine la méthode de consolidation, le pourcentage d'intérêt permet la mise en œuvre de la consolidation. En effet, il permet d'évaluer les droits de la STB dans l'actif net des sociétés consolidées ainsi que la part revenant aux actionnaires minoritaires. Il est également utilisé comme un outil principal dans la mise en œuvre des écritures de consolidation au moment de l'élimination des opérations réciproques et de la répartition des capitaux propres.

Le pourcentage d'intérêt se calcule en faisant la somme des pourcentages de capital détenus directement par la société mère dans le capital de la filiale et le produit des pourcentages de capital détenus directement et indirectement dans les sous-filiales.

L'état suivant, présente les pourcentages d'intérêt arrêtés au 31 décembre 2011, ainsi que ceux arrêtés au 31 décembre 2010 :

Sociétés du groupe	Evolution du pourcentage de Contrôle dans le groupe		Variation 2011-2010
	2011	2010	En points de pourcentage
1. STB BANK (1. STB BANK (société Mère)	99,78%	99,62%	0,16
2. STB INVEST	98,55%	98,39%	0,16
3. SOFI ELAN SICAF	57,20%	57,10%	0,10
4. STB MANAGER	91,10%	90,89%	0,21
5. SOCIETE FINANCIERE DE GESTION "SOFIGES"	93,01%	92,81%	0,20
6. STB SICAR	83,53%	83,04%	0,49
7. L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	98,13%	97,97%	0,16
8. STE TUN.RECOUVR. DES CREANCES "STRC"	99,70%	99,54%	0,16
9. SOCIETE LA GENERALE DES VENTES	49,89%	49,81%	0,08
10. SOCIETE ED DKHILA	67,64%	67,53%	0,11
11. SOCIETE ACTIVHOTELS	96,17%	95,95%	0,22
12. BFT	78,55%	NC	-
13. SICAV L'INVESTISSEUR	67,33%	73,88%	-6,55
14. SICAV L'AVENIR	95,96%	94,00%	1,96
15. BANQUE D'AFFAIRE DE TUNISIE « B.A.T »	29,93%	29,89%	0,04
16. TUNISIAN FOREIGN BANK EX « U.T.B »	43,32%	43,26%	0,06
17. STE EL WEAFK LEASING	20,77%	22,15%	-1,38
18. S.T.C.V VERITAS	27,00%	26,96%	0,04
19. SICOAC	23,52%	23,48%	0,04
20. SONI BANK	24,94%	19,36%	5,58
21. S.E.D SOUSSE NORD	24,86%	NC	-
22. S.C.I « LA MAISON DU BANQUIER »	21,23%	NC	-
23. S.P.C.M « ELFEJJA »	19,96%	NC	-
24. SMT (MAISON BLANCHE)	38,92%	NC	-

1.6. JUSTIFICATION DE LA VARIATION DU PERIMETRE

Les entrées dans le périmètre du groupe en 2011

La variation du périmètre du groupe STB en 2011 par rapport à l'exercice 2010 se présente comme suit :

Sociétés sortant du périmètre du groupe STB au 31 décembre 2011			Sociétés entrant dans le périmètre du groupe STB au 31 décembre 2011	
Dénomination sociale	% d'intérêt (2010)	Motifs de Sortie en 2011	Dénomination sociale	Motifs d'entrée en (2011)
1. STE AHLA HOT. NEPTUNIA	46,63%	Intention de cession dans un avenir proche	1. STE CIVILE ET IMMOBILIERE «LA MAISON DU BANQUIER»	Influence notable de droit du fait de l'entrée en périmètre de la BFT qui y détient une participation indirecte
2. GREEN GOLF	19,36%	Absence d'influence notable	2. B.F.T	Intention de cession difficile ment réalisable dans un avenir proche
			3. STE DU POLE COMPETITIVITE DE MONASTIR-ELFEJJA	Le groupe exerce une influence DE notable sur la filiale dont les documents financiers, contrairement à l'exercice précédent sont communiqués à la STB
			4. La MAISON BLANCHE	Existence d'une influence notable
			5. SONIBANK	Le groupe exerce une influence notable sur la filiale dont les documents financiers, contrairement à l'exercice précédent sont communiqués à la STB
			6. S.E.D SOUSSE NORD	Le groupe exerce une influence notable sur la filiale dont les documents financiers, contrairement à l'exercice précédent sont communiqués à la STB

Les exclusions du périmètre du groupe en 2011

Les sociétés qui sont normalement consolidables mais qui ont été exclues du périmètre de consolidation par référence à l'alinéa N°11 de la NCT N°35, Les exclusions du périmètre 2011 se présentent comme suit :

Raison sociale	Valeur nette du capital social	% détenu	Pôle d'activité
1 SKANES PALACE	6 195 000	99,76%	En liquidation.
2 AFRICA SOUSSE	9 800 000	96,94%	En liquidation.
3 STE ANONYME DE CONSTR. ELECTROMECHANIKES «SACEM»	5 174 000	85,94%	En liquidation.
4 CIE HOTELIERE DES CENTRES VILLES (HOTEL ANDALOUS)	3 540 000	70,28%	Sous administration judiciaire, sa direction est attribuée à un juge administrateur
5 STE TUN. DE DEVPT. DU CINEMA & DE L'AUDIOV.»STDCA»	10 000	50%	La continuité de son exploitation est compromise et aucune récupération d'actifs n'est espérée
6 STE TOURISTIQUE AIN DRAHAM «HOTEL NOUR EL AIN»	2 299 500	49,66%	En liquidation.
7 STE RAMLA TOZEUR	5 947 800	47,88%	La STB n'exerce aucun contrôle sur la filiale
8 STE D'ANIMATION TOURISTIQUE BISAT SA	4 259 840	42,68%	Cette filiale est en phase d'investissement, elle n'élabore pas d'états financiers
9 ARTEMIS HOTEL NEPTUNIA	2 555 000	46,81%	Au 31 décembre 2011, la STB compte céder la filiale dans un avenir proche
10 CIE MED. DE TOURISME «HOTEL DALIA»	3 429 000	45,29%	Cette filiale se trouve dans l'impossibilité de communiquer à la STB les états financiers arrêtés au 31 décembre 2011
11 CIE DE DEVELOPPEMENT «LELLA HADHRIA»	725 000	42,07%	La STB n'exerce aucun contrôle sur la filiale
12 STE TOURISME&ANIMATION «RAIS CLUB»	1 523 000	41,96%	Au 31 décembre 2011, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB
13 STE D'ACTIVITE TQUE «HOTEL ZODIAC»	4 637 000	37,44%	Cette filiale se trouve dans l'impossibilité de communiquer à la STB les états financiers arrêtés au 31 décembre 2011
14 STE HOTEL BYZANCE	2 675 000	35,07%	Cette filiale se trouve dans l'impossibilité de communiquer à la STB les états financiers arrêtés au 31 décembre 2011
15 EL MARASSI	1 380 000	34,78%	Au 31 décembre 2011, la filiale est en liquidation.
16 Sté d'Etudes et de Prom.Tque «Hôtel Mariqueen»JERBA MARITIM	4 087 500	36,70%	La STB n'exerce aucune influence notable sur la filiale au 31/12/2011
17 STE D'ANIMATION ET DE LOISIRS PARADISE PARK (H PHEDRA)	2 059 000	31,03%	Au 31 décembre 2011, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB
18 STE D'ETUDES ET DE DEV. HAMMAMET SUD «SEDHS»	1 000 000	30%	Au 31 décembre 2011, la filiale est en liquidation.

19 COMPAGNIE DE DEVELOPPEMENT DU GRAND KORBOUS	250 000	30%	La continuité de son exploitation est compromise et aucune récupération d'actifs n'est espérée
20 STE D'ET. DEVPT AUDIO-VISUEL DE TSIE «SEDAT»	1 015 000	28,33%	Au 31 décembre 2011, la filiale est en liquidation.
21 CIE TQUE ARABE «CTA» (MARINA MONASTIR)	15 098 120	28%	Au 31 décembre 2011, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB
22 STE INTLE DE GEST. HOT. «H. BYBLOS»	2 620 000	33,59%	La STB n'exerce aucune influence notable sur la filiale au 31/12/2011
23 STE COND. IMPR. & PUBLICITE «CIP»	532 525	26,24%	Au 31 décembre 2011, la filiale est en liquidation.
24 STE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT DE SOUSSE	1 000 000	25%	La continuité de son exploitation est compromise et aucune récupération d'actifs n'est espérée
25 STE D'ET. & DE DEVPT «ZOUARAA»	200 000	25%	La continuité de son exploitation est compromise et aucune récupération d'actifs n'est espérée
26 STE HOTEL YOUNES	3 987 600	24,76%	Cette filiale se trouve dans l'impossibilité de communiquer à la STB les états financiers arrêtés au 31 décembre 2011
27 STE HOT ET DE DEV TQUE «HOTEL DREAMS BEACH»	3 182 000	24,58%	La STB n'exerce aucune influence notable sur la filiale au 31/12/2011
28 STE HOTELIERE «BEL AIR»	5 423 510	23,97%	Au 31 décembre 2011, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB
29 STE DE DEV.ECO. DE KASSERINE SODEK-SICAR	6 236 055	23,56%	La STB n'exerce aucune influence notable sur la filiale au 31/12/2011
30 STE DE COMMERCE INTERNATIONAL DE KEBILI «SOCIK»	200 000	22,50%	Cette filiale est en phase d'investissement, elle n'élabore pas d'états financiers.
31 STE DES IND. METALLURGIQUES «SIMET»	2 025 000	21,47%	Au 31 décembre 2011, la filiale est en liquidation.
32 STE DE PROMOTION TOURISTIQUE CYCLAMENS	4 319 000	21%	La STB n'exerce aucune influence notable sur la filiale au LES 31/12/2011
33 S.H.T. LES BERGES 2000 «Hôtel l'Atrium»	1 375 000	20,18%	La continuité de son exploitation est compromise et aucune récupération d'actifs n'est espérée
34 COPRAT HAMMAMET GARDEN HOTEL	2 150 000	20%	Au 31 décembre 2011, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB
35 ANIMATION ET TOURISME SAHARIEN «LES DUNES DE NEFZAOUA»	2 868 400	22,87%	Sous administration judiciaire, sa direction est attribuée à un juge administrateur

2. ANALYSE DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

2.1. PRINCIPALES EVOLUTIONS DU BILAN CONSOLIDE

A fin 2011, le total bilan consolidé du groupe STB s'est élevé à 7.160,0 millions de dinars en hausse de 332,4 millions de dinars ou 4,9% par rapport à son niveau arrêté à fin 2010.

Les principales évolutions ont concerné les rubriques suivantes :

Au niveau des postes de l'actif :

L'accroissement enregistré a essentiellement caractérisé les créances sur la clientèle avec une progression de 347,4 MD ou 6,6% portant leur encours à 5.650,9 MD à fin 2011 contre 5.303,5 MD à fin 2010 et à un degré moindre l'encours du portefeuille titre commercial qui s'est accru durant la même période de 139,7 MD pour atteindre 248,6 MD.

Ces progressions ont caractérisé principalement les engagements de la société mère comme démontré ci-dessous :

en millions de dinars	Accroissements		
	Groupe	Société mère	Parts
Créances sur la clientèle	345.6	205.4	59.4%
Portefeuille titre commercial	139.7	117.8	84/3%

Toutefois certains autres postes d'actifs se sont inscrits vers la baisse dont notamment les rubriques d'actif liquide : il s'agit des postes :

- ▶ Caisse et avoirs auprès de la BCT : -125,3 MD touchant quasi-exclusivement la société mère (-128,3 MD)
- ▶ Créances sur les établissements bancaires et financiers : -140,7 MD. Cette baisse a plutôt touché les autres entreprises du groupe. Les placements de la société mère ont en effet progressé de 52,6 MD.

Au niveau des postes du passif:

Le total du passif du Groupe a progressé à un rythme de 8,1% correspondant à une augmentation de 507,6 MD. Cette hausse a touché principalement les postes suivants :

- ▶ Dépôts et avoirs de la clientèle : + 410,9 MD ou 8,2% portant ainsi leur encours au terme de l'exercice 2011 à 5.407,3 MD contre 4.996,4 MD à fin 2010. Cette variation trouve son origine principalement dans l'accroissement des dépôts de la clientèle enregistré par la société mère (+230,2 MD) d'une part et de l'effet de l'intégration de la BFT dans le périmètre de consolidation en 2011 d'autre part ;
- ▶ Banque Centrale de Tunisie : + 114,0 MD correspondant quasiment à l'évolution des soldes des comptes d'appels d'offres et de pensions constatée au niveau des comptes de la société mère (+111 MD)
- ▶ Dépôts et avoirs des établissements bancaires & financiers : - 18,0 MD caractérisant particulièrement les comptes de la société mère (-24,3 MD)

S'agissant des autres postes du passif, ceux-ci ont marqué des évolutions moins importantes qui se détaillent comme suit :

- ▶ Emprunts et ressources spéciales : +0,5 MD ou 0,1%

- ▶ Autres passifs :-0,6 MD ou -0,1%
- ▶ Passif d'impôt différé : +0,7 MD ou 5,4%

Au niveau des postes des capitaux propres:

Le total des capitaux propres du groupe STB s'est établi à 387,6 Millions de dinars, accusant une baisse de 133,4 millions de dinars ou -25,6%. Cette situation trouve son origine dans l'effet conjugué des facteurs suivants :

- ▶ la régression des réserves consolidées de 112,2 millions de dinars, lesquelles sont revenues de 386,9 MD à fin 2010 à 274,7 MD à fin 2011
- ▶ le repli du résultat consolidé de 27,1 MD pour revenir durant la même période de 18,6 MD à <-8,5 MD>
- ▶ la baisse à hauteur de 5,9 MD enregistrée au niveau du montant des rachats des actions propres (venant en déduction des capitaux propres). Leur encours a été ramené de 8,8 MD à fin 2010 à 2,9 MD à fin 2011.

A ce titre, il convient de préciser que ces données tiennent compte de l'intégration de la BFT dans le périmètre de consolidation. En dehors de la BFT, les capitaux propres du groupe STB se situeraient en effet, à 538,9 MD à fin 2011 contre 521,1 MD à fin 2010, correspondant à une progression de 17,9 MD ou 3,4%. Cette évolution résulterait dans ce cas, de la consolidation des réserves (+17,8 MD), le résultat net du groupe afficherait quant à lui une baisse de 5,9 MD pour se situer à 12,8 MD.

CAPITAUX PROPRES (en milliers de dinars)	2011		2010
	AVEC BFT	SANS BFT	
Capital	124 300	124 300	124 300
Actions propres	-2 851	-2 851	-8 765
Réserves Consolidées	274 711	404 702	386 891
Résultats Consolidés	-8 535	12 755	18 628
TOTAL CAPITAUX PROPRES	387 625	538 906	521 053
Variation sans BFT	Mt	17 853	
	%	3,4	
Variation avec BFT	Mt	-133 428	
	%	-25,6	

2.2. EVOLUTION DU RESULTAT DU GROUPE ET DE SES PRINCIPALES COMPOSANTES

A fin décembre 2011, le groupe STB a affiché un résultat net, avant effets des modifications comptables, de -13,5 MD contre un bénéfice de 20 MD enregistré à fin 2010. Ce repli (-33,5 MD) est majoritairement induit par le résultat déficitaire généré par la Banque Franco Tunisienne comme le démontre le tableau suivant :

En MD	2011	2010	Variations
BANQUE FRANCO-TUNISIENNE BFT	-24,3	-	-24,3
IMMOBILIERE DE L'AVENUE	-0,6	3,5	-4,1
SOFIGES	-0,5	0,9	-1,5
SOCIETE ACTIVHOTELS	-0,5	0,0	-0,5
NEPTUNIA	-	-0,5	-0,5
STB SICAR	-0,3	0,8	-1,2
STE LA GENERALE DE VENTE	-0,1	1,0	-1,1
ED-DKHILA	0,1	1,2	-1,2
STB INVEST	0,6	4,1	-3,5
STB MANAGER	0,8	0,5	0,3
SOFI ELAN SICAF	0,8	0,7	0,1
STRC	2,4	-5,3	7,6
STB	8,3	12,9	-4,6
TOTAL	-13,5	20,0	-34,4

En excluant à l'instar de l'exercice 2010, la BFT du périmètre de consolidation, le résultat du groupe ressortirait à 13,1 MD en baisse de seulement 6,9 MD.

Par ailleurs, l'analyse des composantes du résultat net du groupe permet de relever les remarques suivantes :

► **Le produit net bancaire** s'est situé à 210 MD, accusant une baisse de 33,2 millions de dinars ou -13,7% résultant principalement :

- de l'aggravation des intérêts encourus et charges assimilées (+33,8 MD ou 20,3%), conjuguée à une légère diminution des produits d'intérêts (-7,5 MD ou -2.2%).
- d'une légère progression des commissions : +1,7 MD ou 3%

En dehors de la BFT, le PNB du groupe se situerait à 211,9 MD en baisse de 31,3 MD par rapport à son niveau à fin 2010.

► **Le résultat d'exploitation du groupe** s'est replié de 39,4 MD pour se situer à <-1,9 MD> à fin 2011 contre un résultat positif de 37,5 MD à fin 2010. Cette situation est due, outre la baisse du PNB ci-dessus citée, aux variations différenciées enregistrées au niveau des rubriques suivantes :

- Frais du personnel : + 14,9 MD, résultant outre l'intégration de la BFT dans le périmètre de consolidation, à l'accroissement de la masse salariale de la société mère (+6,7 MD)
- Autres produits d'exploitation (en produits) : -12,2 MD,
- Charges générales d'exploitation : -12,2 MD, dont -4,5 MD représentant la baisse enregistrée au niveau de la société mère ;
- Dotations nettes aux provisions et résultats des corrections de valeurs sur créances et portefeuille d'investissement : -6,5 MD

Il importe toutefois, de noter que la société mère a engagé un programme d'assainissement de son portefeuille et de consolidation de ses assises financières et a fructifié la mise en jeu de la garantie de l'Etat sous forme de dotations pour améliorer la couverture de ses créances accrochées pour un montant de 117 millions de dinars.

Ainsi et compte tenu de l'effet de modification comptable inscrite au niveau du bilan « modification comptable affectées aux résultats reportés » de la société mère, le résultat net du groupe STB ressort à -130,8 millions de dinars.

La répartition du résultat net du groupe selon la norme de consolidation se présente comme suit :

Société Consolidée	Réserves Consolidées		Résultats Consolidés	
	2 011	2 010	2 011	2 010
◇ SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT	255 657	375 219	-12 748	17 384
1 STB	378 666	368 162	4 111	11 621
2 STB INVEST	11 331	7 106	616	4 060
3 SOFI ELAN SICAF	1 539	1 473	445	382
4 STB MANAGER	85	670	689	433
5 SOFIGES	4 252	3 542	-501	871
6 STB SICAR	139	-1 459	-267	705
7 IMMOB.DE.L'AVENUE	357	-1 692	-557	3 470
8 STRC	-7 715	-1 020	2 347	-5 248
9 LA GENERALE DES VENTES	-882	-1 352	-60	500
10 BFT	-133 028		-19 115	0
11 ED DKHILA	2 384	2 156	57	844
12 ACTIVHOTELS	-1 471	-94	-514	-25
HP (en 2011) ARTHEMIS HOT.NEPTUNIA	-	-2 273	-	-227
◇ SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	19 054	11 671	4 213	1 243
13 SICAV L'INVESTISSEUR	234	360	25	103
14 SICAV L'AVENIR	-4	242	27	54
15 BANQUE D'AFFAIRE DE TUNISIE	-289	-167	-63	-123
16 UNION TUNISIENNE DE BANQUE « UTB »	-101	8 517	293	-179
17 STE EL WEFAK LEASING	215	347	580	725
18 STCV VERITAS	805	674	352	332
19 SONI BANK	11 185	0	2 831	0
20 SED SOUSSE NORD	7 033	0	155	0
21 MAISON BLANCHE	-1 372	0	-48	0
22 SICOAC	2 265	2 138	7	295
23 EL FEJJA	-5	0	18	0
24 MAISON DU BANQUIER	-912	0	36	0
HP (en 2011) GREEN GOLF	0	-440	0	36
TOTAL GROUPE	274 711	386 890	-8 535	18 627

Toutefois, pour comparer les états financiers avec l'exercice 2010 qui n'incluent pas la BFT, le total des réserves consolidés et du résultat du groupe se présente comme suit :

Société Consolidée	Réserves Consolidées		Résultats Consolidés		
	2 011	2 010	2 011	2 010	
TOTAL GROUPE	404 702		386 890	12 754	18 627

La répartition du résultat net du groupe par secteur se présente comme suit :

En Milliers de Dinars

Secteur	Résultat consolidé	Réserves consolidés
ETABLISSEMENTS DE CREDITS	-10 791	264 691
ETABLISSEMENTS FINANCIERS	983	17 347
TOURISME	-457	913
SERVICES	1 730	-8 240
Total	-8 535	274 711

3. PERSPECTIVES DU GROUPE STB

Afin d'optimiser la gestion de son portefeuille, la société mère a fixé une stratégie visant à maximiser le rendement futur de ses participations qui s'appuie sur le développement de la contribution des filiales financières à la formation du PNB. Cette stratégie repose essentiellement sur :

- l'instauration, auprès des filiales financières, d'une culture de gestion des risques et des principes de la bonne gouvernance ;
- la promotion du métier de conseil en ingénierie financière afin de prendre part aux actions de privatisation décidées par les autorités locales ;
- l'instauration d'une synergie inter groupe STB.

SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE
RAPPORT ANNUEL 2011

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES

AU 31/12/2011

الشركة التونسية للبنك

STB  BANK

BILAN CONSOLIDÉ

Arrêté au au 31.12.2011
(Unité : en milliers de dinars)

	Notes	31-12-2011	31-12-2010
ACTIF			
Caisse et avoir auprès de la BCT, CCP ET TGT		122 625	247 939
Créances sur les établissements bancaires et financiers		136 500	277 170
Créances sur la clientèle		5 650 916	5 303 532
Portefeuille titres commercial	2.1	248 580	108 891
Portefeuille d'investissement	2.2	158 837	180 676
Titres mis en équivalence	2.3	80 470	57 872
Ecarts d'acquisition		-496	335
Valeurs immobilisées		96 320	96 164
Actif d'impôt différé		4 607	2 703
Autres actifs		661 668	552 391
TOTAL ACTIF		7 160 027	6 827 674
PASSIF			
Banque centrale et C.C.P		144 641	30 599
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers		155 756	173 763
Dépôts et avoirs de la clientèle		5 407 286	4 996 374
Emprunts et ressources spéciales		484 864	484 403
Passif d'impôt différé		14 008	13 296
Autres passifs		596 982	597 549
Total Passif		6 803 537	6 295 984
Intérêts Minoritaires	2.4	-31 135	10 637
CAPITAUX PROPRES			
Capital		124 300	124 300
Réserves consolidées	2.5	274 711	386 891
Actions propres	2.7	-2 851	-8 765
Résultat Consolidé	2.5	-8 535	18 628
Total Capitaux Propres		387 625	521 053
TOTAL PASSIF, INTERETS MINORITAIRES ET CAPITAUX PROPRES		7 160 027	6 827 674

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDE

Arrêté au au 31.12.2011
(Unité : en milliers de dinars)

PASSIFS EVENTUELS		
Cautions,avals et autres garanties données		1 328 092
Crédits documentaires		1 021 424
Actifs donnés en garantie		
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements de financement donnés		254 738
Engagements sur titres		3 708
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements de financement reçus		
Garanties reçues		1 838 657

ETAT DE RESULTAT CONSOLDE

Période allant du 1er Janvier au 31/12/2011
(Unité : en milliers de dinars)

		Notes	31-12-2011	31-12-2010
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE				
PR 1	Intérêts et revenus assimilés		323 781	331 228
PR 2	Commissions (en produits)		58 550	56 819
PR 3	Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières		22 440	18 699
PR 4	Revenus du portefeuille d'investissement		9 621	7 728
Total Produits d'Exploitation Bancaire			414 392	414 475
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE				
CH 1	Intérêts encourus et charges assimilées		-200 373	-166 567
CH 2	Commissions encourues		-3 976	-4 668
CH 3	Pertes sur portefeuille-titre commercial et opérations financières		-56	-41
Total Charges d'Exploitation Bancaire			-204 405	-171 277
PRODUIT NET BANCAIRE			209 987	243 198
PR5/CH4	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif		-100 509	-110 503
PR6/CH5	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement		-536	3 661
PR7	Autres produits d'exploitation		40 097	52 336
CH6	Frais de personnel		-107 331	-92 384
CH7	Charges générales d'exploitation		-39 952	-52 191
CH8	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations		-7 891	-7 861
CH8	Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		4 213	1 243
RESULTAT D'EXPLOITATION			-1 922	37 499
PR8/CH9	Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires		-1 517	122
CH11	Impôt sur les bénéfices		-10 034	-17 640
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES			-13 473	19 981
PR 9/CH10	Solde en gain / perte provenant des éléments extraordinaires		0	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE			-13 473	19 981
PR 9/CH10	Intérêts minoritaires dans le résultat	2.4	-4 938	-1 639
PART DANS LE RESULTAT DES MINORITAIRES IMPUTABLE AUX MAJORITAIRES			0	-286
RESULTAT NET CONSOLIDE DE L'EXERCICE AVANT MODIFIUCATION COMPTABLE 2.5			-8 535	18 628
Effet de la modification comptable			-117 276	-
RESULTAT NET CONSOLIDE DE L'EXERCICE APRES MODIFIUCATION COMPTABLE 2.8			-130 749	18 628

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

Période allant du 1er Janvier au au 31.12.2011

	Notes	31-12-2011	31-12-2010
ACTIVITES D'EXPLOITATION			
Produits d'exploitation bancaire encaissés		406 930	418 864
Charges d'exploitation bancaire décaissées		-199 611	-169 728
Dépôts / Retraits auprès d'autres établissements bancaires et financiers		-5 400	34 075
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		244 896	-635 144
Dépôts / Retrait des dépôts de la clientèle		-382 361	674 576
Acquisitions/cessions des titres de placement		-49 574	-92
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		-133 388	-114 183
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		32 277	-55 261
Impôts sur les sociétés payés		-23 133	-7 115
Flux de trésorerie net affectés aux activités d'exploitation		-109 364	145 992
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille investissement		8 134	6 385
Acquisitions / cessions sur portefeuille investissement		-15 811	-56 786
Acquisitions / cessions des immobilisations		-6 009	-2 873
Flux de trésorerie net affectés aux activités d'investissement		-13 686	-53 274
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Emissions d'actions		0	0
Emissions / Remboursements d'emprunts et ressources spéciales		37 489	47 965
Dividendes versés		-207	-11 555
Flux de trésorerie net affectés aux activités de financement		37 282	36 410
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période		-85 768	129 128
Ajustement suite au variation du périmètre		-7 699	-125 455
Liquidités et équivalents en début de la période		184 982	181 309
Liquidités et équivalents en fin de la période		91 515	184 982

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

AU **31 DECEMBRE 2011**

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES D'ÉVALUATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1.1. REFERENTIEL D'ÉLABORATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés, du groupe STB, sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie édictés notamment par :

- ▶ La norme comptable générale (NCT 1) ;
- ▶ Les normes comptables bancaires (NCT 21 à 25) ;
- ▶ Les normes comptables relatives à la consolidation (NCT 35 à 37) ;
- ▶ La norme comptable relative au regroupement d'entreprises (NCT 38) ;
- ▶ Les règles de la Banque Centrale de Tunisie prévues par la circulaire N° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les circulaires N° 99-04 du 19 mars 1999 et N° 2001-12 du 4 mai 2001.

107

1.2. PERIMETRE ET METHODE DE CONSOLIDATION

1.2.1. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation du groupe STB comprend :

- ▶ La société mère : STB
- ▶ Les filiales : les sociétés sur lesquelles la STB exerce un contrôle exclusif ;
- ▶ Les entreprises associées : les sociétés sur lesquelles la STB exerce une influence notable.

Sont exclus du périmètre de consolidation :

- ▶ Les sociétés en liquidation ;
- ▶ Les sociétés dont les états financiers sont indisponibles.
- ▶ Les sociétés dont la STB a perdu le contrôle suite à une décision de justice ;
- ▶ Les sociétés dont la STB a cessé d'exercer une influence notable ;
- ▶ Les sociétés acquises et détenues dans l'unique perspective d'une cession ultérieure dans un avenir proche ainsi que les sociétés pour lesquelles une procédure de cession est engagée ;
- ▶ Les sociétés qui se trouvent dans l'impossibilité de transférer des fonds à la STB, ou se trouvent sous contraintes durables.

Le tableau suivant synthétise le périmètre, les méthodes de consolidation et les pourcentages d'intérêts utilisés pour l'élaboration des états financiers consolidés du groupe STB.

Sociétés consolidables	% de Contrôle du Groupe			Méthode de consolidation		% d'intérêt du Groupe		
	2011	2010	Var %	2011	2010	2011	2010	Var %
1. STB BANK (société Mère)	99,53%	99,62%	-0,09%	I-G	I-G	99,78%	99,62%	0,16%
2. STB INVEST	99,01%	99,01%	0,00%	I-G	I-G	98,55%	98,39%	0,16%
3. SOFI ELAN SICAF	58,59%	58,59%	0,00%	I-G	I-G	57,20%	57,10%	0,10%
4. STB MANAGER	99,96%	99,96%	0,00%	I-G	I-G	91,10%	90,89%	0,21%
5. SOCIETE FINANCIERE DE GESTION "SOFIGES"	96,70%	96,70%	0,00%	I-G	I-G	93,01%	92,81%	0,20%
6. STB SICAR	99,43%	99,43%	0,00%	I-G	I-G	83,53%	83,04%	0,49%
7. L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	99,91%	99,91%	0,00%	I-G	I-G	98,13%	97,97%	0,16%
8. STE TUN.RECOUVR. DES CREANCES "STRC"	99,99%	99,99%	0,00%	I-G	I-G	99,70%	99,54%	0,16%
9. SOCIETE LA GENERALE DES VENTES	50,00%	50,00%	0,00%	I-G	I-G	49,89%	49,81%	0,08%
10. SOCIETE ED DKHILA	67,87%	67,87%	0,00%	I-G	I-G	67,64%	67,53%	0,11%
11. SOCIETE ACTIVHOTELS	99,97%	99,97%	0,00%	I-G	I-G	96,17%	95,95%	0,22%
12. BFT	78,77%	-	78,77%	I-G	-	78,55%	-	78,55%
13. SICAV L'INVESTISSEUR	68,08%	74,85%	-6,77%	M-E	M-E	67,33%	73,88%	-6,55%
14. SICAV L'AVENIR	98,68%	94,95%	3,73%	M-E	M-E	95,96%	94,00%	1,96%
15. BANQUE D'AFFAIRE DE TUNISIE « B.A.T »	30,00%	30,00%	0,00%	M-E	M-E	29,93%	29,89%	0,04%
16. TUNISIAN FOREIGN BANK EX « U.T.B »	43,42%	43,43%	-0,01%	M-E	M-E	43,32%	43,26%	0,06%
17. STE EL WEFAK LEASING	21,71%	22,62%	-0,91%	M-E	M-E	20,77%	22,15%	-1,38%
18. S.T.C.V VERITAS	27,06%	27,06%	0,00%	M-E	M-E	27,00%	26,96%	0,04%
19. SICOAC	23,57%	23,57%	0,00%	M-E	M-E	23,52%	23,48%	0,04%
20. SONI BANK	25,00%	-	25,00%	M-E	-	24,94%	-	24,94%
21. S.E.D SOUSSE NORD	24,92%	-	24,92%	M-E	-	24,86%	-	24,86%
22. S.C.I « LA MAISON DU BANQUIER »	21,64%	-	21,64%	M-E	-	21,23%	-	21,23%
23. S.P.C.M « ELFEJJA »	20,00%	-	20,00%	M-E	-	19,96%	-	19,96%
24. SMT (MAISON BLANCHE)	39,01%	-	39,01%	M-E	-	38,92%	-	38,92%

- I-G : consolidation par intégration globale ;
- M-E : consolidation par mise en équivalence ;
- (-) : Voir tableau Variation du périmètre du groupe STB (2011-2010) ;

Sociétés sortantes de périmètre du groupe STB au 31 décembre 2011			Sociétés entrant dans le périmètre du groupe STB au 31 décembre 2011	
Dénomination sociale	% d'intérêt (2010)	Motifs de Sortie en 2011	Dénomination sociale	Motifs d'entrée en 2011
1. STE AHLA HOT. NEPTUNIA	46,63%	Intention de cession dans un avenir proche.	1. LA MAISON DU BANQUIER	Influence notable de droit du fait de l'entrée en périmètre de la BFT qui y détient une participation indirecte.
2. GREEN GOLF	19,36%	Absence d'influence notable	2. BFT	Intention de cession difficilement réalisable dans un avenir proche
			3. EL FEJJA	Le groupe exerce une influence notable sur la filiale dont les documents financiers, contrairement à l'exercice précédent sont communiqués à la STB.
			4. SONIBANK	Le groupe exerce une influence notable sur la filiale dont les documents financiers, contrairement à l'exercice précédent sont communiqués à la STB.
			5. MAISON BLANCHE	Existence d'influence notable
			6. SED NORD	Le groupe exerce une influence notable sur la filiale dont les documents financiers, contrairement à l'exercice précédent sont communiqués à la STB.

La liste des sociétés exclues du périmètre de consolidation ainsi que les motifs d'exclusion est présentée en annexe 1 de ces notes.

1.2.3. Méthode de consolidation

⇒ Les sociétés consolidées par intégration globale

Les sociétés intégrées globalement sont les filiales de la banque dans lesquelles la société mère exerce un contrôle exclusif de droit, présumé ou de fait.

La méthode de l'intégration globale consiste dans les étapes successives suivantes :

- ▀ Les états financiers individuels de la mère et de ses filiales sont combinés ligne par ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges.
- ▀ Les opérations réciproques entre sociétés du groupe sont éliminées d'une manière symétrique
- ▀ Les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées de l'exercice sont identifiés et soustraits du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère.
- ▀ La valeur comptable de la participation du groupe dans chaque filiale et la quote-part du groupe dans les capitaux propres sont éliminées pour déterminer les réserves consolidées et la part des minoritaires dans les réserves.

⇒ Les sociétés mises en équivalence

Les sociétés mises en équivalence sont les filiales de la banque dans lesquelles elle n'exerce qu'une influence notable.

La méthode de la mise en équivalence consiste dans les étapes successives suivantes :

- ▶ Retraiter les capitaux propres de la société mise en équivalence par élimination des opérations réciproques ayant un impact sur ses résultats ou ses réserves.
- ▶ Constaté la quote-part du groupe dans les capitaux propres de la société mise en équivalence par un poste d'actif «Titres mis en équivalence».
- ▶ Eliminer les participations des sociétés intégrées globalement dans la société mise en équivalence par la quote-part du groupe dans les capitaux propres et constater la différence dans le résultat consolidé parmi le poste «Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence» en tenant compte des effets sur les réserves consolidées.

1.3. REGLES SPECIFIQUES A LA CONSOLIDATION

1.3.1. Traitement des écarts de première consolidation

L'écart de première consolidation est la différence au moment de l'acquisition entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part correspondante dans l'actif net comptable de la société consolidée. Cet écart se décompose entre écart d'évaluation correspondant au plus ou moins-values latentes sur les actifs ainsi que l'écart d'acquisition qui correspond au Goodwill positif ou négatif.

Chaque fois que des informations ont été disponibles les écarts d'acquisition ont été identifiés et constatés en tant que tels parmi les immobilisations incorporelles en actif.

Les écarts d'acquisition déterminés ont été amortis linéairement sur une période de 5 ans.

Les écarts d'acquisition dégagés pour les sociétés consolidées par mises en équivalence ont été déterminé lors de leurs première consolidation et se trouvent au 31 décembre 2011 totalement amorti linéairement sur leurs durées d'utilité, à l'exception de celui de la société EL WEFAK LEASING et TUNISIAN FOREIGN BANK « TFB » (ex-UTB) pour les lots d'acquisition de 2009 et 2010.

1.3.2. Traitement des impôts différés

Seules les éliminations des opérations réciproques ayant une incidence sur les résultats et les réserves ont donné lieu à la constatation de l'impôt différé.

Les différences temporelles issues des états financiers individuels des sociétés du groupe, n'ont pas donné lieu à la constatation éventuelle d'impôts différés.

NOTE 2 - NOTES SUR LES POSTES DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

(Les chiffres sont exprimés en MDT : milliers de Dinars Tunisiens)

2.1. Portefeuille titre commercial

Le solde de ce poste a atteint au 31 décembre 2011 un total de 248 580 MDT contre 108 891 MDT au 31 décembre 2010 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Portefeuille Société Tunisienne de Banque	132 557	14 758
Portefeuille Filiales consolidées par intégration globale	116 023	94 133
TOTAL	248 580	108 891

2.2. Portefeuille titre d'investissement

Le solde de ce poste a atteint au 31 décembre 2011 un total de 158 837 MDT contre 180 676 MDT au 31 décembre 2010 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2011	31/12/2010
Portefeuille Société Tunisienne de Banque	74 414	85 553
Portefeuille Filiales consolidées par intégration globale	84 423	95 123
TOTAL	158 837	180 676

111

2.3. Titres mis en équivalences

Au 31 décembre 2011, le total de cette rubrique a grimpé à 80 470 MDT contre 57 872 MDT au 31 décembre 2010, et se détaille comme suit :

Société Mis en Equivalences	2 011	2 010
1. SICAV L'INVESTISSEUR	1 058	1 261
2. SICAV L'AVENIR	1 269	1 302
3. BANQUE D'AFFAIRE DE TUNISIE	997	1 059
4. SICOAC	2 795	2 956
5. STCV VERITAS	1 272	1 121
6. UNION TUNISIENNE DE BANQUE «U.T.B »	38 042	46 377
7. STE EL WEFAK LEASING	5 118	3 760
8. SONI BANK	16 493	-
9. MAISON BLANCHE	0	-
10. EL FEJJA	3 013	-
11. MAISON DU BANQUIER	929	-
12. SED SOUSSE NORD	9 484	-
13. GREEN GOLF	-	36
TOTAL	80 470	57 872

2.4. Intérêts minoritaires

Au 31 décembre 2011, le total de cette rubrique s'élève à (-31 135) MDT contre 10 637 MDT au 31 décembre 2010, et se détaille comme suit :

Société	31/12/2011			31/12/2010		
	Intérêts minoritaires dans les résultats	Intérêts minoritaires dans les réserves	Total	Intérêts minoritaires dans les résultats	Intérêts minoritaires dans les réserves	Total
1. S.T.B	19	766	785	49	1 477	1 526
2. STB INVEST	9	527	536	66	4 77	543
3. SOFI ELAN SICAF	333	3 280	3 613	287	3 235	3 522
4. S.T.B MANAGER	67	10	77	43	69	112
5. SOFIGES	-37	575	538	68	530	598
6. S.T.B SICAR	-53	90	37	144	-164	-20
7. L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	-11	-32	-43	72	-74	-2
8. S.T.R.C	7	-21	-14	0	0	0
9. GENERALE DES VENTES	-60	1 114	1 054	504	637	1 141
10. STE ED DKHILA	27	2 914	2 941	406	2 811	3 217
11. ACTIVHOTELS	-20	-58	-78	0	0	0
12. BFT	-5 219	-35 362	-40 581	0	0	0
TOTAL	(-4 938)	(-26 197)	(- 31 135)	1 639	8 998	10 637

112

• Le tableau suivant est présenté par souci de comparabilité avec les états financiers consolidés relatifs à l'exercice 2010 dont le périmètre n'a pas inclus la BFT.

Société	31/12/2011			31/12/2010		
	Intérêts minoritaires dans les résultats	Intérêts minoritaires dans les réserves	Total	Intérêts minoritaires dans les résultats	Intérêts minoritaires dans les réserves	Total
TOTAL intérêts des minoritaires sans prise en compte de la filiale BFT	317	10 351	10 668	1 639	8 998	10 637

2.5. Réserves et Résultat Consolidés

Au 31 décembre 2011, le résultat consolidé, avant modification comptable, s'est situé à (-8 535) MDT contre 18 627 MDT au 31 décembre 2010. Par ailleurs, les réserves consolidées qui ont atteint 274 711 MDT, ont fait l'objet d'un réajustement, par une prise en charge par le groupe d'insuffisances de provisions (2.6) ; le détail est présenté comme suit :

Société Consolidée	Réserves Consolidées		Résultats Consolidés	
	2 011	2 010	2 011	2 010
◇ SOCIÉTÉS INTEGREGES GLOBALEMENT	255 657	375 220	-12 748	17 384
1 STB	378 666	368 162	4 111	11 621
2 STB INVEST	11 331	7 106	616	4 060
3 SOFI ELAN SICAF	1 539	1 474	445	382
4 STB MANAGER	85	670	689	433
5 SOFIGES	4 252	3 542	-501	871
6 STB SICAR	139	- 1 459	-267	705
7 IMMOB.DE.L'AVENUE	357	- 1 692	-557	3 470
8 STRC	- 7 715	- 1 020	2 347	-5 248
9 LA GENERALE DES VENTES	-882	-1 352	-60	500
10 ED DKHILA	2 384	2 156	57	844
11 ACTIVHOTELS	-1 471	-94	-514	-25
12 BFT	-133 028	0	-19 115	0
13 ARTEMIS HOT.NEPTUNIA	0	-2 273	0	-228
◇ SOCIÉTÉS MISES EN EQUIVALENCE	19 054	11 671	4 213	1 243
14 SICAV L'INVESTISSEUR	234	360	25	103
15 SICAV L'AVENIR	-4	242	27	54
16 BANQUE D'AFFAIRE DE TUNISIE	-289	-167	-63	-123
17 SICOAC	2 265	2 138	7	295
18 STCV VERITAS	805	674	352	332
19 UNION TUNISIENNE DE BANQUE « UTB »	-101	8 517	293	- 179
20 STE EL WEAFAK LEASING	215	3 47	580	725
21 GREEN GOLF	0	-440	-	36
22 SONI BANK	11 185	0	2 831	0
23 MAISON BLANCHE	-1372	0	-48	0
24 EL FEJJA	-5	0	18	0
25 MAISON DU BANQUIER	-912	0	36	0
26 SED SOUSSE NORD	7 033	0	155	0
TOTAUX	274 711	386 891	-8 535	18 628

• Le tableau suivant est présenté par souci de comparabilité avec les états financiers consolidés relatifs à l'exercice 2010 dont le périmètre n'a pas inclus la BFT.

	Réserves Consolidées		Résultats Consolidés	
	2 011	2 010	2 011	2 010
Total réserves et résultat consolidés sans prise en compte de la filiale BFT	404 702	386 891	12 754	18 628

2.6. Insuffisance de provisions imputée sur les réserves du Groupe

Insuffisance de provisions imputée sur les réserves du Groupe	Société	Montant
1. Complément de couverture d'un Risque fiscal	ED-DKHILA	97
2. Complément de couverture des Créances acquises non recouvrées dont la valeur de réalisation des garanties est non déterminable	STRC	26 942
3. complément de provision pour litige.	L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	2 821
	TOTAL	29 860

2.7. Rachats des actions propres par des sociétés du groupe :

Au 31 décembre 2011 Ce poste affiche un solde de 2 851 MDT; Il renferme les rachats d'actions effectués par la société consolidante.

2.8 Effet de la modification comptable

Cette rubrique comporte au 31/12/2011 l'effet net d'impôt de la constatation chez la société mère, des couvertures complémentaires des risques relatifs à des exercices antérieurs.

Annexe I

Liste des Sociétés Normalement Consolidables, mais exclues de périmètre du groupe STB au 31 décembre 2011 conformément aux dispositions de la NCT n°35

N° Ordre	Raison Sociale	V.N Capital social	% détenu	N° du Motif
1	SKANES PALACE	6 195 000	99.76%	En liquidation.
2	AFRICA SOUSSE	9 800 000	96.94%	En liquidation.
3	STE ANONYME DE CONSTR. ELECTROMECHAN- QUES «SACEM»	5 174 000	85.94%	En liquidation.
4	CIE HOTELIERE DES CENTRES VILLES (HOTEL ANDALOUS)	3 540 000	70.28%	Sous administration judiciaire, sa direction est attribuée à un juge administrateur
5	STE TUN. DE DEVPT. DU CINEMA & DE L'AUDIOV.»STDCA»	10 000	50%	La continuité de son exploitation est compromise et aucune récupération d'actifs n'est espérée.
6	STE TOURISTIQUE AIN DRAHAM «HOTEL NOUR EL AIN»	2 299 500	49.66%	En liquidation.
7	STE RAMLA TOZEUR	5 947 800	47.88%	La STB n'exerce aucun contrôle sur la filiale.
8	STE D'ANIMATION TOURISTIQUE BISAT SA	4 259 840	42.68%	Cette filiale est en phase d'investissement, elle n'élabore pas d'états financiers.
9	ARTEMIS HOTEL NEPTUNIA	2 555 000	46.81%	Au 31 décembre 2011, la STB compte céder la filiale dans un avenir proche.
10	CIE MED. DE TOURISME «HOTEL DALIA»	3 429 000	45.29%	Cette filiale se trouve dans l'impossibilité de communiquer à la STB les états financiers arrêtés au 31 décembre 2011.
11	CIE DE DEVELOPPEMENT «LELLA HADHRIA»	725 000	42.07%	La STB n'exerce aucun contrôle sur la filiale.
12	STE TOURISME & ANIMATION «RAIS CLUB»	1 523 000	41.96%	Au 31 décembre 2011, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB.
13	STE D'ACTIVITE TQUE «HOTEL ZODIAC»	4 637 000	37.44%	Cette filiale se trouve dans l'impossibilité de communiquer à la STB les états financiers arrêtés au 31 décembre 2011.
14	STE HOTEL BYZANCE	2 675 000	35.07%	Cette filiale se trouve dans l'impossibilité de communiquer à la STB les états financiers arrêtés au 31 décembre 2011
15	EL MARASSI	1 380 000	34.78%	Au 31 décembre 2011, la filiale est en liquidation.
16	Sté d'Etudes et de Prom.Tque «Hôtel Mari- queen» JERBA MARITIM	4 087 500	36.70%	La STB n'exerce aucune influence notable sur la filiale au 31/12/2011.
17	STE D'ANIMATION ET DE LOISIRS PARADISE PARK (H PHEDRA)	2 059 000	31.03%	Au 31 décembre 2011, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB.
18	STE D'ETUDES ET DE DEV. HAMMAMET SUD «SEDHS»	1 000 000	30%	Au 31 décembre 2011, la filiale est en liquidation.
19	COMPAGNIE DE DEVELOPPEMENT DU GRAND KORBOUS	250 000	30%	La continuité de son exploitation est compromise et aucune récupération d'actifs n'est espérée.
20	STE D'ET. DEVPT AUDIO-VISUEL DE TSIE «SEDAT»	1 015 000	28.33%	Au 31 décembre 2011, la filiale est en liquidation.

21	CIE TQUE ARABE «CTA» (MARINA MONASTIR)	15 098 120	28%	Au 31 décembre 2011, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB.
22	STE INTLE DE GEST. HOT. «H. BYBLOS»	2 620 000	33.59%	La STB n'exerce aucune influence notable sur la filiale au 31/12/2011.
23	STE COND. IMPR. & PUBLICITE «CIP»	532 525	26.24%	Au 31 décembre 2011, la filiale est en liquidation.
24	STE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT DE SOUSSE	1 000 000	25%	La continuité de son exploitation est compromise et aucune récupération d'actifs n'est espérée.
25	STE D'ET. & DE DEVPT «ZOUARAA»	200 000	25%	La continuité de son exploitation est compromise et aucune récupération d'actifs n'est espérée.
26	STE HOTEL YOUNES	3 987 000	24.76%	Cette filiale se trouve dans l'impossibilité de communiquer à la STB les états financiers arrêtés au 31 décembre 2011.
27	STE HOT ET DE DEV TQUE «HOTEL DREAMS BEACH»	3 182 000	24.58%	La STB n'exerce aucune influence notable sur la filiale au 31/12/2011.
28	STE HOTELIERE «BEL AIR»	5 423 510	23.97%	Au 31 décembre 2011, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB.
29	STE DE DEV.ECO. DE KASSERINE SODEK-SICAR	6 236 055	23.56%	La STB n'exerce aucune influence notable sur la filiale au 31/12/2011.
30	STE DE COMMERCE INTERNATIONAL DE KEBILI «SOCIK»	200 000	22.50%	Cette filiale est en phase d'investissement, elle n'élabore pas d'états financiers.
31	STE DES IND. METALLURGIQUES «SIMET»	2 025 000	21.47%	Au 31 décembre 2011, la filiale est en liquidation.
32	STE DE PROMOTION TOURISTIQUE LES CYCLAMENS	4 319 000	21%	La STB n'exerce aucune influence notable sur la filiale au 31/12/2011.
116 33	S.H.T. LES BERGES 2000 «Hôtel l'Atrium»	1 375 000	20.18%	La continuité de son exploitation est compromise et aucune récupération d'actifs n'est espérée.
34	COPRAT HAMMAMET GARDEN HOTEL	2 150 000	20%	Au 31 décembre 2011, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB.
35	ANIMATION ET TOURISME SAHARIEN «LES DUNES DE NEFZAOUA»	2 868 400	22.87%	Sous administration judiciaire, sa direction est attribuée à un juge administrateur.



Rapport des Commissaires aux Comptes sur les États Financiers Consolidés

Du Groupe STB Relatifs à l'exercice
Clos le 31 Decembre 2001

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous vous présentons notre rapport sur les états financiers consolidés du Groupe de la Société Tunisienne de Banque (STB) arrêtés au 31 décembre 2011, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que notre rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires.

I. Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés du groupe de la Société Tunisienne de Banque (STB), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2011, l'état des engagements hors bilan, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

1. Responsabilité de la Direction pour les états financiers

Les organes de Direction et d'Administration de la Banque sont responsables de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers consolidés conformément au Système Comptable des Entreprises en Tunisie. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

2. Responsabilité des commissaires aux comptes

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. A l'exception des questions évoquées au paragraphe 3.1, nous avons effectué notre audit conformément aux normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles d'éthique et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives résultant de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

3. Justification de l'opinion avec réserves

3.1 Nos travaux d'audit de la STB (société mère) ont été limités par :

- La non exhaustivité de la base de données des garanties reçues par la STB ainsi que l'indisponibilité de documentations (inscription d'hypothèque, engagement d'inscription AFI, AFT, rapports d'expertise...) justifiant la valeur de certaines garanties réelles retenues par la STB ;





- L'absence de réponses à nos demandes d'informations sur les litiges en cours par les avocats mandatés par la STB ;

- L'absence d'informations valablement restituées par le système comptable au titre des engagements hors bilan. L'état des engagements hors bilan a été arrêté d'une manière extracomptable sur la base de situations communiquées par les structures internes à la STB ;

Aussi, les garanties réelles reçues par la STB en couverture des risques encourus sur sa clientèle ne sont pas prises en compte au niveau de la rubrique « Garanties reçues », et ce, comme il a été ci-haut reporté, faute d'un inventaire confirmé de ces garanties ;

- L'absence d'une comptabilité multidevises, autonome tenue en devise selon un système dit en partie double d'où l'impossibilité d'identifier clairement l'impact des opérations effectuées en devises sur le résultat de la période.

3.2 L'audit de la société mère STB au cours l'exercice 2011 a mis en évidence l'existence de risques provenant des exercices antérieurs insuffisamment couverts par des provisions. En couverture de ces risques, des provisions pour un montant de 159 millions de dinars, dont l'impact sur les modifications comptables portées en diminution des capitaux propres d'ouverture est de 117 millions de dinars, ont été constatées.

Les modifications comptables apportées aux capitaux propres d'ouverture n'ont pas donné lieu au retraitement en proforma des états financiers de l'exercice 2010 présentés à titre comparatif.

Par ailleurs, des modifications significatives ont été apportées au périmètre de consolidation retenu au 31 décembre 2011 par rapport à celui retenu pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 sans que les états financiers consolidés de l'exercice 2010 ne soient retraités en proforma.

En effet, la BFT, SONI BANK, S.E.D SOUSSE NORD, la STE civile immobilière «La maison du banquier », la STE du pôle de compétitivité de Monastir « ELFEJJA » et la SMT la « maison blanche » n'ont pas été consolidées en 2010.

L'intégration des états financiers de ces sociétés, et notamment ceux de la BFT a, significativement, affecté de nombreux éléments des états financiers consolidés du groupe STB.

En conséquence et eu égard au caractère significatif des ajustements ci-haut mentionnés, nous estimons que les tendances de la situation financière et des performances du Groupe STB ne sont pas à établir avec les données comparatives non retraitées de l'exercice 2010.

3.3 Des garanties pour une valeur de 97 millions de dinars retenues par la société mère (STB) pour l'estimation des provisions relatives à des créances classées ne sont pas appuyées par les justificatifs requis par les circulaires de la BCT. Les dossiers relatifs à ces garanties sont en cours de traitement par les services juridiques de la banque.

L'impact final, des travaux en cours, sur le provisionnement requis ne peut, actuellement, pas être estimé.

3.4 Le tableau des engagements de la STB (société mère) comporte des garanties réelles pour 781 millions de dinars considérées par la banque pour l'estimation des provisions relatives à des actifs compromis (créances classées 4 et 5 et principalement relatives au secteur touristique) dont 180 millions de dinars remontent à l'exercice 2001 et antérieurs.

L'ancienneté de ces garanties est de nature à remettre en cause l'hypothèse de la liquidation rapide sur le marché telle qu'exigée par l'article 10 de la circulaire n°91-24 de la BCT pour la considération de ces garanties.

L'estimation des corrections à apporter à la juste valeur de ces garanties, et conséquemment des provisions complémentaires à constituer, requière, à notre avis, de nouvelles expertises indépendantes et la reconsidération au niveau du tableau des engagements des éléments juridiques et procéduraux d'empêchement à la réalisation.

3.5 Les capitaux propres de la société mère STB comportent un compte intitulé «réserves pour fonds social» qui représente les montants affectés au financement des activités fonds social. Le rapprochement du solde de ce compte qui s'élève à 6 millions de dinars avec les encours des prêts sur fonds social qui s'élèvent à 24 millions de dinars dégage un déséquilibre entre les ressources et les emplois de l'ordre de 18 millions de dinars



dont l'origine n'a pas pu être justifiée par la banque.

3.6 La STB (société mère) ne comptabilise pas les provisions pour indemnités de départ à la retraite (six mensualités) et autres avantages postérieurs à l'emploi (couverture assurance groupe) découlant de la convention collective nationale du personnel des banques et des établissements financiers. Le montant de cette provision est estimé à 28 millions de dinars dont 26 millions de dinars devaient être constatés en déduction des capitaux propres d'ouverture et 2 millions de dinars en charges de l'exercice.

3.7 Contrairement aux dispositions de l'article 17 de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, portant promulgation du Système Comptable des Entreprises, la STB (société mère) n'a pas procédé en 2011 à l'inventaire physique de ses immobilisations qui s'élèvent en net à 80 millions de Dinars.

3.8 Les rubriques «Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT», «Créances sur les établissements bancaires et financiers» et «Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers», des états financiers de la société mère STB, comportent des comptes qui présentent des suspens anciens non apurés se rapportant principalement aux comptes BCT dinars, BCT devises et correspondants devises.

Aussi, les comptes «correspondants locaux» et le compte intitulé «BCT compte BDET /BNDT» présentent des anciens soldes figés et non rapprochés.

De même, certains comptes au niveau des rubriques «Autres actifs» et «Autres passifs» présentent des soldes figés et des suspens se rapportant principalement aux comptes inter-sièges (en dinars et en devises).

En attendant, les résultats des travaux d'apurement entamés par les commissions constituées à cet effet, nous ne sommes pas en mesure d'établir que ces comptes ne contiennent pas d'anomalies significatives provenant d'erreurs ou d'opérations non autorisées, ni d'estimer l'effet des ajustements sur les capitaux propres du groupe que les travaux d'apurement pourraient, le cas échéant, mettre en évidence.

3.9 Ainsi qu'il a été donné au niveau de la note 1.3.2, l'impôt différé est constaté uniquement au titre des éliminations des opérations intra-groupe.

Les actifs et les passifs d'impôt éventuels sur les autres différences temporaires découlant des états financiers individuels des sociétés retenues dans le périmètre de consolidation ne sont pas constatés au niveau des états financiers du groupe.

Opinion avec réserves

A notre avis, sous réserve des incidences des questions évoquées aux paragraphes 3.1 à 3.9, les états financiers consolidés présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe STB au 31 décembre 2011, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

II. Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Les informations sur les comptes consolidés du groupe STB et contenues dans le rapport du conseil d'administration destiné à l'Assemblée Générale appellent les mêmes observations exprimées dans le paragraphe « justification de l'opinion avec réserves ».

Tunis, le 01 octobre 2012

Les Co-commissaires aux comptes

CFA
Fathi Saidi

Groupement SNJ-IMAC
Nedra Jlassi Semmar

